expos
CAHIER SPÉCIAL 20 PAGES

LA QUALITÉ EN MAINS
PASSE PAR LES MAINS DE MAÎTRE
MONSIEUR Muffler

La Presse
LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE

mazda DE LAVAL
FABREVILLE AUTO
vous offre plus et mieux.
4010, Boul. Dagenais, Fabreville 622-3434

Aujourd'hui: Nebulosite croissante. Minimum 2° Maximum 6°
Demain: Nuageux avec averses. DETAILS CAHIER SPORTS
• MONTRÉAL, LUNDI 9 AVRIL 1990 106e ANNÉE N° 168 72 PAGES, 4 CAHIERS
Hors de la zone metropolitaine: 45 cents Îles de La Madeleine: 1.00 Ailleurs au Quebec: 50 cents 35¢

Aujourd'hui

La CSN dit oui à l'indépendance du Québec

MARC DORÉ

La Confédération des syndicats nationaux (CSN) croit que le moment est venu pour le Québec de choisir lui-même son avenir et invitera les délégués à son prochain congrès, dans un mois, à se prononcer pour l'indépendance, dans le respect des droits des travailleurs, des minorités et des femmes.

C'est ce qu'a déclaré à *La Presse* le président de la CSN, M. Gérald Larose.

La centrale syndicale, qui représente environ 240000 travailleurs des secteurs public et privé, deviendrait ainsi la première organisation d'importance à se prononcer clairement dans le sens de l'indépendance, au moment où l'échec virtuel de l'accord du lac Meech bouche complètement l'horizon constitutionnel canadien.

La proposition, qui sera soumise aux 2000 délégués du 55e congrès de la centrale, a été élaborée par le comité pré-congrès qui est constitué des présidents et secrétaires de chacune des fédérations et de chacun des conseils centraux.

Elle a été également vue et revue par l'exécutif de la centrale et a été soumise à de multiples discussions à tous les niveaux de l'organisation syndicale.

Mais en plus de la CSN, la question de l'indépendance sera également à l'ordre du jour dans les autres organisations syndicales au cours des prochaines semaines.

FTQ: «l'après-Meech»

Le président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Louis Laberge, a indiqué à *La Presse* hier soir que toute la question constitutionnelle, «et ce qui viendra après Meech», serait soumis cette semaine à la discussion du bureau de la centrale, formé par le président, le secrétaire général et 14 vice-présidents.

Les orientations nationalistes de la FTQ sont bien connues; elle

VOIR CSN EN A 2

DANS LES MAINS du FISC

A 14 IMMEUBLES À REVENUS
Deux proprietaires d'immeubles à revenus, Norman Spatz et Ken Hampson, ont eu des demeles avec le fisc, qui leur font dire que celui-ci interprete la loi a son profit.

A 12 GRÈCE
Le parti conservateur Nouvelle democratie a des grandes chances d'obtenir la majorite absolue au Parlement grec a la suite des elections anticipees d'hier.

C 1 L'AUTOMOBILE
Plus confortable, plus rapide et aussi plus elegante, la nouvelle MR2 de Toyota a tout pour seduire ceux qui recherchent une voiture a moteur central a «petit» prix.



S 21 SPORTS
Pendant que l'entraineur Rick Dudley remontait le moral de ses Sabres, le Canadien se preparait, hier, au troisième match de la serie, ce soir, sur sa glace.

Sommaire

Annonces classees
immobilier ..... B7 a B11, C6
marchandises..... C6 et C7
emplois ..... C7 et C8
automobiles C8, C9
propositions d'affaires..... A15
Arts et spectacles
informations..... B4 a B6
horaires B6
Bandes dessinees B8
Deces C11
Etes-vous observateur? ... B7
Feuilleton..... B9
Horoscope..... B10
L'auto..... C1 a C5
Le bridge..... C8
Le monde A12, A13
Loterie A4
Mots croises..... C9
«Mot mystere»..... C7
Placements A14, A15
Quoi faire..... C12
Télévision..... B4, B5

Québec opte pour des lits superposés dans huit prisons

MARTIN PELCHAT

Pour apporter une réponse à court terme au problème de la surpopulation des prisons, Québec a décidé d'installer dans certains établissements carcéraux des lits superposés, de façon à doubler le nombre de places disponibles.

La Presse a également appris hier qu'à Bordeaux, où le problème est particulièrement criant, le ministère de la Sécurité publique a décidé de condamner une section abritant des ateliers pour y placer des cellules préfabriquées.

Ces deux mesures, qui doivent être annoncées bientôt par le ministre Sam Elkas, sont dénoncées comme nettement insuffisantes par l'Union des agents de la paix en institutions pénales.

Le doublage du nombre de places au moyen de lits superposés suscite d'ailleurs les commentaires les plus acerbes.

«C'est inacceptable, même à court terme», affirme Claude Page, vice-président du syndicat et responsable des questions de santé et sécurité au travail.

«Le gouvernement double le nombre de places, tout en conservant le même nombre de gardiens», ajoute-t-il.

«Les gens incarcérés vivent déjà dans des espaces restreints et maintenant ils vont être deux là-dedans, dit M. Page. Nous entrevoyons des prises de bec. Ce n'est déjà plus vivable. Nous avons déjà perdu le contrôle.»

Le conseil syndical, qui se réunit aujourd'hui, a d'ailleurs inscrit cette question à l'ordre du jour.

L'Union des agents de la paix milite plutôt en faveur de mesures comme l'imposition de travaux communautaires pour dénouer le problème de l'engorgement des prisons.

VOIR PRISONS EN A 2



PHOTO LUC SIMON PERRAULT, *La Presse*

Soutenue par un policier, la mère des deux victimes quitte son domicile.

Un homme de St-Césaire accusé du meurtre de ses deux enfants

MARTIN PELCHAT

SAINT-CÉSAIRE

Les corps de deux bambins ont été trouvés hier après-midi dans un domicile de la rue Giroux, à Saint-Césaire. Leur père, qui avait menacé il y a quelque temps de mettre fin à leurs jours, sera accusé aujourd'hui à Saint-Hyacinthe de meurtre prémédité en rapport avec cette affaire.

Les deux victimes sont Éric Beauvais, un garçonnet de 3 ans et sa soeur de 1 an, Julie. Leurs corps ne portaient aucune marque apparente. Ils ont vraisemblablement été étouffés mais la Sûreté du Québec ne pouvait pas encore l'affirmer, hier.

Leur père, Clément Beauvais, 34 ans, a été appréhendé en milieu d'après-midi à Marieville, quand sa voiture a capoté alors qu'il était poursuivi par la police.

Le suspect, qui aurait tenté de s'enlever la vie en se tranchant les veines du poignet, sera accusé aujourd'hui à Saint-Hyacinthe. Légèrement blessé dans l'accident qui a mis fin à la chasse à l'homme, il a été hospitalisé hier à l'hôpital du Haut-Richelieu.

VOIR MEURTRE EN A 2

L'éloge de la santé et l'éducation



GILLES PAQUIN

envoyé spécial

La Presse
À LA HAVANE



3. ■ Malgré les doléances des Cubains contre le régime de Fidel Castro, l'unanimité s'établit parmi la population pour faire son éloge en matière de santé et d'éducation. La révolution a donné au pays ce qu'il n'avait jamais eu auparavant: l'accès libre aux services de santé et l'éducation gratuite, même à l'université.

«Si on compare Cuba avec les autres pays d'Amérique latine, je crois que nous avons deux longueurs d'avance. Ici, tout le monde a droit aux services du médecin familial dans son quartier, peut obtenir des soins à l'hôpital et envoyer ses enfants à l'école», lance avec fierté Roberto, un ouvrier spécialisé de 26 ans, étudiant à temps partiel à l'université de La Havane.

Si le rationnement de la viande, du lait, des vêtements et même des cigarettes l'agace, il affirme néanmoins nourrir sa famille convenablement avec son salaire de 200 pesos par mois. Le système de rationnement permet à tous les Cubains d'obtenir au moins les produits de base, dit-il.

«Nos voisins ont peut-être des produits plus variés dans les magasins, mais beaucoup de gens n'ont pas les moyens d'en acheter. Voyez les émeutes en Argentine, au Venezuela et au Brésil pour obtenir des aliments, ajoute Roberto. À Cuba, on fait la queue devant les magasins mais on obtient à manger», ajoute-t-il.

Pendant que les Péruviens meurent prématurément faute de soins hospitaliers, que des milliers d'enfants de Bogota mendient leur subsistance dans les rues et que des millions de Mexicains vivotent dans des taudis, les jeunes Cubains sont en santé et étudient.

Ruben Gonzalez, 58 ans, est un ouvrier agricole profitant d'une retraite anticipée pour des raisons de santé. C'est un ancien *internationalista* qui a construit des maisons et une école en Angola, des routes en Éthiopie et qui a travaillé à la reconstruction du Nicaragua après l'ouragan de 1988. Il admet très mal que certains de ses compatriotes critiquent le régime cubain.

«Aujourd'hui, j'ai une pension qui me permet de garder mon petit appartement et de manger convenablement. Heureusement que les services de santé sont gratuits parce qu'autrement, je ne pourrais pas me faire soigner, dit-il. J'ai voyagé à l'étranger et j'ai vu comment les gens vivaient. Je peux faire la comparaison plus que beaucoup d'autres.»

Le gouvernement Castro, lui, se compare à celui du régime précé-

VOIR ELOGE EN A 2

● *B 1: Un dissident se raconte*

Les universités bilingues, un outil d'assimilation



ANDRÉ PÉPIN

envoyé spécial

La Presse
À SUDBURY



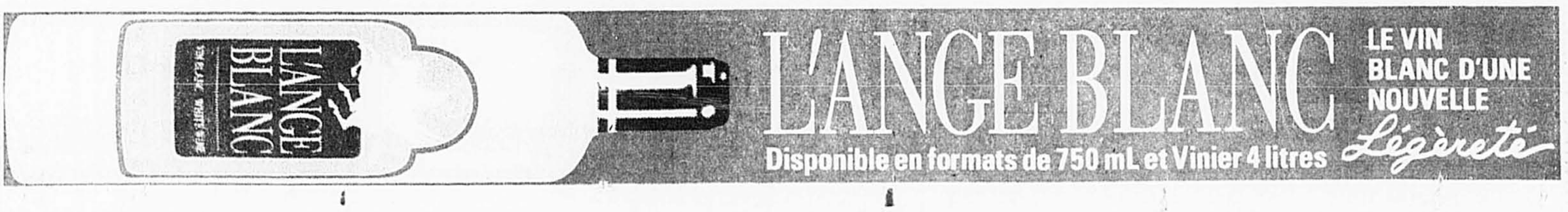
L'université bilingue de Sudbury, la Laurentienne, comme d'autres université bilingues du Canada, est un formidable outil d'assimilation. Il est temps que les francophones se serrent les coudes pour réclamer et obtenir un réseau universitaire semblable à celui de l'Université du Québec. C'est ce que soutient Thérèse Boutin, de Sudbury, une enseignante de l'université Laurentienne très impliquée dans les activités du Théâtre du Nouvel-Ontario.

«Il faut sortir tous les francophones des universités bilingues et constituer notre propre réseau. Des pressions s'exercent à ce sujet», dit-elle, soulignant que le bassin de francophones représente de 5000 à 6000 étudiants.

Franco-ontarienne militante, Thérèse Boutin fait remarquer que plusieurs cours de français sont annulés pour grossir les groupes anglophones à l'université. «Nous avons là un outil d'assimilation dangereux. Et avec ce que l'on voit dans les municipalités, les francophones doivent réagir — et rapidement.»

Le modèle universitaire du Québec pourrait être une heureuse solution de rechange aux

VOIR OUTIL EN A 2



SUITE DE LA UNE

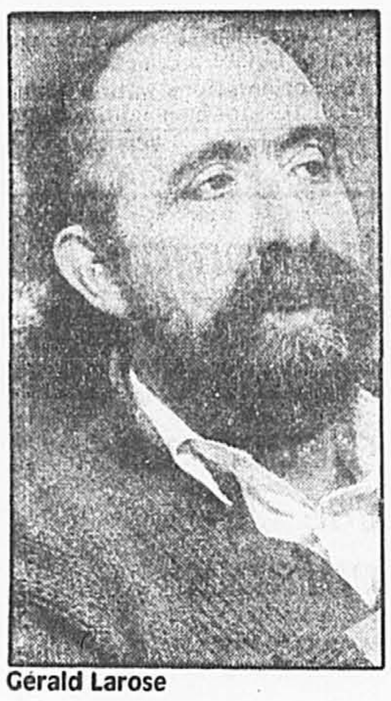
CSN

La CSN dit oui à l'indépendance du Québec

a appuyé le Parti québécois à toutes les élections, sauf en 1985, et a également donné son appui au «oui» lors du référendum. Cette centrale est également contre le Lac Meech, parce qu'elle juge les demandes du Québec «insuffisantes», mais elle n'est jamais allée jusqu'à appuyer l'indépendance. Elle est aussi la seule des grandes centrales qui fait partie d'un regroupement pancanadien, le Congrès du travail du Canada.

La Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) pourrait également «relancer la discussion» sur la question lors de son conseil général, les 18, 19 et 20 avril, a déclaré la présidente Lorraine Pagé.

Par la suite, le congrès sera «certainement» appelé à se prononcer sur une résolution sur la question, a poursuivi la présidente Pagé, en signalant que ces assises doivent avoir lieu du 26 au 30 juin, soit dans les jours qui suivront l'échéance de l'accord du lac Meech, le 23 juin. La CEQ avait tenu un congrès spécial sur la question nationale en 1980, mais les délégués avaient refusé alors de se prononcer sur l'indépendance.



Gérald Larose

Quant à l'Union des producteurs agricoles, une organisation «assez nationaliste» selon les mots mêmes de son président Jacques Proulx, elle a déjà adopté à son congrès de décembre dernier une résolution pour rapatrier à Québec tous les pouvoirs en matière agricole.

Elle prépare actuellement un événement majeur pour elle, les États généraux du monde rural, qui doivent se tenir en janvier prochain.

À cause du contexte politique actuel et parce que la question de l'indépendance est posée de plus en plus ouvertement, le travail de recherche et de réflexion est «mieux articulé, mieux préparé», dit M. Proulx, au cas où l'indépendance deviendrait «une alternative rapidement».

De toute façon, la question fait partie des priorités cette année, conclut-il.

Notons que contrairement aux centrales ouvrières, l'UPA n'a jamais appuyé un parti politique et n'a même pas soutenu le «oui» au référendum.

Mais elle fait partie avec la CEQ, la CSN et la FTQ du Mouvement Québec français.

Un forum pour discuter

En plus de prôner l'indépendance et d'affirmer que c'est la population du Québec, et elle seule, qui doit décider de son avenir, la proposition de la CSN appelle à la mise sur pied d'«un vaste forum représentatif du plus grand nombre possible des diverses composantes de la société québécoise.»

Ce forum pourrait entreprendre ses délibérations à l'automne, croit le président de la CSN Gérald Larose, et devrait compter sur la participation de tous les corps constitués du Québec: municipalités, organismes consultatifs des milieux de l'éducation, de la santé, des affaires sociales, organisations syndicales et patronales, organismes économiques, organisations nationales et, évidemment, les partis politiques.

M. Larose croit qu'un éventail le plus large possible des grandes organisations de la société québécoise diminuerait les risques d'«hégémonie» par les partis politiques.

Ces délibérations devraient normalement aboutir à la constitution de la «loi fondamentale» du nouvel État indépendant du Québec, poursuit le syndicaliste.

La CSN s'était prononcé pour l'autodétermination du Québec en 1979, lors d'un congrès spécial uniquement consacré à la question nationale.

Mais la centrale a toujours entretenu beaucoup de méfiance à l'égard du Parti québécois et les délégués avaient alors refusé de se prononcer sur l'indépendance. La CSN avait par ailleurs appuyé le «oui» lors du référendum de 1980, mais on peut se demander si la question posée à cette époque portait sur l'indépendance, a dit hier M. Larose.

La CSN n'a jamais caché son opposition à l'accord du lac Meech qu'elle juge «humiliant» pour le Québec et que le Canada anglais semble en voie de rejeter. Mais ce n'est pas par «dépit» qu'elle se dirige maintenant vers un appui à l'indépendance, affirme son président.

Échapper au «joug» fédéral

Parmi ses objectifs économiques, la centrale préconise de mettre l'accent sur la création d'emplois et le développement économique «durable», c'est-à-dire dans le respect de l'environnement.

Or, pour diriger le développement du Québec dans ce sens, «il faut nous soustraire au joug fédéral», estime Gérald Larose.

«Toutes les décisions touchant la dette fédérale et la politique monétaire canadienne nuisent au Québec parce qu'elles sont faites en fonction de Toronto», dit-il. Et la taxe sur les produits et services que veut faire adopter le gouvernement de Brian Mulroney vient «coiffer» cette stratégie fédérale.

Dans la même veine, la centrale, qui s'était pourtant opposée au libre-échange avec les États-Unis, croit maintenant que le Québec doit «se donner les leviers» pour faire face à la situation nouvelle découlant du libre-échange.

La CSN n'a pas changé d'idée, mais il faut faire avec les nouvelles règles du jeu, constate le président Larose. «De plus en plus, c'est l'axe nord-sud qui devient important en matière économique, et si on ne fait rien, on risque de devenir périphérique.»

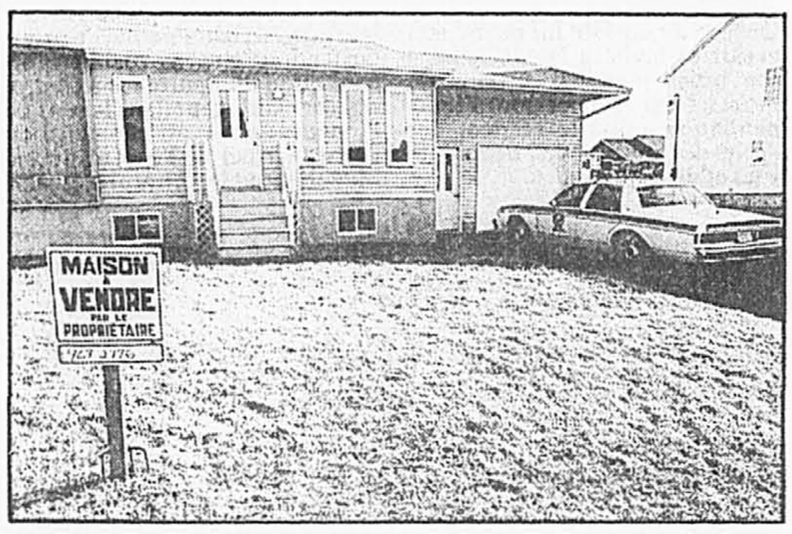
Cette dégringolade économique du Québec menaçant directement les réseaux publics de santé et de services sociaux, il y a là une autre raison majeure d'enclencher le processus d'indépendance, ajoute-t-il.

Enfin, aux plans politique et culturel, «si on veut garantir le caractère français et distinct du Québec, c'est par la voie de l'affirmation nationale qu'il faut passer», croit M. Larose.

Consciente du caractère délicat de sa proposition, la CSN entend également mettre l'accent sur le développement du caractère «pluraliste» du Québec indépendant, où la langue française doit devenir une sorte de «ciment» social facilitant l'accueil et l'intégration des travailleurs immigrants. De même, la CSN refuse de faire porter uniquement par les femmes le fardeau de la dénatalité et propose de changer l'actuelle politique nataliste du gouvernement par une politique familiale avec diverses mesures (congés parentaux, garderies, logements, aménagement du temps de travail) adaptées aux besoins des parents et des enfants. □



Les employés de la morgue transportent les deux corps des deux bambins..



Le domicile des Beauvais où ont été trouvés les corps des bambins venait d'être mis en vente. PHOTOS LUC SIMON PERRAULT, *La Presse*

MEURTRE

Un homme de St-Césaire accusé du meurtre de ses deux enfants

Selon ce que *La Presse* a appris, il aurait téléphoné à sa femme avant son arrestation pour lui annoncer qu'il avait mis fin aux jours des deux enfants.

Cette dernière a avisé les policiers, qui ont trouvé les deux cadavres dans la même chambre à coucher, vers 15h. Il semble que la mort remontait à plusieurs heures, de sorte que le crime a pu avoir lieu samedi soir.

Le couple, marié depuis une dizaine d'années, devait divorcer en juillet. Selon le père du suspect, ce dernier prenait très mal leur séparation.

Il s'en ouvrait cependant très peu, dit-il. «Il a gardé tout ça en dedans. Et ça a explosé.»

Les deux hommes s'étaient vus samedi. «J'ai eu un pressentiment, a confié le père. J'ai senti qu'il était très nerveux.»

Il y a quelques jours, après que sa femme lui eut annoncé qu'elle le quittait, Clément Beauvais aurait menacé de tuer les enfants et de s'enlever la vie.

Son épouse a porté plainte à la police à cause de ces menaces et il a passé deux jours derrière les barreaux, il y a une semaine. Sa famille a obtenu sa libération et sa femme aurait retiré sa plainte par la suite.

Clément Beauvais a réalisé quelques travaux sur sa maison au cours des derniers jours. Vendredi soir, on l'avait vu marchant avec ses deux enfants.

C'est à Chambly, hier après-midi, que sa voiture a été aperçue par des policiers. Ces derniers lui ont donné la chasse jusqu'à Marieville.

À l'intersection des routes 227 et 112, sa voiture a capoté.

Dans la résidence du 1729 Giroux où gisaient les corps de ses deux enfants, les enquêteurs de la Sûreté du Québec ont trouvé une note qui pourrait bien avoir été laissée par le suspect.

Cette note a été confiée aux spécialistes de l'identité judiciaire, qui devaient en faire l'analyse. Rien n'a filtré à propos de son contenu.

De nombreux curieux ont défilé hier devant la résidence des Beauvais, à Saint-Césaire. Le même étonnement se lisait sur leurs visages quand ils apprenaient la raison de la présence policière et médiatique.

La mère a été vue quittant la résidence vers 16h30. Visiblement effondrée, elle était soutenue par un policier. Le suspect travaille à l'usine Civaco, de Marieville. Sa maison avait été mise en vente récemment. □

PRISONS

Québec opte pour des lits superposés dans huit prisons

Mais il faudra pour cela embaucher de nouveaux employés pour assurer la surveillance des détenus, admet M. Pagé.

Un représentant de l'Union des agents de la paix a été convoqué à Québec la semaine dernière. On lui a fait part des mesures adoptées par le ministre Elkas.

Au cours de la dernière semaine, les premiers lits superposés ont fait leur entrée dans des institutions carcérales à Chicoutimi et Roberval, au Saguenay - Lac-Saint-Jean.

Bordeaux devrait recevoir les siens dans les jours qui viennent. Selon M. Pagé, Parthenais a également été mentionnée parmi les sept ou huit institutions, sur les 24 administrées par Québec, devant bénéficier de ce programme. Le climat dans les prisons est loin de s'améliorer selon M. Pagé. Vendredi, dit-il, des détenus de Parthenais ont refusé de réintégrer leurs cellules pour la seconde fois en quelques semaines.

Le 5 mars, à la prison de Bordeaux, détenus et prévenus se sont livrés à une mutinerie qui a fait des dommages de 15000$. À la suite de ce soulèvement, l'Union des agents de la paix et l'Office des droits des détenus ont dénoncé les mauvaises conditions de détention dans cet établissement surpeuplé et appelé le ministre Elkas à faire des gestes concrets et immédiats pour apaiser l'esprit de révolte régnant dans les prisons provinciales.

Le 16 février, le ministre avait annoncé que la construction de nouvelles prisons, prévue originalement pour 1992 et 1993, serait accélérée. À la suite de la mutinerie du 5 mars à Bordeaux, le Service correctionnel avait cependant promis des gestes à court terme. Hier, le ministre Elkas n'a pas donné suite aux appels de *La Presse*. □

OUTIL

Les universites bilingues, un outil d'assimilation

universités bilingues de Toronto, Ottawa et Sudbury. «Une université centrale, avec des composantes sur le territoire ontarien», dit-elle.

Des services séparés

Ce professeur très engagé a été directrice régionale pour la Commission des langues officielles. Elle ne croit pas au bilinguisme intégral dans les institutions, ce qui équivaut, la majeure partie du temps, à l'assimilation de la minorité. Pour elle, le secret du développement des deux cultures, c'est l'établissement de services séparés.

Elle ne croit pas non plus que certaines spécialisations, telles les sciences administratives, soient plus rigoureuses du côté anglophone. «Nous comptons des dizaines d'administrateurs, dans la seule ville de Sudbury, qui sont des francophones et qui ont étudié dans leur langue.»

Elle croit que les vrais nationalistes francophones vont plutôt opter pour les universités québécoises ou pour l'université de Moncton, au Nouveau-Brunswick. À Moncton, lors de notre passage, la direction de l'université a admis que bon nombre d'étudiants provenaient maintenant d'autres régions du Canada, notamment de l'Ontario. «Chaque fois, c'est un étudiant franco-ontarien qui quitte la région», indique Mme Boutin.

Elle n'a pas du tout tendance à mettre tous ses espoirs dans l'avenir politique du Québec.

— Continueriez-vous de livrer les mêmes batailles si le Québec devenait indépendant?

— Pourquoi pas? Encore plus vigoureusement, je crois. Je n'ai pas de lien véritable avec le Québec. Je n'y ai pas de parenté. Bien sûr, je m'intéresse à la francophonie, mais c'est de notre sort qu'il s'agit, insiste-t-elle.

Toutes les batailles, du nord au sud ontarien, dans tous les organismes, elle les croit vitales pour la sauvegarde du français en Ontario. Elle sait que les anglophones vont saisir la moindre occasion de s'emparer des droits acquis par les francophones. Elle est même convaincue que l'affaire de Sault Ste. Marie contribue à fouetter les énergies, à réveiller la francophonie de tout l'Ontario.

Cette question de la formation est au coeur des préoccupations à Sudbury. L'assimilation poursuivant son oeuvre implacable, le Carrefour francophone, subventionné par le gouvernement fédéral mais également soutenu par les souscriptions du public, multiplie les cours de formation de base. Des centaines de personnes s'y rendent chaque semaine pour des rencontres sociales, mais aussi pour apprendre à mieux écrire le français. On y donne même des cours d'alphabétisation.

Le Carrefour célèbre cette année son quarantième anniversaire. «L'objectif éventuel serait d'établir un centre de ressources pour favoriser l'amélioration du fonctionnement et l'efficacité d'organismes francophones à but non lucratif de la région», explique le directeur, Jean-Guy Bigeau.

Ce que les francophones du nord tentent de réaliser, surtout depuis l'émergence des mouvements radicaux anglophones, c'est la mise sur pied de véritables organisations. Les hommes d'affaires se regroupent, les universitaires réclament un véritable réseau et, dans les rues de Sudbury, on parle de plus en plus français. C'est un tournant, après des décennies de ce vieux complexe d'infériorité.

C'est vrai dans les milieux francophones bien informés, mais également chez les travailleurs, les mineurs et les ouvriers de la forêt. «Nous sommes une centaine de Québécois oeuvrant dans la région de Thunder Bay pour un entrepreneur de la région de Val-d'Or qui refuse de parler français. Nous insistons pour qu'il donne les ordres en français», explique Jean-Yves Laroche, un chauffeur de camion venu du Québec pour gagner sa vie ici.

«Nous n'avons pas à courber la tête. Ils viennent nous embaucher au Québec parce qu'ils ne trouvent pas la main-d'oeuvre ici pour ces durs travaux. Alors, qu'ils parlent notre langue», insiste Laroche, précisant que l'époque où les francophones, même dans les forêts québécoises, devaient plier l'échine est maintenant révolue.

C'est une sorte de barricade que les francophones tentent de dresser dans le nord ontarien. Le temps presse car des cours en français sont annulés à l'université Laurentienne. L'université francophone n'est pas encore une réalité et, tout au nord, Jean-Yves Laroche reçoit toujours ses documents de travail, notamment sa paie, en langue anglaise. □

ÉLOGE

L'eloge de la sante et l'education

dent. Selon une publication de l'Institut cubain de recherche et d'orientation de la demande interne, le nombre total d'écoles primaires, secondaires et supérieures a doublé depuis le changement de régime, il y a 31 ans. L'université est maintenant gratuite et les étudiants de l'extérieur de la ville reçoivent même une prime de logement.

Afin de faciliter l'entrée des femmes sur le marché du travail, un vaste réseau de 1021 garderies a été mis sur pied par les microbrigades de travailleurs, avec l'aide de l'État.

Dans le domaine de la santé, l'Institut précise que le nombre d'hôpitaux est passé de 95 à 261, pendant que celui des cliniques externes faisait un bond de 52 à 669. Chaque quartier a maintenant un médecin de famille, vivant sur place, et une infirmière pour les soins préventifs.

Alors qu'il y avait 1,7 médecin par 1000 habitants en 1958, il y en a maintenant 29,8 par 1000 habitants. Une progression comparable a été enregistrée chez les spécialistes et les infirmières. Ce qui, de l'avis de l'Institut, explique que le taux de mortalité infantile à Cuba soit de nos jours le plus bas en Amérique latine et que l'espérance de vie des citoyens — à 74 ans — y soit le plus élevé, plaçant ce pays au même niveau que les États-Unis.

Le problème du gouvernement Castro, c'est que les jeunes — 40 p. cent de la population — n'ont pas connu le régime antérieur et prennent ces services pour acquis. Ils sont maintenant de plus en plus nombreux à réclamer la libéralisation du régime, l'accès à certains biens de consommation rares et la liberté de voyager à l'étranger. □

Où donner de son sang

■ Aujourd'hui, la Croix-Rouge attend les donneurs aux endroits suivants:
● à Montréal: Centre permanent de la Croix-Rouge, 3131 est, rue Sherbrooke, de 9h à 18h;
● à Montréal: collecte du Lundi-Sang organisée par la Chambre des huissiers du Palais de justice de Québec, Palais de justice, Salle des pas perdus, 3e étage, 1 est, rue Notre-Dame, de 8h30 à 16h30.

UN HOMMAGE DE La Presse

Les groupes de lesbiennes du Québec développent des solidarités entre lesbiennes et voient à la défense de leurs droits. Elles organisent chaque année la "journée d'interaction lesbienne".

18

FEMMES EN TÊTE | COMPTE À REBOURS

La Quotidienne Tirage de samedi
à trois chiffres 369
à quatre chiffres 3614

ABONNEMENT 285-6911
Le service des abonnements est ouvert du lundi au vendredi de 7 à 18h.
RÉDACTION 285-7070
PROMOTION 285-7100
COMPTABILITÉ
Grandes annonces 285-6892
Annonces classées 285-6900
ANNONCES CLASSEES
Commandes ou corrections lundi au vendredi de 8h. à 17h. 285-7111
GRANDES ANNONCES
Détaillants 285-7202
National, Télé-Presse 285-7306
Vacances, Voyages 285-7265
Carrières et professions, nominations 285-7320

La Presse

LA PRESSE est publiée par LA PRESSE, LTEE, 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9. Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de «LA PRESSE» et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à LA PRESSE sont également réservés. «Courrier de la deuxième classe — Enregistrement: numero 1400- Port de retour garanti. (USPS003692) Champlain N.Y. 12919-1518.

RENSEIGNEMENTS 285-7272

15-1-01
LUNDI
9 AVRIL 1990

AMATEURS DE MOTS CROISÉS DANS La Presse
JEUDI

LA SUPERGRILLE DE PÂQUES

100 GAGNANTS RECEVRONT CHACUN UN DICTIONNAIRE ROBERT DES EXPRESSIONS ET LOCUTIONS AINSI QU'UN T-SHIRT "J'AI RÉUSSI"

En collaboration avec DICOROBERT

La Presse

EN BREF

PAS DE TAXI CET AVANT-MIDI

■ Il ne devrait pas être facile de se trouver un taxi cet avant-midi à Montréal, alors que les membres de la Ligue de taxis organisent une manifestation de trois heures «contre la venue d'un syndicat dans notre industrie». Le président de la Ligue, Gilles Léveillé, s'est défendu de faire une manifestation anti-syndicale, puisque deux jugements ont conclu que les chauffeurs de taxis ne pouvaient être syndiqués. C'est le syndicat des Métallos qui est à l'origine de la tentative de syndicalisation. Le service normal devrait être rétabli à partir de 11 h 30.

CONSULTATION SUR LE MONT-ROYAL

■ La consultation publique sur l'avenir du Mont-Royal commence aujourd'hui et les Montréalais sont invités à aller poser les questions sur le projet de mise en valeur de la montagne rendu public par l'administration Doré-Fainstat il y a quelques semaines. Des fonctionnaires feront une présentation générale d'une heure, après quoi les citoyens pourront prendre le plancher. La consultation aura lieu au 2715, chemin de la Côte-Saint-Catherine, à compter de 19 h. Si besoin est, la période de questions sera prolongée demain et les jours suivants.

LES POMPIERS VEULENT PLUS D'ÉQUIPEMENT

■ Même si elle accueille favorablement l'annonce du plan intérimaire triennal des mesures d'urgence de la CUM, l'Association des pompiers de Montréal réclame, dans les plus brefs délais, un équipement adéquat pour intervenir dans le cas d'accidents impliquant des matières dangereuses. «Nos hommes et les responsables des mesures d'urgence sont présentement totalement démunis» quand arrivent des accidents comme celui de l'incendie d'un camion-citerne sur l'autoroute Métropolitaine le 10 février, a commenté le président de l'APM, Gaston Fauvel. Selon lui, il est urgent d'acheter une unité mobile permettant l'analyse sur place des matières dangereuses.

McGILL: NOUVEAU MAÎTRE À BORD

■ M. Alex Paterson a été élu président du Conseil des gouverneurs de l'université McGill pour un mandat de trois ans, à compter du 1er juillet prochain. Il succède à M. Hugh Hallward. M. Paterson est un diplômé en droit de McGill. Il a été président du Comité d'action positive et président fondateur d'Alliance Québec. Le Conseil des gouverneurs de l'université compte 44 membres qwui proviennent des effectifs enseignants et étudiants de l'université, de l'Association des diplômés et de la communauté dans son emsemble. Les origines du conseil remontent à 1821. Il est responsable des de la conduite des affaires de l'université.

RECOURS COLLECTIF CONTRE LA STCUM

■ Le Fonds d'aide aux recours collectifs, organisme qui a pour fonction d'apporter l'aide financière aux personnes qui désirent intenter un recours collectif, doit entendre aujourd'hui une cause qui touche plus de 100 000 usagers de la Société de transport de la CUM. Le demande est présentée par Transport 2000 et une Montréalaise qui se dit lésée par les perturbations de service et l'annulation temporaire d'une soixantaine de circuits durant la période allant de la fin de décembre 1989 à la mi-mars 1990.

DEUXIÈME ACCUSÉ DANS UNE AFFAIRE DE MEURTRE

■ Un deuxième suspect vient d'être accusé de meurtre dans l'affaire Mario De Iacobis, ce marchand de pierres précieuses d'origine espagnole âgé de 73 ans abattu de plusieurs coups de feu le 14 mars 1989, au cours d'un vol à main armé perpétré à sa résidence du 6598 des Érables, à Montréal. Après Leonardo Modicamore, 25 ans, propriétaire du restaurant La Bamba du boulevard Saint-Michel, appréhendé le 20 mars dernier, Michel Bernier, 35 ans, de Saint-Thérèse, a été inculpé jeudi de meurtre prémédité dans cette affaire. Le suspect était déjà détenu pour d'autres crimes lorsque les policiers l'ont relié à cette affaire. Bernier devra se présenter à nouveau en Cour du Québec le 20 avril, afin que soit fixée une date pour son enquête en cautionnement.

Un homme recherché échappe au tir des policiers

Le bolide du fuyard, une Corvette, est retrouvé avec deux pneus troués par les balles

RAYMOND GERVAIS

■ Les passants qui déambulaient rue Sainte-Catherine à Montréal hier après-midi, à l'angle de Bleury, se seraient crus en plein tournage d'une des meilleurs scènes de *Dirty Harry*, lorsque sept coups de feu ont été tirés par des policiers qui tentaient d'arrêter un homme recherché pour différents délits graves et prêt à risquer le tout pour le tout pour passer entre les mailles du filet tendu par la police.

Il était près de 16 h lorsque des patrouilleurs du poste 25 de la police de la Communauté urbaine de Montréal ont localisé, rue Sainte-Catherine non loin de Bleury, une Corvette noire stationnée en bordure du trottoir. Selon des informations que détenait la police, l'automobile appartenait à un homme activement recherché par les forces de l'ordre en rapport avec différents crimes. Un mandat d'arrestation avait également été émis au nom du propriétaire du véhicule en question.

Voulant minimiser les risques, les agents ont demandé l'assistance d'autres policiers afin de former un périmètre et tenter de coincer l'individu. Ce dernier est sorti d'un restaurant vers les 16 h 15 et s'est engouffré dans sa luxueuse automobile. Les gendarmes se sont alors approchés et ont sommé l'homme de se rendre.

Faisant fi de l'ordre des agents, le suspect a fait démarrer son puissant bolide tout en prenant soin de verrouiller les portières.

C'est à ce moment que deux agents, réalisant que leur oiseau ne se laisserait pas capturer facilement, ont ouvert le feu sur le véhicule du suspect en tirant sept coups de revolver de calibre .38 dans les pneus.

Mais, à leur grande surprise, rien ne s'est produit et le conducteur a tout simplement décidé de lancer son véhicule à vive allure sur le trottoir, étant coincé dans la circulation.

Dans sa fuite, le chauffeur a foncé sur un policier et des citoyens qui déambulaient sur le trottoir.

Par miracle, le policier et les passants ont réussi à se jeter de côté, évitant ainsi d'être happés par la Corvette qui a chevauché le trottoir jusqu'à l'intersection Bleury, pour ensuite poursuivre sa fuite en direction sud.

Affolé, un policier a lancé sur les ondes radio: «Je n'y comprends rien, j'ai vidé mon *gun* sur les *tires*... Des trous de .38, c'est pas des clous!».

Persuadés d'avoir atteint leur cible, les patrouilleurs sont restés bouche bée, s'interrogeant sur la force de pénétration des projectiles de leurs revolvers de service.

Selon le directeur de service, Raynald Boucher, trois automobiles ont été endommagées par le véhicule du suspect.

Quelques heures plus tard, la fameuse Corvette noire a été localisée à l'arrière du 2030 rue Saint-Antoine, avec deux crevaisons...

Les balles avaient fini par faire leur travail, mais trop tard, l'oiseau avait réussi à fuir.

Comme l'a expliqué le lieutenant Saint-Denis du poste 25, l'auto était certainement munie de très bons pneus... Le 29 mars, le même suspect avait réussi à fausser compagnie à des policiers du district 23 qui tentaient eu aussi de l'arrêter au volant du même bolide.

Considéré comme extrêmement dangereux et prêt à tout pour ne pas se retrouver en cellule, l'homme est bien connu de la police et une note de «mise en garde» figure à son dossier.

Le directeur Boucher a confié hier soir à *La Presse* que différents endroits, connus comme étant des repaires possibles du suspect, sont étroitement surveillés et qu'avec un peu de chance, les agents pourraient réussir à lui mettre la main au collet prochainement.

«Toutes les précautions seront alors prises pour éviter qu'il ne s'échappe à nouveau», a indiqué l'officier.

Le suspect est un homme de race noire, âgé de 29 ans, qui mesure 6 pieds et 4 pouces.



PHOTO BERNARD BRAULT, *La Presse*

La planche à voile les pieds au sec

Nicolas Richer a trouvé le moyen de faire de la planche à voile même à cette époque de l'année et cela, sans se mouiller les pieds. Le jeune homme de 18 ans a modifié une planche de rouli-roulant pour y installer une voile conventionnelle de planche à voile. Il a été croqué sur le vif par notre photographe alors qu'il pratiquait ses «virements de bord» en compagnie de son copain Thomas Bouvart, sur un terrain de stationnement à l'angle du boulevard l'Acadie et de la rue Beaumont, à Mont-Royal.

Jeune femme assassinée sur un terrain des Hell's

Presse Canadienne

SAINT-DENIS-DE-BROMPTON

■ Un message adressé aux Hell's Angels, de faux indices, un règlement de comptes, un drame passionnel? Personne ne pouvait expliquer hier pourquoi une jeune femme a été assassinée en fin de semaine sur un terrain appartenant aux Hell's Angels à Saint-Denis-de-Brompton, en Estrie.

Des passants ont aperçu le corps de la victime un peu avant 13 h hier. Le cadavre reposait à l'extrémité d'un chemin ayant déjà mené au repaire des Gitans — devenus les Hell's —, incendié au début des années 70 à l'époque de la guerre avec les défunts Atomes.

Les premiers policiers dépêchés sur les lieux ne pouvaient se tromper: il s'agissait bien d'un meurtre et on pouvait difficilement retenir l'hypothèse d'un suicide. La jeune femme, qui reposait sur le dos, avait eu la gorge tranchée en plus d'avoir reçu plusieurs coups de couteau dans la région du thorax.

À quelques mètres du corps, deux poutres avaient été placées en forme de croix, sans doute par le ou les meurtriers.

Selon le porte-parole de la Sûreté du Québec, l'agent René Côté, le meurtre aurait été commis sur place au cours du week-end.

L'enquête entreprise par les *agents Tom McConnell et Yves* Houle du Bureau des crimes majeurs de la SQ n'avait pas permis d'identifier la victime hier soir, cette dernière ne portant aucun papier d'identité.

On s'expliquait encore moins le mobile de ce meurtre bien que l'on soit enclin à croire que ce crime puisse être relié au monde des motards ou celui de la drogue.

Il est toutefois possible que ce crime n'ait aucun lien avec les motards et que le meurtrier l'ait commis à cet endroit pour tenter de déjouer les policiers.

Sept morts accidentelles

Presse Canadienne

■ Les noms d'au moins sept personnes apparaissent sur la liste des morts accidentelles survenues au Québec durant la fin de semaine, selon les rapports de police disponibles en milieu de soirée, hier.

Quatre de ces morts sont dues à des accidents de la circulation; deux autres sont survenues lors d'une chute d'un balcon, d'une part, et lors d'une explosion dans une fabrique d'asphalte, d'autre part; enfin, un homme est mort dans un incendie.

Louis Lortie, de Charlesbourg, a succombé, hier matin, des suites des blessures qu'il avait subies la veille, vers 23 h, lors d'une chute en bas d'un balcon. Le jeune homme de 20 ans est tombé d'une dizaine de mètres lorsque la rampe du balcon où il se trouvait a cédé.

Près du chemin Petit à Saint-Esprit, au nord de Montréal, samedi soir, vers 22 h 40, **Carole Vallée**, âgé de 24 ans et demeurant à Pabos, en Gaspésie, a perdu la vie à la suite d'une perte de contrôle de son véhicule.

Denis Picard, un automobiliste de 45 ans de Boisbriand, est mort lorsque l'automobile qu'il conduisait a heurté violemment un pilier de ciment en bordure de l'autoroute des Laurentides à la hauteur de Sainte-Thérèse.

Une cigarette encore fumante aurait causé la perte d'un homme de 28 ans, **Jean-Louis Bériault**, retrouvé sans vie vers 8 h 30, samedi matin, dans le sous-sol de la résidence de ses parents, habitant le quartier Notre-Dame-de-Grâce à Montréal.

Une collision entre une automobile et un camion a coûté la vie à **Claude Beauregard**, un Verdunois de 48 ans; l'accident est survenu vers 20 h 30, vendredi, à Saint-Isidore, à quelques kilomètres au sud de Montréal.

Un piéton a été happé mortellement par une voiture vers 20 h, vendredi, au moment où il débulait en bordure d'un boulevard de Gaspé. La victime de 31 ans est **Quiriple Hall**, de Gaspé même.

Un soudeur a été tué vendredi, en fin de journée, lors d'une explosion suivie d'un violent incendie qui a complètement ravagé une fabrique d'asphalte de Saint-Cyrille-de-Wendover, près de Drummondville. La victime a été identifiée comme étant **Jean-Pierre Martel**, âgé de 41 ans et demeurant à Saint-Majoric.

Victime de la lambada

Presse Canadienne

BEAUPORT

■ La lambada, une danse sensuelle très rythmée qui fait fureur depuis quelques mois dans certaines discothèques du Québec, a réclamé sa première victime: un homme de 47 ans s'est écroulé, raide mort, sur la piste de danse d'un bar-restaurant de Beauport, en banlieue de Québec.

Vraisemblablement, le rythme peu ordinaire de la danse récemment arrivée du Brésil a eu raison du coeur de l'homme au Baron Rouge, un restaurant-bar de Beauport, mercredi dernier.

Sur un air brésilien, le quadragénaire se déhanchait énergiquement lorsqu'il a été terrassé. Il s'est effondré sur le piste, sans vie.

Il faut dire que l'homme avait été hospitalisé en 1976 pour une crise cardiaque. En outre, l'homme était plutôt corpulent: environ 115 kg.

Mercredi, une infirmière qui se trouvait sur les lieux, elle aussi, a tenté de réanimer le malheureux en lui prodiguant des massages cardio-respiratoires, mais en vain.

«Il était sujet à faire des crises cardiaques, a voulu expliquer un membre de la famille du malheureux. Il aurait pu mourir en faisant de la bicyclette ou du jogging. Mais, a reconnu le parent, il est certain que le fait de danser la lambada demande de l'énergie et que cela peut influencer l'état de santé des personnes cardiaques.»

Roger Ferland sollicitera un nouveau mandat

RAYMOND GERVAIS

■ Le maire de Longueuil, M. Roger Ferland, a été confirmé, hier, chef du Parti municipal de Longueuil et sera candidat à la mairie lors des élections municipales qui se tiendront le 4 novembre prochain.

S'adressant à quelque 200 supporters, M. Ferland, qui peut compter sur 3200 membres du PML, a déclaré qu'il acceptait de briguer les suffrages à la mairie parce que son parti est sans aucun doute, «l'instrument dont Longueuil a besoin pour être reconnue comme le leader de la Rive-Sud».

M. Ferland veut faire de sa ville un modèle de municipalité où la dimension humaine en est la caractéristique principle. «Une ville de l'an 2000 où le citoyen vit en harmonie avec la nature».

Le parti du maire Ferland a tout raflé lors des dernières élections et il peut compter sur 18 conseillers sur une possibilité de 19, un conseiller du PML ayant décidé de quitter les rangs du parti du maire pour siéger comme indépendant.

Le maire de Longueuil peut de plus compter sur une bonne partie de la population puisque 60 p. cent des contribuables appuient son administration dans 19 des 20 quartiers de la ville.

M. Ferland a de plus dressé un bref tableau des réalisations de son parti depuis quatre ans. À ce chapitre, il a rappelé la plus grande accessibilité à la Cour municipale à la suite de sa relocalisation dans l'édifice de la station de métro; le nouveau poste de police et l'embauche de 10 nouveaux agents; l'audacieux projet du Parcours du Cerf, avec ses 1200 résidences et ses deux parcours de golf, lesquels devraient être complétés à la fin de l'automne ou au plus tard le printemps prochain.



Roger Ferland

Le maire a aussi mentionné la réalisation d'un port de plaisance pouvant accueillir 300 embarcations sur les berges du fleuves, face au Vieux-Longueuil.

En terminant, le maire de Longueuil a rappelé à ses supporters que même avec un excellent bilan, une élection se gagne avant tout avec une vision d'avenir et l'engagement de travailler encore plus fort.

Le double meurtre de la boutique Haarlem: la police nage toujours en plein mystère

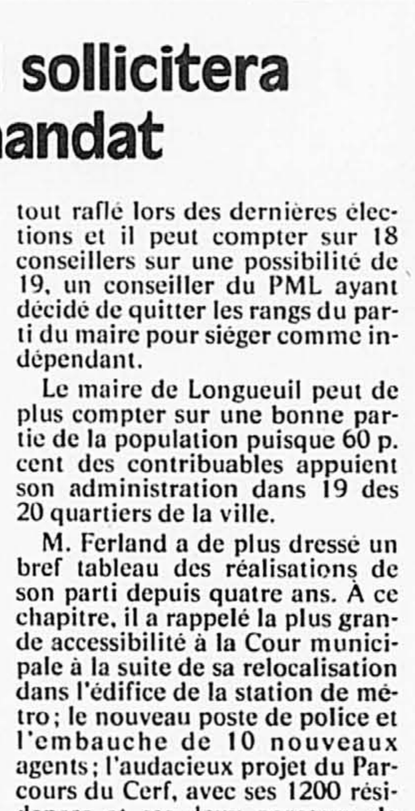
■ La police ignore encore tout du ou des agresseurs de Claire Samson et Danielle Lapante, les victimes du double meurtre du mardi 13 mars à la boutique Haarlem de la rue Laurier, à Outremont.

Les deux jeunes femmes, qui étaient vendeuses à la boutique de vêtements pour dames, ont été trouvées sans vie vers 21 h au sous-sol de l'établissement du 1041 ouest, rue Laurier, trois heures après la fermeture.

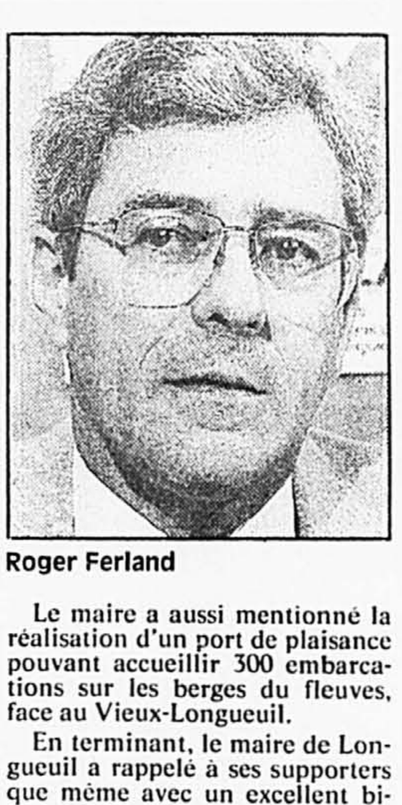
Selon la police, au moins un suspect s'est rendu à cet endroit après qu'elles eurent fermé. Claire Samson, 34 ans, et Danielle Laplante, 24 ans, ont été ligotées.

L'une d'entre elles avait réussi à se libérer de ses liens et à revenir dans une pièce voisine où elle fut découverte, baillonnée.

L'autre avait été agressée sexuellement, «d'une manière crapuleuse», a précisé la police. Elle avait notamment été menottée derrière le dos et baillonnée.



Claire Samson, 34 ans.



Danielle Laplante, 24 ans.

Toutes deux ont été poignardées à de multiples reprises.

Tout semble indiquer que le ou les auteurs ont fui par l'arrière, après s'être emparé de la recette de la journée.

Depuis, la boutique a fermé ses portes.

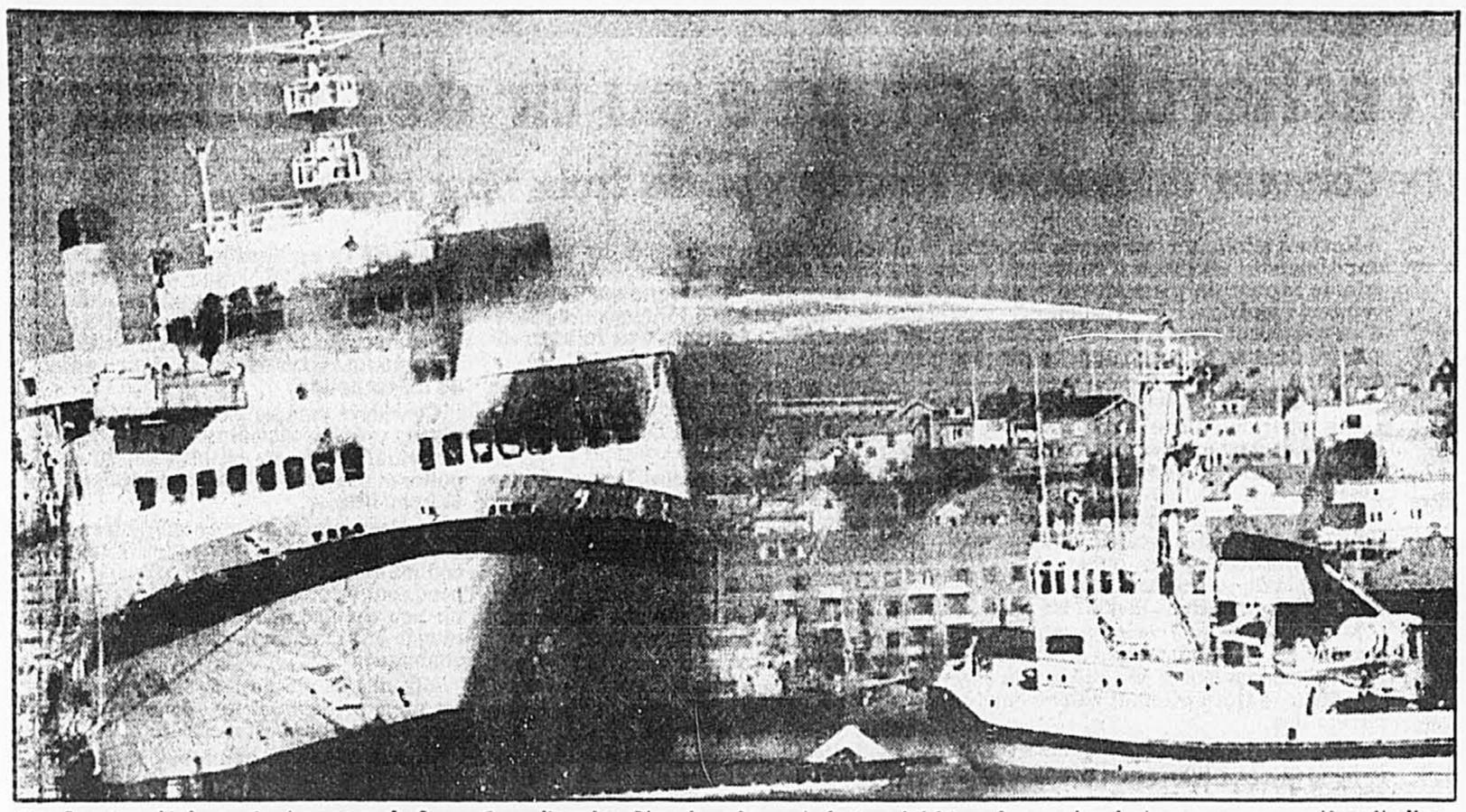
Un autre week-end de cauchemar à Lacolle

■ Pour le second week-end consécutif, l'histoire s'est répétée hier aux douanes de Lacolle où des «magasineux et des promeneux du dimanche» ont dû faire la queue pour revenir au Canada, après une excursion chez nos voisins du sud.

Hier en fin d'après-midi et en début de soirée, l'attente variait entre une heure et une heure et demie sur la route 89, aux douanes de Lacolle.

Selon un agent des douanes canadiennes, l'attente était un peu moins longue que lors du dernier week-end, reconnu comme était la période où les «Floriquébécois» reviennent de leur terre d'adoption hivernale.

Tout comme lors de la fin de semaine précédente, quatre postes sur sept étaient ouverts hier à Lacolle.



Des fumées s'échappaient encore du ferry *Scandinavian Star* dans le port de Lysekil hier alors qu'un bateau-pompe continuait d'arroser abondamment l'épave. L'incendie qui serait d'origine criminelle a fait 135 morts. PHOTO AP

L'incendie du *Scandinavian Star* aurait été allumé par des mains criminelles

Un autre incendie dans un ferry au large du Pays de Galles

d'après Reuter et AFP

OSLO

■ Plus de 48 heures après l'incendie du ferry danois *Scandinavian Star* dans le détroit du Skagerack, au large des côtes norvégiennes, qui a fait environ 135 morts, un autre accident de ferry survenait dans le sud de la Birmanie. Ce naufrage a fait plus de 200 morts.

Et hier soir, c'était au tour d'un car-ferry britannique de connaître un début d'incendie au large du Pays de Galles. Une personne a été tuée et sept autres ont dû être hospitalisées, intoxiquées par la fumée. La personne décédée serait un membre d'équipage.

Selon le centre de coordination des secours de Plymouth (sud-est de l'Angleterre), l'incendie du *Noronna* a été maîtrisé et le dispositif de secours a été allégé. Les personnes indemnes n'ont pas été évacuées et le car-ferry faisait route cette nuit vers les côtes galloises.

Le feu s'est déclaré à l'avant du navire, au niveau inférieur du parking, alors qu'il se trouvait à environ 12 kilomètres de Milford Haven et se dirigeait vers l'Irlande. Le *Norona* est un navire de 9838 tonnes construit en 1973.

Un acte criminel

Dans la catastrophe du ferry danois, la police norvégienne a dit retenir l'hypothèse d'un acte criminel.

La police interrogeait les membres d'équipage et les survivants pour en savoir plus. Elle comparait aussi ses archives avec la liste des passagers pour déterminer si certains avaient un passé d'incendiaire.

Une épaisse colonne de fumée s'élevait encore hier du *Scandinavian Star*, remorqué jusqu'au port suédois de Lysekil. Les autorités suédoises ont confirmé la mort de 75 personnes et fait état de 60 disparus. Le ferry a pris feu samedi au cours d'une traversée entre la Norvège et le Danemark.

Selon le directeur adjoint de la police d'Oslo, Magnar Aukrust, plusieurs des 358 survivants confirmés ont dit avoir vu des piles de vêtements ou de linge enflammés dans les couloirs du ferry. Le capitaine norvégien du navire, Hugo Larsen, avait affirmé que plusieurs feux avaient été provoqués délibérément.

Aukrust a fait état d'un lien possible entre la catastrophe et des incendies survenus récemment sur des ferries danois opérant en mer du Nord, dont l'un au moins était d'origine criminelle.

En septembre dernier, la police danoise avait déclaré d'origine criminelle un incendie ayant causé la mort de deux Suédois sur un autre ferry danois reliant Göteborg à l'Angleterre. En septembre 1988, les 230 passagers du ferry danois Holger Danske avaient été évacués par canots de sauvetage après qu'un feu se fut déclaré entre la Norvège et le Danemark.

Le Scandinavian Star avait déjà pris feu en mars 1988 lors d'une croisière aux Caraïbes.

Des survivants de l'incendie de samedi ont dénoncé une absence quasi totale de procédures de sécurité.

Les sauveteurs ont découvert des cadavres de camionneurs à bord de leur véhicule, dans le garage où les passagers n'ont pas le droit de dormir. Mais «la plupart des corps qu'on a repérés se trouvaient à l'étage du restaurant», a dit le chef de la police de Lysekil, Roald Onsoe.

Les pompiers jugeaient peu probable de venir à bout de l'incendie avant aujourd'hui.

Les assureurs norvégiens du ferry s'apprêtent à se voir réclamer d'énormes dédommagements. «Il y a eu beaucoup d'accusations contre les propriétaires du navire, mais personne ne peut les accuser d'être mal assurés», a dit Ivar Kleiven, responsable de Skuld Assuranceforreningen.

«Si l'on réclame par exemple un milliard de couronnes norvégiennes (150 millions de dollars), ce sera couvert», a-t-il dit lors d'une interview par téléphone.

Le ferry est assuré au Danemark à hauteur de 24 millions de dollars. Les autres demandes de dédommagement, notamment pour les victimes, seront prises en charge sans plafonnement.

HYUNDAI

SONATA ET EXCEL

8,9 %*

NOUVEAU TAUX DE FINANCEMENT EXCEPTIONNEL

* Financement à partir de 8,9% pour 12 mois, sur toutes les EXCEL et SONATA neuves en stock, y compris la nouvelle SONATA V-6 (Transport, taxes et préparation en sus).

Voyez votre concessionnaire HYUNDAI participant.

Cette offre incroyable prend fin le 30 avril 1990

* Le financement à 8,9% est offert aux acheteurs au détail qualifiés, jusqu'à un maximum de 8 000 $ sur une période de 12 mois, en vue de l'achat d'une Excel neuve en stock et jusqu'à 12 000 $ sur une période de 12 mois, en vue de l'achat d'une Sonata neuve en stock. Autres conditions de financement disponibles: 9,9% sur 24 mois; 10,9% sur 36 mois; 11,9% sur 48 mois. Un acompte peut être exigé.

Consultez votre concessionnaire Hyundai participant pour connaître toutes les conditions.

VOS PARTENAIRES HYUNDAI

On n'a pas fini de vous étonner

ADRESSES DES CONCESSIONNAIRES HYUNDAI

OUEST

Automobiles Ulsan Ltée, 1625, boul. Hymus, Dorval 683-5702

Jaykai Hyundai, 133, 1ère avenue, Île Perrot 453-6363

Hyundai Pony Centreville, 2077, rue Ste-Catherine, Montréal 931-8243

Safari Automobiles Inc., 300, rue Lafleur, LaSalle 364-3124

Saint-Laurent Hyundai, 2955, Côte de Liesse, Saint-Laurent 748-8430

Automobile Le Voyageur, 125, rue Principale, Lachute 562-7935

SUD

Automobiles Corée Longueuil Ltée, 1680, boul. Marie-Victorin, Longueuil 670-2080

Moteurs Châteauguay, 83, St-Jean-Baptiste, Châteauguay 692-9630

Seray Auto Inc., 730, boul. Périgny, Chambly 443-8557

Hyundai Rive-Sud, 34, boul. Taschereau, LaPrairie 444-4244

Les Automobiles Cloginor Inc., 359, rue Laberge, St-Jean-sur-Richelieu 348-6817

NORD

Desmeules Hyundai, 1237, boul. des Laurentides, Laval 668-6393

Chomedey Hyundai, 2480, boul. Curé Labelle, Chomedey 682-6000

Auto Hyundai St-Eustache, 356, boul. Sauvé, St-Eustache 491-1292

Hyundai Auto St-Jérome, 1180, boul. des Laurentides, Saint-Antoine 432-4252

EST

Coiteux Hyundai, 5187, avenue Papineau, Montréal 521-3201

Pointe-aux-Trembles Pony, 12150, rue Sherbrooke est, Montréal 645-2233

Hyundai Rive Nord, 1990, chemin Gascon, St-Louis-de-Terrebonne 471-7669

Pie IX Pony, 9390, boul. Pie IX, Montréal 329-0909

Hyundai Repentigny, 845, rue Notre-Dame, Repentigny 582-3182

Hyundai de Lanaudière, 1165, de Lanaudière, Joliette 759-7669

HYUNDAI

Nous vendons des voitures bien pensées.

RÉSULTATS loto-québec

Tirage du 90-04-07

Lotto 6/49 — Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le mercredi et le samedi

13 25 38 40 42 47

No complémentaire: 11

	GAGNANTS	LOTS
6/6	0	2 370 347,70$
5/6+	8	111 933,10$
5/6	294	2 329,10$
4/6	15 527	84,80$
3/6	283 681	10,00$

VENTES TOTALES: 18 009 443,00$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF) : 4 400 000,00$

PROCHAIN TIRAGE: 90-04-11

Tirage du 90-04-07

Extra — Vous pouvez jouer jusqu'à 20 h les soirs de tirage

NUMÉROS	LOTS
043635	100 000 $
43635	1 000 $
3635	250 $
635	50 $
35	10 $
5	2 $

Tirage du 90-04-07

Select 4/6 — Vous pouvez miser jusqu'à 20 h le samedi

1 24 29 30 33 38

No complémentaire: 10

	GAGNANTS	LOTS
6/6	1	848 028,00$
5/6+	2	22 806,50$
5/6	33	921,50$
4/6	1 883	72,60$
3/6	31 867	5,00$

MISE-TÔT 5 7 17 24 — GAGNANTS 212 — LOT 235,80$

PROCHAIN GROS LOT (APPROXIMATIF) : 500 000,00$

VENTES TOTALES: 1 491 967,00$

T V A, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.



SALUEZ LE PRINTEMPS À CKAC 73... PLUS DE 50 000 $ EN PRIX À GAGNER AU BOUT DU FIL!

À VOUS DE JOUER!

PRÊT... TÉLÉPHONEZ

790-7373*

24 heures sur 24.
Sept (7) jours par semaine.
Téléphonez!
Jouez avec nos animateurs.
Écoutez CKAC 73 et gagnez!

Règlements disponibles à CKAC.
Participez jusqu'au 29 avril 1990 inclusivement.
★ Les frais d'interurbain sont applicables.
Se joue seulement à l'aide d'un appareil possédant une ligne «Touch tone».

CKAC 73
LA SUPER STATION DE MONTRÉAL



L'agent André Ste-Marie de la section Identification de la police de la CUM compare le portrait-robot d'un individu confectionné par son service avec sa photo réelle.

PHOTO ROBERT NADON, *La Presse*

Le portrait-robot a son utilité, mais les photos, c'est encore mieux...

GILLES ST-JEAN

■ Les deux témoins, des jeunes hommes d'affaires de Côte-des- Neiges, donnent des directives à l'agent André Ste-Marie de la section Identification de la police de la CUM: «Pas ce nez-là, non... Oui, c'est ça...»

Puis, le menton et les yeux y passent. On change des éléments. Les cheveux ne sont pas assez longs et les lunettes ne sont pas pareilles.

M. Ste-Marie prend de nouvelles plaques plastifiées dans sa boite, qui contient suffisamment d'éléments pour faire les photos-robots de plus de 14 milliards de personnes.

«C'est lui, à l'exception des cheveux et des lunettes», disent les témoins, satisfaits, au bout d'une vingtaine de minutes.

Ils sont sûrs d'avoir bien reconstitué la photo d'un des hommes qui a commis un hold-up dans leur magasin, le soir du vendredi 23 mars.

«À 80 p. cent sûrs», précisent-ils en réponse à une question de M. Ste-Marie, un fin psychologue qui sait mettre les témoins à leur aise.

Le suspect du portrait-robot mesure cinq pieds six, a les cheveux blonds, les lèvres minces, des taches de rousseur.

«Ça, c'est le genre d'endroit où un vol à main armée peut avoir été commis par des gars d'effraction: le système d'alarme était bon», confie en aparté M. Ste-Marie, qui a passé 23 de ses 26 années de service à l'Identification.

Le policier demande alors aux deux jeunes hommes s'ils veulent voir des photos.

La galerie de portraits de l'Identification en contient 70000, celles de toutes les personnes arrêtées depuis cinq ans par le SPCUM et de toutes celles susceptibles de commettre de nouveaux crimes.

Le système de classement du SPCUM fonctionne par grandeurs, caractéristiques anthropométriques et des particularités comme les tatouages, la race et les handicaps, de même que le type de crime pour lequel un individu a déjà été condamné.

Ce système a été mis au point il y a une vingtaine d'années par trois agents: André Ste-Marie, Gilles Guimont, qui compte maintenant 24 ans de service à l'Identification, et... Alain St- Germain, devenu depuis directeur du SPCUM.

On commence par les photos des cambrioleurs blonds mesurant cinq pieds six ou sept. Les deux jeunes hommes ne reconnaissent personne... sinon des voisins de l'un d'entre eux. On passe à la pile des cinq pieds-quatre pouces et au bout d'un moment, bingo!, le bon suspect apparait. Le type, blond, n'a pas de lunettes sur la photo, qui remonte à une arrestation datant de décembre dernier.

Et il a les lèvres plutôt charnues et une belle fossette au menton.

Ces détails n'apparaissaient pas sur le portrait-robot.

L'agent Ste-Marie montre aux jeunes commerçants la photo du suspect, mêlée à une douzaine d'autres. Ils sont catégoriques, cette fois encore: c'est lui.

L'examen du dossier du suspect montre qu'il a plusieurs condamnations pour vol par effraction, aucun vol qualifié, et une arrestation en 1989 pour possession d'une petite quantité d'héroïne.

Quant M. Ste-Marie leur montre la photo d'un autre homme arrêté dans les parages tout de suite après le vol, les deux jeunes hommes, de plus en plus surpris, reconnaissent un employé qui les a quittés en décembre. Ils se souviennent alors que l'homme s'intéressait beaucoup aux recettes du magasin, à l'époque...

Le dossier sera communiqué aux enquêteurs du poste 31.

Faut-il en conclure que le portrait-robot aurait été inefficace? Oui et non: «La qualité du portrait-robot dépend de celui qui donne les informations au policier qui le prépare. Ça peut être décisif dans une enquête, comme ça peut aiguiller les recherches sur une fausse piste. Il faut être prudent avec un portrait-robot, ça doit être comme un dernier recours», note le directeur de la section Identification, M. Pierre Sangollo.

Tout policier d'expérience citera des cas où un portrait-robot a permis d'arrêter un suspect. Dans d'autres cas, ça vaut peau de balle, à cause de la mauvaise mémoire d'un témoin, d'un détail exagéré ou sous-estimé.

Pour leur rendre justice, il faut dire que d'habitude, M. Ste-Marie et son collègue Guimond se réservent la confection du portrait-robot comme dernière ressource: jeudi après-midi, on donnait une démonstration pour le bénéfice du journaliste de *La Presse*...

«C'est un fait: la méthode courante, c'est de tenter d'abord de faire identifier un suspect par une photo. On demande au témoin de se concentrer sur les traits permaments du visage, de ne pas accorder d'attention à la moustache, à la barbe, aux cheveux et aux lunettes: c'est trop facile de modifier ces détails alors que les yeux, la bouche et le menton ne changent pas», note M. Ste-Marie.

Plus tôt, M. Ste-Marie avait montré fièrement le portrait- robot d'un certain Daniel Duguay, arrêté en 1977 à la suite de la diffusion d'un portrait-robot. L'homme, recherché pour agression sexuelle, était détenu dans un poste de police de province, pour toute autre chose. Un policier du poste l'a reconnu sur la photo-robot publiée par un quotidien: c'était son portrait tout craché.

Bon an, mal an, les policiers de l'Identification préparent environ 75 portraits-robots.

«Quand le témoin ne se souvient pas du visage du suspect, on lui demande de commencer par le détail dont il ou elle se souvient le plus; sinon, on se rabat sur le contour du visage. Des fois, une photo-robot partielle est correcte mais l'ensemble n'est pas satisfaisant», raconte M. Ste-Marie.

M. Guimond note de son côté que l'on en fera surtout dans le cas où un suspect est recherché dans une vague de crimes.

«On prendra les versions de chaque témoin et on vérifiera avec tous pour déterminer quelle est la meilleure», explique-t-il.

M. Ste-Marie enchaine: «Moins le témoin est touché par le crime, mieux cela vaut: une victime d'agression sexuelle ou une caissière de banque couchée en joue par un bandit risquent d'être trop traumatisées pour se souvenir de toutes les particularités importantes d'un visage.»

M. Ste-Marie se remémore cependant le cas d'un agresseur sexuel qu'on a pu épingler parce que sa victime s'était souvenue qu'il avait un tatouage sur une cuisse.

Et les policiers de l'Identification se souviennent de plusieurs cas pathétiques, comme celui de cette victime d'agression sexuelle qui a subi une crise d'hystérie en reconnaissant son agresseur sur une photo.

«Il y a aussi le cas de cette caissière, venue ici pour identifier un voleur, et qui a reconnu son fiancé dans la pile de suspects qu'on lui avait montrée», raconte M. Guimond.

Des cas plus drôles aussi: «Comme celui de ce monsieur qui avait été attaqué dans le Parc Lafontaine par une bande de jeunes. Il est arrivé ici pour regarder des photos, quand il a reconnu son agresseur... assis à une table en train de regarder des photos lui aussi. Le jeune était livreur d'épicerie. Il avait besoin d'argent et il avait simulé un vol pour s'emparer de la somme qu'il transportait...»

ANNIE RIOUX

ASTROLOGUE-VOYANTE internationale
POUR PERSONNE OU CORPORATION DEPUIS 15 ANS
DISPONIBLE:
COURS DE DÉVELOPPEMENT DE L'INTUITION
276-6770

ANGLAIS
COURS DE CONVERSATION
Prix du Meilleur Commerce des Consommateurs 1987/88/89 Le Choix
1. COURS PRIVÉS: à partir de 20$ la leçon
2. IMMERSION: 800$ par semaine (cours privés)
3. COURS DE GROUPE: 199$ (6 à 8 élèves, 36 leçons)
Aussi:
Espagnol – Italien – Allemand
LPS®
Langues, Productions, Services, Ltée
Place Bonaventure
878-2821

CHANGEZ D'AIRE!
SHERBROOKE?
VOUS ÊTES SUR

LA PROSPECTION: La bête noire des vendeurs

LE PROBLÈME
Les vendeurs en ont assez de se faire dire «QUOI FAIRE» pour prospecter, ils le savent mieux que n'importe qui. Le problème c'est plutôt «Comment FAIRE» pour les débarrasser de ces «p'tites bêtes noires» qui s'acharnent à dresser une véritable muraille psychologique aussitôt qu'ils veulent passer... À L'ACTION.
LA CAUSE
Malgré tout leur «savoir» et leur «bon vouloir», 80% d'entre eux ne sont pas préparés MENTALEMENT à faire un des métiers les plus difficiles, les plus ingrats et les moins appréciés du public. Voilà pourquoi les meilleures intentions ne se transforment pas nécessairement... EN ACTION.
LA SOLUTION
Diplômé de l'Université Laval, Jean Savard est un spécialiste en neuro-pédagogie. La technique qu'il enseigne est tellement intelligente et efficace, qu'un participant qui hésiterait encore à prospecter, serait obligé d'admettre que sa place n'est peut-être pas dans la vente... UN MONDE D'ACTION!
Prochaines sessions
18-19 avril 3-4mai 16-17 mai 13-14 juin
350 $ (repas inclus)
INFORMATIONS: (514) 655-7944



Gérald LeBlanc

Arnold contre Nick

Dans un peu plus de six mois, il y aura des élections à Montréal. Jean Doré sera-t-il réélu, le 4 novembre?

La question ne se pose presque plus, tellement le jeune maire de Montréal semble assurer d'une victoire facile. S'il ne fuit pas vers les Laurentides lors des prochaines innondations, Jean Doré présidera les fêtes du 350e de Montréal, en 1992.

Tant mieux pour lui, mais tant pis pour la campagne électorale, qui s'annonce dénuée de tout suspense.

Comment en effet maintenir l'intérêt quand le gagnant est connu avant même le début de la course?

J'ai décidé, pour ma part, de me rabattre sur les luttes locales. Il faut donc dénicher des districts où il risque d'y avoir de l'action et y consacrer son temps et ses énergies.

Un point chaud sera certainement le district Peter McGill, qui couvre le coeur du centre-ville, l'ancien «Golden Square Mile» et le nouveau centre des affaires.

C'est un district bien particulier, que fréquentent chaque jour des centaines de milliers de gens, qui demeurent ailleurs à Montréal ou dans la banlieue. Pas facile d'y rejoindre les rares résidents, coincés entre la Place Ville-Marie et l'université McGill, entre les grands hôtels et les tours à bureau, entre les bars et la cathédrale Marie-Reine-du-Monde.

Un électorat de locataires, comme Gordon Atkinson du Equality Party, et de quelques rares propriétaires, comme Pierre Elliott Trudeau. Un monde disparate qu'il n'est pas facile de cerner dans un portrait d'ensemble.

* * *

Si le district Peter McGill est unique, que dire des deux phénomènes qui s'y feront la lutte en novembre: Nick Auf der Maur et Arnold Bennett.

L'un fréquente les bars, surtout le «Woodies Pub» de la rue Bishop, et l'autre les groupes communautaires, particulièrement au YMCA.

Tous deux ont déjà siégé ensemble, comme conseillers du RCM, mais tous deux sont trop originaux et excentriques pour suivre les règles habituelles d'un parti politique.

En 1986, Nick se présentait comme indépendant; il l'avait emporté par 48 voix, grâce au vote des Soeurs grises. Homme arc-en-ciel, qui a porté les couleurs d'une dizaine de partis, Nick se présentera, cet automne, pour le Parti municipal.

Brillant et imprévisible, Nick est une authentique fleur de macadam. Il vit au centre-ville comme dans son village. Fils d'immigrant, il n'est ni Canadien ni Québécois, tout simplement Montréalais.

Son discours évolue, selon la conjoncture, mais il est toujours là, déjouant toutes les règles de l'arithmétique électorale. Il sera encore là, cet automne, tentant de prolonger l'énigme de sa mystérieuse survie.

* * *

Face à Nick, on retrouvera, cette fois-ci dans Peter McGill, Arnold Bennett, l'ombudsman des locataires.

Ça change peu de choses pour Arnold, que le RCM soit au pouvoir, depuis quatre ans, ou dans l'opposition, sous le régime Drapeau. Arnold ne connait vraiment qu'un seul parti, celui des locataires, qui forment 70 p. cent des électeurs montréalais et 90 p. cent des électeurs de Peter McGill.

Cet historien, devenu traducteur et politicien comme par accident, a developpé une véritable PME de défense des locataires. Les gens viennent des quatre coins de la ville aux cliniques qu'il tient, en compagnie d'avocats et autres professionnels bénévoles, chaque week-end au YMCA.

«La demeure est inviolable, peu importe que ce soit à Westmcunt ou rue des Érables», chante-t-il dans le «rap» du locataire, une chanson populaire expliquant les règlements de la Régie du logement.

En 86, Arnold a été élu sous la bannière du RCM dans le quartier NDG. Le redécoupage de la carte électorale le forcait cependant à se présenter cet automne, contre Michael Fainstat (le président du comité exécutif) ou Sam Boskey (un des transfuges du RCM qui ont fondé la Coalition démocratique).

Ne voulant pas se mesurer à ces deux amis et concitoyens d'origine juive, Arnold a décidé d'affronter Nick Auf der Maur.

Officiellement ce sera le RCM contre le Parti municipal. En réalité, ce sera la rencontre de deux phénomènes: le yuppie de Woodies contre le missionaire du YMCA.

Les adolescents de la loi 101

■ Depuis une douzaine d'années, gandissent à Montréal les enfants de la loi 101, les fils et filles d'immigrants qui fréquentent l'école française.

Cette nouvelle race d'étudiants francophones traverse une crise de croissance dans les écoles de la CECM. Ce problème scolaire est hélas en train de dégénérer en crise nationale.

Bien sûr, on ne peut interdire à un petit Italien de «cruiser» une petite Chinoise en anglais. Bien sûr, on ne peut interdire l'usage des langues dans les conversations privées.

Ce n'est pas cela, me semble-t-il, que réclament, à juste titre, les enseignants et directeurs d'école. Ils veulent qu'on renforce le caractère français des écoles françaises. C'est légitime et possible, sans tomber dans le délire national de la xénophonie. Il suffit de clarifier les règlements et de fournir des ressources adéquates aux écoles multiethniques.

Il est hélas difficile de gérer efficacement nos écoles, quand les cartes sont brouillées au départ. À Montréal, les deux grandes commissions scolaires (la CECM et le PSBGM) se sont battues pour empêcher le remplacement de la religion par la langue, comme critère d'organisation scolaire. Or, dans les faits, c'est la langue qui guide leurs stratégies respectives.

On apprenait, le mois dernier, que le PSBGM voulait freiner l'ouverture d'écoles françaises, de peur de perdre son statut de commission scolaire anglaise.

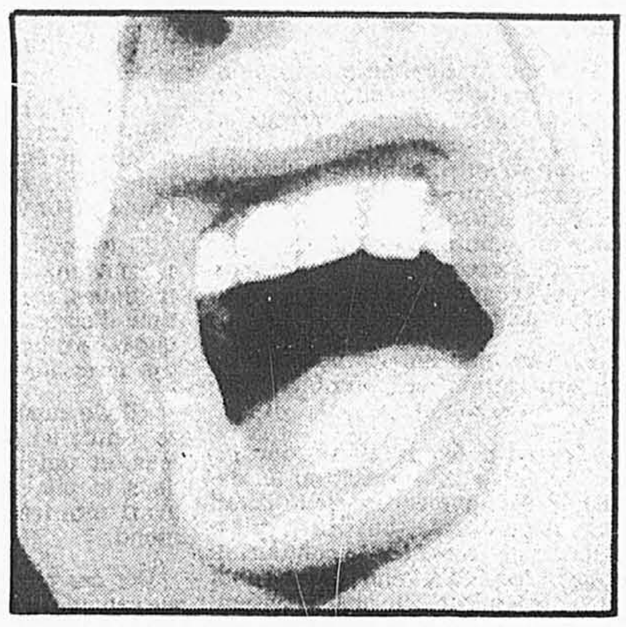
Et voilà que le groupe du Mouvement scolaire confessionnel se transforme en parti politique, avec l'objectif de promouvoir la «culture canadienne-française» à la CECM.

Dans les faits, catholique veut dire français et protestant veut dire anglais, dans le système scolaire de Montréal.

Comment espérer, dans ce climat de totale confusion, gérer nos écoles comme des écoles, et non comme des églises (CECM) ou un parti politique (PSBGM).

Comment demander aux étudiants et aux enseignants de faire preuve de cohérence et de tolérance, au royaume de Babel?

CERTAINS JOURNAUX CRIENT AU SCANDALE



La CEQ invite Ryan à renforcer l'usage du français à l'école

■ Face à la situation dans les écoles de la CECM au sujet de l'utilisation du français, la Centrale de l'enseignement du Québec, par la voix de sa présidente, Mme Lorraine Pagé, presse le ministre de l'Éducation, M. Claude Ryan, d'établir une politique visant à renforcer l'usage du français.

Après avoir rappelé les événements récents à la Commission Chomedey de Laval et les discussions que suscitent le projet de politique de la langue de la CECM, Mme Pagé affirme la nécessité de renforcer l'usage du français dans les écoles pour en faire la langue commune à tous et à toutes.

La présidente de la Centrale prie instamment M. Claude Ryan de prendre le leadership qui lui revient dans ce dossier afin que les commissions scolaires puissent s'inspirer d'une politique linguistique cohérente.

Mme Pagé estime que c'est la motivation à apprendre le français qui doit être renforcée.

La présidente de la CEQ pense notamment «qu'il y a lieu de s'interroger sérieusement sur l'efficacité d'avoir une approche coercitive qui pourrait interdire à de jeunes allophones de parler entre eux dans leur langue d'origine lors de conversations dans les corridors ou la cour de récréation.»

«Mais tant que leurs parents gagneront leur vie en anglais, il ne faut pas se surprendre qu'ils utilisent cette langue à l'école française», ajoute-t-elle.

Les États généraux des mathématiques demandent que les professeurs de maths soient mieux formés

ANDRÉ PRATTE

■ Toute personne appelée à enseigner les mathématiques au Québec devrait avoir une formation universitaire dans ce domaine, ont recommandé hier une centaine de professeurs, conseillers pédagogiques et mathématiciens de tous les niveaux participant aux premiers États généraux des mathématiques.

Les résolutions adoptées visent d'une part à empêcher que des enseignants formés dans un autre champ puissent du jour au lendemain donner des cours de mathématiques au primaire ou au secondaire, et d'autre part à augmenter le nombre de cours de mathématiques et de didactique des mathématiques qu'auront à suivre les futurs profs de maths.

«On a des anciennes enseignantes de couture et d'esthétique qui enseignent au primaire. On ne veut pas que n'importe qui puisse enseigner les mathématiques au primaire», a affirmé une participante.

«On veut que les commissions scolaires respectent l'intelligence de nos enfants. Si elles veulent confier l'enseignement des mathématiques à des gens qui n'ont pas de formation, qu'elles les forment!», a déclaré M. Richard Pallascio, professeur à l'Université du Québec à Montréal.

Pour ce qui est de la formation des nouveaux enseignants, on a déploré que les facultés de sciences de l'éducation ne vérifient pas les connaissances de leurs étudiants en mathématiques comme elles le font pour leur maîtrise du français écrit. «On sait très bien que certains futurs professeurs du primaire atteignent à peine le niveau de sixième ou de septième année, et j'exagère à peine», a dit M. Claude Gaulin, professeur à l'université Laval.

Durant toute la fin de semaine, 250 personnes ont participé à ces États généraux qui avaient lieu au collège de Maisonneuve. Étaient réunis pour la première fois des enseignants du primaire, des profs de maths du secondaire et du collégial, et des universitaires.

Les participants ont adopté plusieurs résolutions prônant une meilleure compréhension de ce que sont les mathématiques. Il ressort de ces résolutions-fleuve que le gouvernement, les administrateurs scolaires et la population en général devraient voir les mathématiques non pas comme un ensemble de formules abstraites, mais plutôt comme une discipline formatrice. Une discipline dont tous les élèves peuvent profiter.

«C'est vrai que dans la vie, on ne se souviendra probablement pas des intégrales. Mais ce qui est important, c'est qu'en faisant des mathématiques, on aura appris à raisonner», a explique Mme Ginette Ouellette, professeure au collège de Maisonneuve. «Les citoyens de demain devront avoir une certaine compétence en mathématiques, sinon ils seront des citoyens de deuxième classe.»

Aussi, les profs de maths déplorent-ils que leur discipline soit, dès la fin du secondaire, réservée aux jeunes qui se destinent aux sciences pures et à l'administration, et que dans l'esprit de plusieurs, elles soient un instrument de sélection des meilleurs élèves plutôt qu'une discipline importante en soi.

Cette conception des mathématiques fait selon eux que, pour les élèves moyens et faibles, on exige de moins en moins de connaissances et d'habiletés mathématiques. Mme Ouellette a parlé hier d'une «spirale d'exigences à la baisse, dans laquelle une performance pauvre en mathématiques est devenue socialement acceptable.» Dans l'espoir que les décisions gouvernementales tiendront davantage compte de leur façon de voir les choses, les participants ont voté hier en faveur de la formation d'un organisme permanent que le ministère de l'Éducation et le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science seraient tenus de consulter.

SÉMINAIRES ACCÉLÉRÉS
6 personnes par classe Semaine ou fin de semaine
- Introduction au PC (DOS) 16 avril ou 23 avril ou 30 avril
- WORDPERFECT 5.0 17-18 avril et 26-27 avril
- LOTUS 1-2-3 17-18 avril et 26-27 avril
- DBASE 111 PLUS 24, 25 avril et 3, 4 mai

Séminaires déductibles d'impôt



Autres dates disponibles en avril, mai et juin.

ISI International (Québec) Inc. 878-9188 poste 38
1055, côte du Beaver Hall
MÉTRO

Cette semaine à la Place Bonaventure

GALERIE DES BOUTIQUES

«Racontez-moi une Histoire de Chocolat»

Dans le cadre de la fête de Pâques, la Galerie des Boutiques vous invite du 9 au 14 avril, à venir déguster de succulents chocolats fabriqués à l'ancienne par **La Cabosse d'Or**. Profitez de l'occasion pour vous renseigner sur le chocolat ... ses origines ... ses légendes ... et sa fabrication. De plus, lors de ces 6 jours de dégustations, vous pourrez participer aux tirages quotidiens de deux oeufs de Pâques d'un kilo chacun. Une occasion à ne pas manquer!

HALLS D'EXPOSITION

Expo Cuisine et Salle de Bains de Montréal

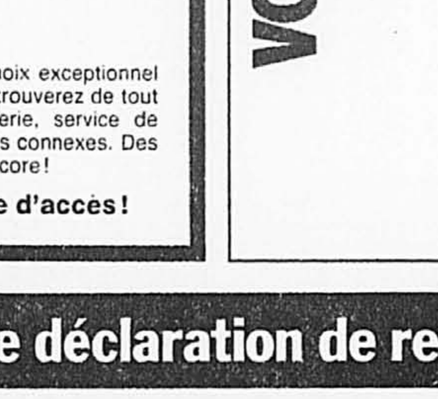
Du 12 au 16 avril, une invitation à venir découvrir un choix exceptionnel d'accessoires de cuisine et de salle de bains. Vous y retrouverez de tout ... armoires, appareils ménagers, éclairage, quincaillerie, service de décoration, tuiles, revêtements muraux et divers produits connexes. Des idées de toutes sortes, des conseils pratiques et plus encore!

Place Bonaventure, si pratique et si facile d'accès!

VOUS ÊTES SUR DE MAISONNEUVE? CHANGEZ D'AIRE!

À propos de votre déclaration de revenus de 1989...

Remplissez bien la formule verte qui accompagne votre déclaration.



Joanne Arseneault, Revenu Canada, Impôt

La taxe proposée sur les produits et services, qui est actuellement à l'étude à la Chambre des communes, remplacerait l'actuelle taxe de vente fédérale. Elle vise deux objectifs primordiaux : rendre le Canada plus compétitif et rendre le régime fiscal plus équitable pour tous les Canadiens. Ce projet de loi comporte un nouveau crédit qui viendrait compenser, en tout ou en partie, les effets de la taxe pour les familles à revenus faibles et modestes. C'est le crédit pour la taxe proposée sur les produits et services.

Dans votre dossier de la déclaration de revenus de 1989, vous trouverez une formule verte qui vous explique comment demander le crédit pour la taxe proposée sur les produits et services. Ce crédit serait payé tous les trois mois à compter de décembre 1990. Même si vous n'avez pas d'impôt à payer, il est important que vous remplissiez la formule verte et que vous la retourniez avec votre déclaration de revenus dûment remplie.

Si vous avez déjà envoyé votre déclaration de revenus sans la formule verte, vous pouvez l'envoyer séparément. Assurez-vous d'inclure une note explicative avec vos nom, adresse et numéro d'assurance sociale.

Vous avez peut-être droit, par ailleurs, au crédit pour taxe fédérale sur les ventes ou au crédit d'impôt pour enfants, calculés en fonction de votre revenu de 1989. Même si vous n'avez pas d'impôt à payer, vous devez remplir l'annexe 7 et la joindre à votre déclaration de revenus pour savoir si vous avez droit à ces crédits.

Les renseignements que vous fournissez à Revenu Canada, Impôt servent à déterminer votre admissibilité à ces crédits et le montant que vous recevrez. Ces crédits ne touchent pas les revenus garantis par les suppléments de revenus fédéraux ou provinciaux, puisqu'ils ne sont pas considérés comme un revenu.

Si vous avez des questions sur le crédit pour la taxe proposée sur les produits et services, veuillez composer le 1 800 267-6640. (Les personnes malentendantes peuvent composer le 1 800 267-6650 sur un appareil de télécommunications.)

Des gens attentionnés pour répondre à vos questions.

Revenu Canada Impôt
Revenue Canada Taxation
Canada

L'école buissonnière



Des étudiants de l'UQAM ont occupé pendant deux heures mercredi dernier les bureaux du ministère de l'Enseignement supérieur. PHOTO RENE PICARD, *La Presse*

Changer le monde



ANDRÉ PRATTE

«On n'est pas juste une 'gang' d'extrémistes, on a des choses à dire!», affirme Lorraine Riopel, étudiante à l'UQAM. Lorraine et une soixantaine d'autres étudiants occupent les bureaux du ministère de l'Enseignement supérieur, au quatrième étage d'un édifice de la place Jacques-Cartier.

Pendant que leurs compagnons empilent tables et classeurs devant les portes, bloquent l'ascenceur, et collent des affiches dans les fenêtres, Lorraine et quelques autres expliquent pourquoi, alors que le mouvement de grève dans les cégeps et les universités s'est effondré, ils continuent leur lutte contre le dégel des frais de scolarité.

«Les gens disent que nous négligeons nos travaux, nos responsabilités d'étudiants. Mais nous avons une responsabilité bien plus large, nous sommes les porte-parole de tous les étudiants», soutient Lorraine.

«Depuis que j'étudie, j'ai déjà accumulé plusieurs milliers de dollars de dettes», confie Lucie Robichaud. «Avec la hausse des frais de scolarité, je vais être encore plus endettée, c'est super décourageant! Je ne suis pas certaine de vouloir continuer.»

o

Dans la salle de réunion, une trentaine d'étudiants chantent. Les porte-parole du groupe sont au téléphone avec Québec, tentant d'obtenir un entretien avec le ministre Claude Ryan. D'autres négocient avec le patron du bureau, qui se trouve de l'autre côté de la porte barricadée.

«Obtenez-nous un entretien avec le ministre et nous allons partir.

— M. Ryan ne vous parlera pas cet après-midi.

— Alors nous restons!

— Je vais devoir demander aux policiers de vous expulser...»

o

La discussion dérive vers des horizons plus vastes. Si ces étudiants continuent de se battre, c'est parce qu'ils ne se battent pas seulement contre les 700 $ que M. Ryan veut ajouter à leurs frais de scolarité.

«La lutte contre les frais de scolarité fait partie d'une demande globale pour la justice sociale, une justice sociale qui est en train de s'effondrer», explique Lucie.

«Comment peut-on dépenser 60 milliards de dollars pour la Baie James II?», se demande Gilles Chagnon, un étudiant d'histoire. «On prend les terres des Amérindiens, on pollue l'eau avec le mercure, tout ça pour vendre de l'électricité à prix duplessistes aux États-Unis. Et douze milliards pour l'armement! Moi je ne veux pas d'une société comme ça!»

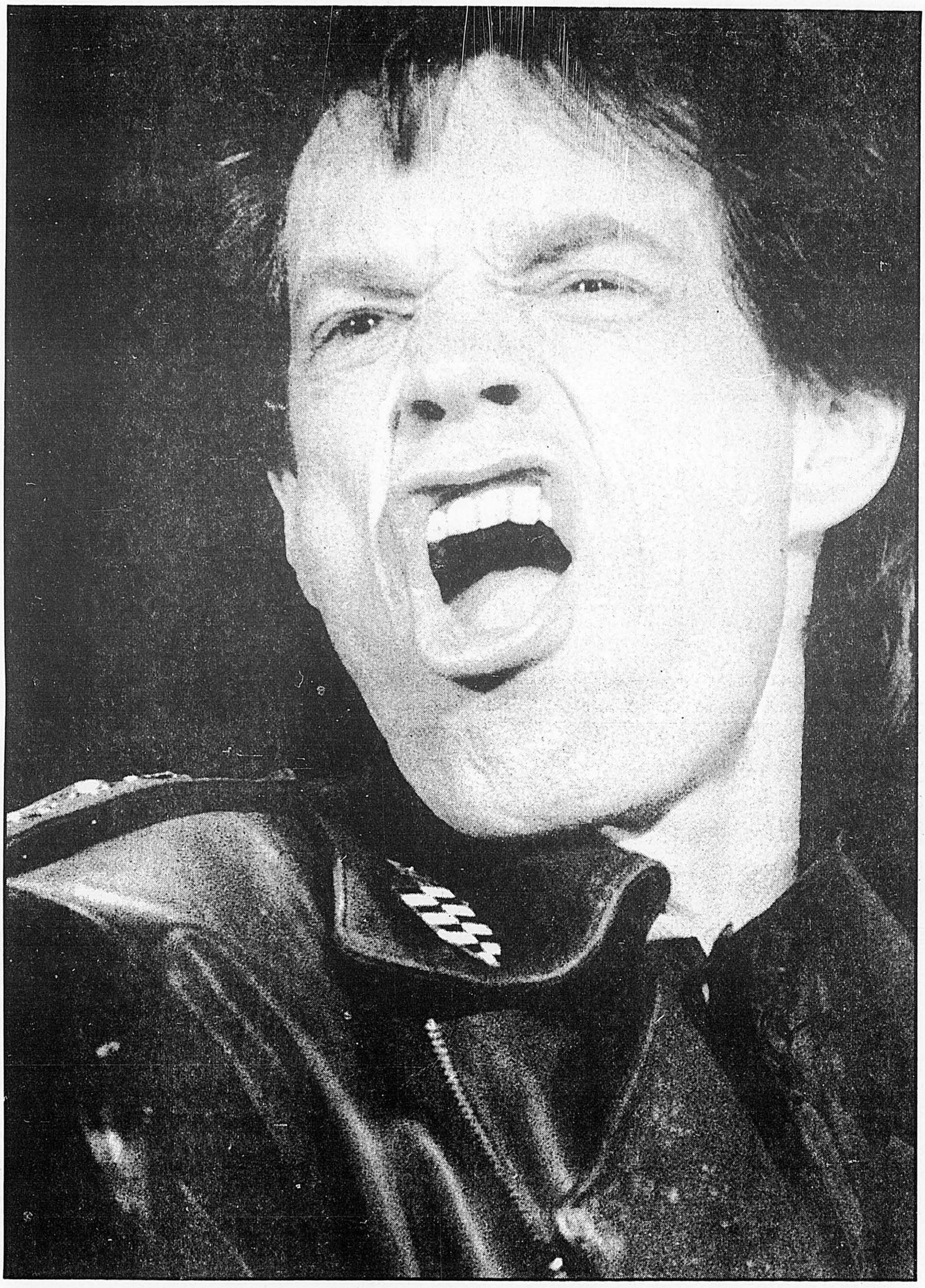
Agitation dans un coin de l'étage. Des étudiants tentent d'arrêter un camarade qui, déjà chaudasse, fouille dans les bureaux à la recherche d'alcool. Il en a trouvé une bouteille, cachée dans un tiroir. «Il y en a toujours un ou deux qui gâchent tout», soupire une étudiante.

Les policiers viennent de donner deux minutes aux étudiants pour quitter les lieux. Sans quoi, les gorilles de l'antiémeute vont défoncer la porte et les expulser, avec leur délicatesse habituelle. Tout le groupe se presse dans la salle de réunion. «Je pense qu'on devrait rester jusqu'à ce qu'ils viennent nous chercher», dit un militant de longue date. Mais d'autres, les plus jeunes surtout, n'ont aucune envie d'être arrêtés ou tabassés. Ils défont les barricades. Les discussions continuent quelques minutes, dans la confusion la plus totale. On entend des coups dans la porte. Les manifestants votent. Ceux qui veulent sortir l'emportent. Les étudiants quittent en chantant, les mains sur la tête, comme des prisonniers de guerre.

La manifestation n'a pas donné grand-chose. Quelques lignes dans les journaux tout au plus. Mais les étudiants vont recommencer demain. Le monde qu'ils voient est trop laid et celui dont il rêve trop beau pour qu'ils se laissent décourager. Dans son agenda, Lorraine a transcrit un paragraphe du *Prince de Machiavel*:

«Il faut considérer qu'il n'est rien de plus difficile à mener à bonne fin, dont la réussite soit plus incertaine, et qui soit plus dangereuse à mettre en oeuvre que l'instauration d'un ordre nouveau. Car le réformateur trouve des ennemis en la personne de tous ceux qui profitent de l'ordre ancien, et de bien tièdes défenseurs en la personne de tous ceux qui profiteraient de l'ordre nouveau.»

LA PRESSE ACCLAME LES GRANDES PERFORMANCES



MONTRÉAL, 13 décembre 1989. Le vrai spectacle a commencé à 21 h lorsque Mick Jagger, le chanteur des Rolling Stones, a donné le départ avec la chanson « Start me up ». LA PRESSE. PHOTOGRAPHE ROBERT MAILLOUX.

Une information sans déformation :
la façon la plus sûre
de vous faire une opinion juste et réfléchie
sur les événements qui
bouleversent et façonnent le monde
dans lequel nous vivons.

Je pense donc je lis

La Presse

La navette Discovery est enfin prête à décoller demain

d'après UPI

CAP CANAVERAL

■ La navette Discovery est finalement prête depuis hier pour son lancement dans l'espace demain matin avec pour mission de larguer le télescope spatial Hubble, instrument de 1,5 milliards $, qui en fait le satellite le plus onéreux jamais construit et qui devrait révolutionner l'observation du cosmos.

Avec sept ans de retard et un dépassement de budget d'un milliard $, les piles du télescope spatial étaient chargées et les portes de la soute de 20 mètres de long de Discovery ont été refermées sur l'instrument géant vers 6 h 30 hier matin.

Les ingénieurs de la NASA attendaient ce moment depuis des années, une étape capitale de ce que beaucoup considèrent comme le satellite scientifique le plus important jamais construit, un projet proposé la première fois durant les annéee 40 et pour lequel le Congrès a adopté des crédits en 1977.

«Je pense que l'importance de ce lancement est très profonde, a déclaré l'astrophysicien de la NASA Charles Pellerin. I est probable que nous allons changer notre vision de l'univers et le rôle que nous y jouons».

Le compte à rebours pour Discovery a commencé à 15 heures samedi et le directeur des essais de la NASA, MIchael Leinbach, a déclaré hier que tous les préparatifs à la rampe de lancement se déroulaient selon l'horaire prévu pour le lancement programmé pour 8 h 47 mardi.

Les gestionnaires de la NASA ont décidé samedi d'assouplir les dures consignes concernant la vitesse maximum permise des vents adoptées après la catastrophe de Challenger Les météorologues de l'Air Force prévoient qu'il y a 90 p. cent de chances que les conditions atmosphériques soient acceptables à l'heure du lancement.

Le commandant de bord Loren Shriver, 45 ans, et le copilote Charles Bolden, 43 ans, seront aux commandes mardi matin. Assis derrière les pilotes, au pont supérieur de la navette, se trouveront l'astronome Steven Hawley, 38 ans, et Bruce McCandless, 52 ans, tandis que Kathryn Sullivan, 38 ans, sera assise seule au pont inférieur.

Discovery sera lancé sur une orbite à 610 km d'altitude, soit deux fois plus que l'altitude à laquelle tourne ordinairement les navettes, et cela pour réduire au minimum les effets de freinage de la friction avec les confins de l'atmosphère sidérale qui autrement ralentiraient le satellite et le ramènerait vers la Terre.

Le télescope et son miroir presque parfait de 2,5 mètres de large, capable de voir la lueur d'une libellule à 16 500 km de distance, observera l'univers avec dix fois plus de clarté que les instruments isntallés sur Terre.

NICHOLAS Fourrures DEPUIS 1924



ENTREPOSAGE DE FOURRURES PAR DES EXPERTS

COMPAREZ NOS PRIX EN MATIÈRE D'ENTREPOSAGE ET D'ASSURANCE. PROFITEZ DE NOTRE EXPERTISE DANS LES RÉPARATIONS, LE REMODELAGE ET LE NETTOYAGE DES FOURRURES.

RAMASSAGE ET LIVRAISON RAPIDES ET GRATUITS

3929, rue Wellington
Verdun, Québec
Tél. 769-2767

VOUS ÊTES SUR McGILL COLLEGE? CHANGEZ D'AIRE!



TECHNIQUE NADEAU

EXERCICES-SANTÉ POUR TOUS. Méthode UNIQUE, AGRÉABLE, EFFICACE. Réservez maintenant.
Nos prochains cours:

MARDI	10 h 30	17 avril
JEUDI	17 h 30	19 avril
VENDREDI	13 h 30	20 avril
MARDI	20 h 15	24 avril

387-7221 ou 382-8755
CENTRE COLETTE MAHER



YOGA • DÉTENTE

Pour assouplir votre corps et contrôler votre souffle, pour vous concentrer et vous détendre, assistez à l'un de nos cours à titre d'essai:

LUNDI	18 h 45	9 ou 16 avril
MARDI	17 h 45	10 ou 17 avril
MERCREDI	20 h 15	11 ou 18 avril
JEUDI	10 h 30	12 ou 19 avril

387-7221 ou 382-8755
CENTRE COLETTE MAHER

DISONS NON À LA TPS DÈS AUJOURD'HUI

Si le gouvernement fait à sa tête, presque tout ce que vous achèterez après le ler janvier 1991, que ce soit un hot-dog ou l'huile à chauffage pour votre maison, sera assujetti à une taxe supplémentaire de 7 %.

Aujourd'hui, vous pouvez dire votre mot.

Composez ce numéro de téléphone spécial jusqu'à 23h00 pour dire votre opposition à la taxe. Les appels seront automatiquement comptabilisés par Bell Canada. Les résultats de la campagne seront annoncés demain.

C'est votre chance de dire à Ottawa qu'il nous faut un régime fiscal selon lequel tous et toutes payent une part équitable, y compris la grosse entreprise et les riches.

Composez
1-900-750-6151

Des frais de 50 cents seront ajoutés à votre compte de téléphone.

J'EMBARQUE! 7 AVRIL NON-TPS

Mouvement pour la justice fiscale
2841, promenade Riverside
Ottawa (Ontario) K1V 8X7

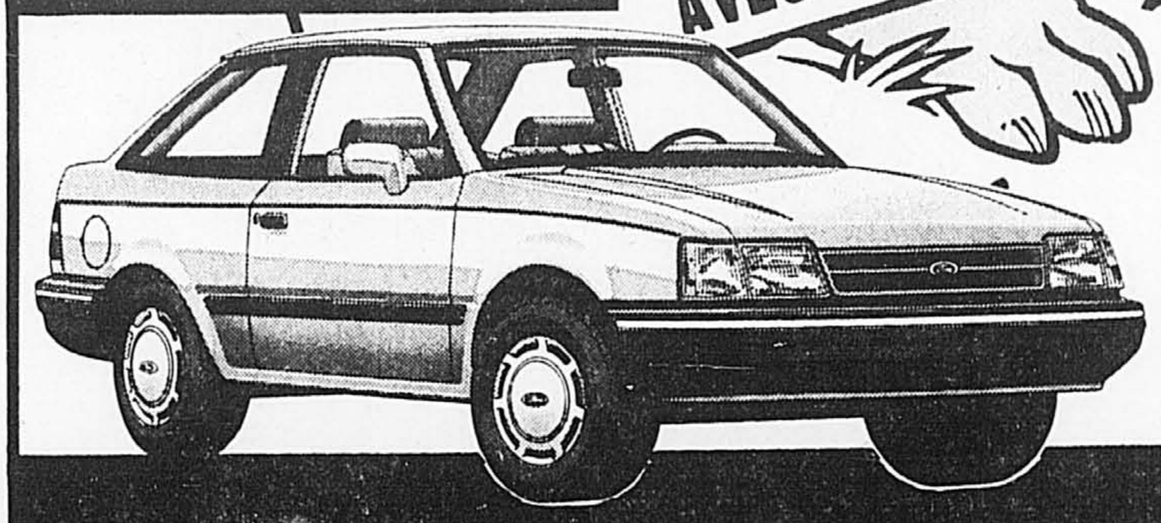
UN VRAI CADEAU DE PÂQUES!



Rabais de 19,5 %*

SUR ESCORT 1990 AVEC CLIMATISEUR

38 EN STOCK



ESCORT 90 2 PORTES CLIMATISEUR

PRIX 12 464 $**

CETTE SEMAINE

$9999

OU $199*** PAR MOIS

Hâtez-Vous! UNE SEMAINE SEULEMENT

SERVICE OUVERT JUSQU'À 2:30 AM

50 VOITURES DE COURTOISIE DISPONIBLES

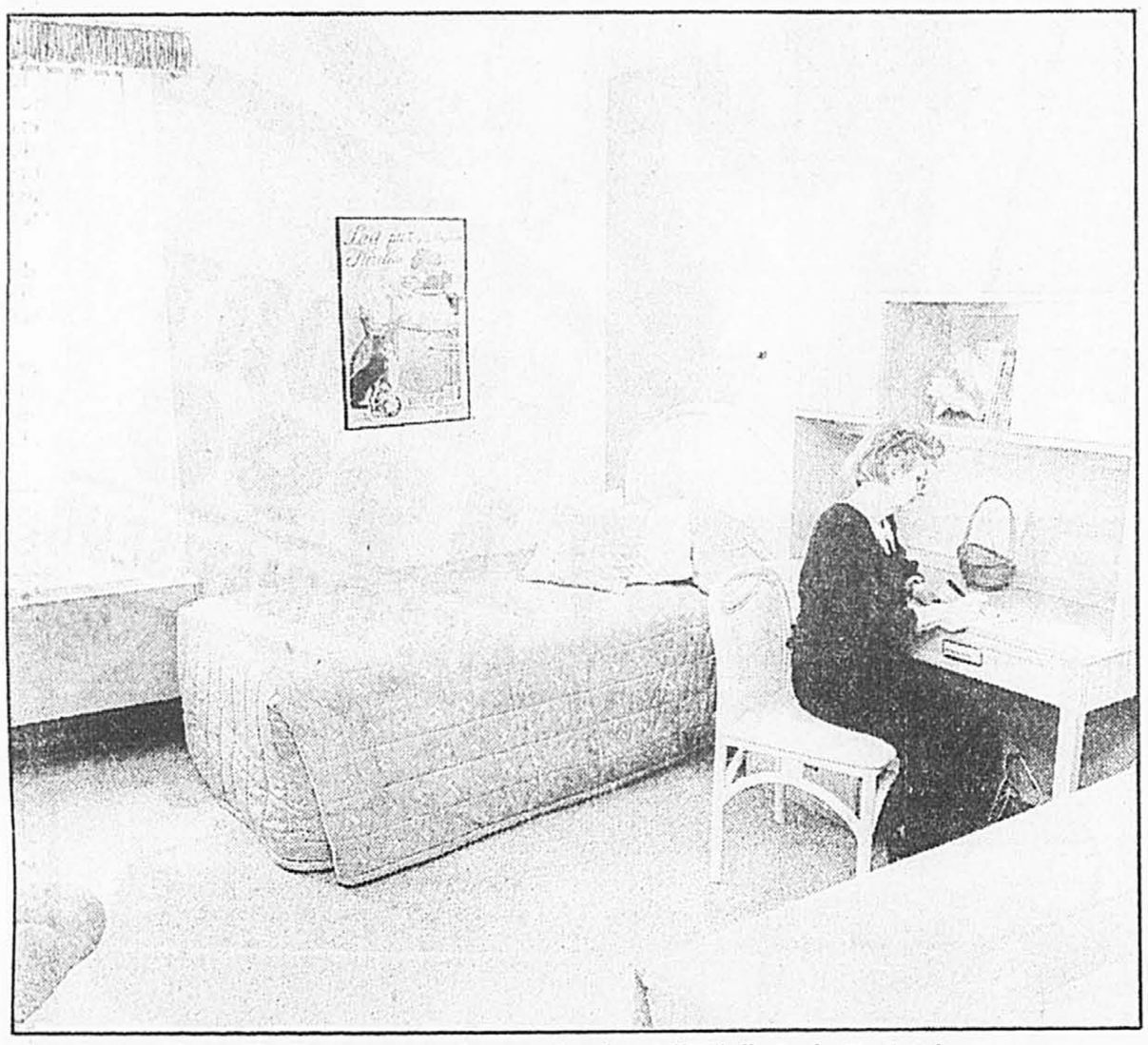
* Incluant rabais de valeur plus et escompte du concessionnaire.
** Transport, preparation et taxe en sus.
*** Base sur bail 48 mois. Transport, preparation et taxe en sus. 1er paiement et depot de 532 $ payable sur livraison.

Circuit MERCURY 6300 HENRI-BOURASSA MONTREAL NORD 325-4700

Des «hôtels» à prix modique accueillent les cancéreux



Après un traitement de radiothérapie, M. Georges Paquin (au centre) discute au salon avec sa femme et son fils.
PHOTOS MICHEL GRAVEL, *La Presse*



Mme Simone Blouin-Cloutier se repose dans sa chambre à l'Hôtellerie de Montréal.



MARTHA GAGNON

■ Atteint de cancer, Georges Paquin, 71 ans, de Mont-Laurier, doit passer plusieurs semaines à Montréal pour suivre des traitements de radiothérapie.

«Où diable pourrais-je bien habiter pendant ces cinq semaines? Mes fils n'ont pas la place pour me recevoir; quant à l'hôtel, je n'en ai vraiment pas les moyens», dit M. Paquin. On ne peut pas voyager matin et soir lorsqu'on demeure à plus de 200 kilomètres de Montréal.

Pour la famille Paquin, il s'agissait d'un véritable casse-tête jusqu'à ce qu'elle apprenne l'existence d'un hôtel d'un style bien particulier. Un hôtel où la facture ne dépasse pas 35 $ par jour, incluant les repas, pour une personne seule et 50 $ par jour pour un couple ou un malade accompagné d'un membre de sa famille.

Il existe maintenant deux hôtels pour cancéreux à Montréal, situés à proximité des centres hospitaliers Notre-Dame et Maisonneuve-Rosemont. Une formule qui a déjà fait ses preuves dans les autres provinces où les centres d'hébergement portent le nom de «lodges».

On estime à 3000 le nombre de malades résidant à l'extérieur de Montréal qui doivent venir, chaque année, dans les hôpitaux de la métropole pour y subir des traitements qui durent en moyenne de quatre à 16 semaines. Il y a aussi ceux qui attendent une transplantation de la moelle osseuse.

Selon Mme Nicole Magnan, directrice de la Société canadienne du cancer, au Québec, «le problème d'hébergement est particulièrement aigu à Montréal où l'on traite 75 p. cent des cas de cancer dans six hôpitaux. À cause du manque de ressources, des malades retardent parfois leur traitement avec les conséquences que l'on imagine.»

Le 26 avril, la Société inaugurera sa Maison d'accueil, une résidence neuve comprenant 30 grandes chambres et pouvant accueillir 60 personnes, située sur le terrain de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont, boulevard l'Assomption. Une dizaine de malades y vivent déjà.

Plus près du centre-ville, l'Hôtellerie de Montréal, ouverte depuis un an, est à deux pas de l'Hôpital Notre-Dame, rue Champlain. On peut recevoir jusqu'à 50 personnes.

C'est là que M. Georges Paquin et sa femme, Hélène, ont choisi d'habiter pour la durée du traitement. «Une vraie bénédiction!» selon eux. Le coût: 50 $ par jour pour une chambre comprenant deux lits et toilette, incluant les repas qu'ils doivent prendre à la cafétéria de l'hôpital Notre-Dame. S'ils ne veulent pas sortir, ils peuvent utiliser la cuisinette.

Une autre résidente, Mme Simone Blouin-Cloutier, de Drummondville, est soulagée d'avoir pu trouver un endroit confortable et chaleureux, à un coût abordable. Surtout qu'elle ne connaissait personne à Montréal. «Au début, j'appréhendais de me retrouver avec des étrangers. Mais, à ma grande surprise, j'ai retrouvé le courage au contact d'autres malades. Et puis, ça fait du bien de sortir de la maison.»

Pour Yolande, de Trois-Rivières, qui refuse de dire à ses proches qu'elle a un cancer, il n'était pas question de déranger qui que ce soit. Après cinq semaines à l'Hôtellerie, elle lance en souriant: «C'est presque aussi bien que le Club Med! S'il n'y avait pas le cancer, je me croirais en vacances à... Montréal.»

Un service de transport

«Bien sûr, dit Mme Georges Paquin, ça fait un trou dans le budget. À la fin du traitement, on aura dépensé plus de 1000 $. Mais, imaginez quelle serait la facture s'il fallait loger dans un véritable hôtel, en plus d'aller au restaurant.»

Les services sont sensiblement les mêmes dans les deux établissements: bibliothèque, salle de jeux avec piano, salons intimes et salle de lavage. Des bénévoles visitent aussi les malades.

À la Maison d'accueil, il y a une cafétéria sur place et un minibus, don des employés de Canadair, est mis à la disposition des gens qui doivent se déplacer pour subir les traitements dans différents hôpitaux. À l'Hôtellerie de Montréal, on rembourse les taxis.

Règle générale, les personnes retournent chez elles en fin de semaine. Si cela est impossible, l'Hôtellerie leur offre le gîte. Les choses sont différentes à la Maison d'accueil qui, elle, ferme ses portes le vendredi soir jusqu'au lundi. La Société du cancer s'engage cependant à trouver des lieux de dépannage aux gens qui en auraient besoin.

La construction de ces deux établissements n'aura nécessité aucune contribution financière du gouvernement. La Maison d'accueil, qui abrite aussi les bureaux de l'administration de la Société canadienne du cancer et des organismes communautaires, a coûté environ 3 000 000 $.

La Société a investi 1 000 000 $, tandis que la Corporation de l'hôpital Maisonneuve-Rosemont a cédé le terrain par bail emphytéotique. Une campagne de souscription auprès des grandes entreprises devrait permettre bientôt de récolter les autres sommes nécessaires.

Quant à l'Hôtellerie de Montréal, elle a été réalisée au coût de 1 7000 000 $, grâce à une fondation privée, la Fondation québécoise du cancer et l'aide des Chevaliers de Colomb. On a aussi ouvert un autre centre d'hébergement, plus petit, à Sherbrooke.

Gratuits à Québec et à Ottawa?

Directeur de l'Hôtellerie depuis quelques mois, M. Guy Germain, espère que le gouvernement acceptera de collaborer financièrement afin de diminuer la facture faite aux résidents. De concert avec la Société du cancer, il a déjà formulé une demande qui est actuellement à l'étude.

Selon M. Germain, «il faut parfois diminuer la facture à 30 $ ou 25 $ par jour dans le cas des des personnes dont le revenu n'est pas suffisamment élevé.»

Les responsables des centres montréalais se plaignent du fait que le gouvernement défraie le coût des services d'hébergement pour les clients du pavillon Carlton Auger, rattaché à l'Hôtel-Dieu de Québec, et rembourse les dépenses des Québécois qui passent des séjours dans les deux hôtels de la Société du cancer, à Ottawa.

En 1988, le gouvernement québécois a, en effet, remboursé 101 000 $ en frais d'hébergement pour des Québécois de Hull ou des environs, qui suivaient des traitements à Ottawa.

Mme Nicole Magnan, directrice de la Société québécoise du cancer, ne réclame pas un remboursement intégral des frais, mais un partage équitable, dont la formule pourrait être: un tiers pour le gouvernement, un tiers pour le patient et un tiers pour le centre d'hébergement. En ces temps de restriction budgétaire, on se demande quelle sera la réaction du gouvernement.

Des soins à domicile pour ceux qui ne veulent pas mourir à l'hôpital

■ L'infirmière Ruth Roy montre à Mme Claudette Poupart, de Laval, comment donner les injections à sa mère, atteinte de cancer, pour soulager la douleur au moment de la phase terminale.

La mère de Mme Poupart, octagénaire, veut mourir chez-elle, dans son lit. Elle refuse d'aller à l'hôpital, bien qu'elle soit très souffrante. Aveugle, elle a demandé à sa fille de la garder et de veiller sur elle jusqu'à la fin.

Sans le soutien du service de soins palliatifs à domicile de l'Entraide Ville-Marie, organisme privé sans but lucratif, Mme Poupart se demande si elle aurait pu tenir le coup. Cette semaine, l'infirmière est venue trois fois à la maison. Inquiète, elle lui a téléphoné un soir parce que sa mère semblait délirer.

«En plus des conseils et des soins, dit Mme Poupart, elle me rassure et parfois me console. Si ma mère était à l'hôpital, je serais toujours énervée, tandis qu'ici, je sens qu'elle est en sécurité. Et puis, c'est moins dur, moins cruel. On a le temps d'apprivoiser la mort.»

Il y a quelques années, Mme Poupart, mariée et mère de trois enfants, avait également fait appel à l'Entraide Ville-Marie parce que son père, atteint lui aussi de cancer, voulait mourir à la maison. «Quand ce fût au tour de ma mère, j'ai tout de suite sauté sur le téléphone pour demander de l'aide.»

Il y a cinq ans déjà que l'infirmière Roy côtoie la mort, chaque jour. «Les jeunes ne restent pas longtemps dans le service, précise-t-elle. Il faut être à la fois travailleuse sociale, psychologue et infirmière. On essaie de contrôler la douleur physique et psychologique.»

Mme Roy a l'impression de «s'enraciner» dans la famille, une fois qu'elle a franchi le seuil de la maison. «Quand la mort approche, on assiste à des crises d'agressivité, des règlements de compte ou des réconciliations, des enfants qui réapparaissent après des années, des secrets qui sont dévoilés.»

Selon elle, il y a de plus en plus de personnes qui désirent mourir à la maison. Tous ne peuvent réaliser leur souhait. Certains paniquent au dernier moment, tandis que d'autres n'ont pas l'aide nécessaire.

«Il faut beaucoup d'amour de la part de la famille ou des proches, explique Mme Roy. Un malade en phase terminale draine bien des énergies, exige une grande disponibilité. La soeur reproche à son frère de ne pas faire sa part ou vice et versa. L'infirmière doit jouer alors le rôle de médiatrice.»

L'Entraide Ville-Marie est le seul véritable service de soins palliatifs à domicile pour cancéreux, à Montréal. Du côté anglophone, il y a l'organisme Victoria Order of Nurses qui ne dessert que quelques malades du West Island.

Le budget, qui s'élève à près de 1 000 000 $, provient en grande partie du Conseil régional de la santé et des services sociaux du Montréal-métropolitain, des dons de la Fondation Maurice-Bertrand et de d'autres organismes.

Le directeur, Gilles Caron, affirme qu'en 1988-89, on a dispensé gratuitement des services à 1200 personnes de Montréal et Laval, dont plus de 200 sont décédées à la maison comme elles le réclamaient, plusieurs sont mortes après un court séjour à l'hôpital.

Le principal critère de sélection est une espérance de vie de moins d'un an. Le plus étonnant est que 20 p. cent de la clientèle est composée de personnes seules qui, malgré tout, veulent mourir à la maison.

Un homme de 70 ans, qui n'avait aucune famille, a quitté l'hôpital Notre-Dame-de-la-Merci pour terminer ses jours dans son appartement. Grâce aux soins à domicile et à l'aide d'amis, il a réalisé son voeu.

Une jeune mère, atteinte d'un cancer au cervelet, tenait à rester à la maison le plus longtemps possible pour s'occuper de ses enfants de 10 et 13 ans. Son mari, qui avait demandé un congé sans solde, réclamait de l'aide à domicile.

En dépit des protestations de sa famille et de ses beaux-parents, une femme a tenu à soigner son mari jusqu'au bout. Il avait une sonde et faisait des convulsions. Sans l'aide de l'infirmière, cette mère de trois enfants n'aurait pas réussi à garder son époux auprès d'elle aussi longtemps.

Il est mort le jour Noël en arrivant à l'hôpital sur sa civière. Il avait demandé qu'on le transporte à l'urgence parce que la douleur était devenue insupportable.

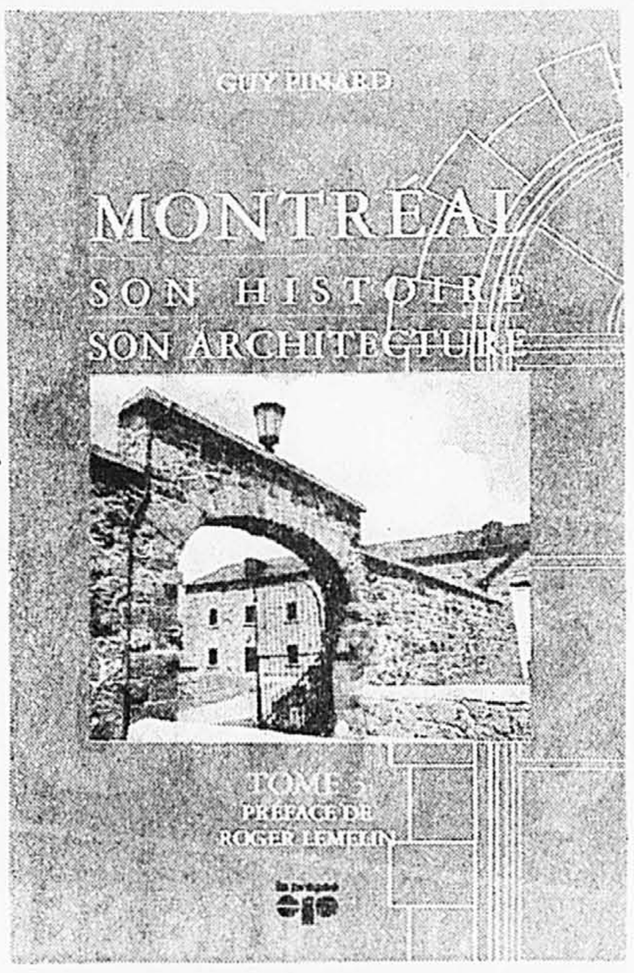
Selon M. Caron, le service à un malade coûte en moyenne 775 $, ce qui comprend les soins médicaux et hygiéniques, ainsi que l'équipement. «Faites le calcul, c'est beaucoup moins cher que l'hôpital», affirme le directeur. À son avis, le gouvernement devrait favoriser et supporter ce genre d'initiative.

Une équipe de 25 infirmières effectue des visites à domicile, sept jours par semaine, de 8 heures à 22 heures.



L'infirmière, Ruth Roy, donne des conseils à Mme Claudette Poupart, dont la mère est mourante.
PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, *La Presse*

Un document d'une richesse exceptionnelle!



Le tome III de **Montréal, son histoire, son architecture** regroupe la troisième tranche de 50 articles de la série «Rendez-vous 92» publiée dans *La Presse* du dimanche.
Ces articles constituent la somme d'informations la plus imposante qui soit sur les édifices de Montréal et sur leur histoire: un document passionnant, indispensable pour tous les Montréalais qui aiment leur ville.

560 pages **29,95 $**

éditions la presse

EN VENTE PARTOUT

Les communautés

La civilisation noire méconnue



LILY TASSO



PHOTO PAUL-HENRI TALBOT, *La Presse*
Nigel Thomas

Des excavations à Nok, dans l'actuel Nigéria, et ailleurs dans la vallée du Niger ont mis à jour une dizaine de fourneaux qui servaient à la fonte de minerais de même que des morceaux de fer datant de 500 ans av. J.-C., c'est-à-dire au cours du premier millénaire avant notre ère quand l'Europe occidentale connut l'âge du fer.

C'est là un des exemples que citait la semaine dernière le prof. Nigel Thomas de l'université Laval pour illustrer sa conférence à la Commission des droits de la personne sur le mépris de la race noire qu'a cultivé l'Occident afin de justifier sa traite des esclaves d'Afrique.

«Pour sortir l'histoire noire des parenthèses», comme il a intitulé son exposé, le prof. Thomas, s'appuyant sur des récits des Grecs et des Romains ainsi que sur des témoignages des géographes arabes Al-Bakri (XI[e] siècle), de Cordoue, et Léon l'Africain (XVI[e] siècle), de Grenade, évoque le haut niveau de civilisation qu'avaient atteint les Africains subsahariens. Citant, entre autres, la *splendeur des cérémonies à la* cour du roi de Ghana et la grandeur de Tambouctou, au Mali.

«L'idée du Noir barbare est une invention européenne», dénonceront tour à tour l'érudit et philosophe français Volney au début du XIX[e] siècle et l'ethnologue allemand Leo Frobenius dans ses ouvrages publiés à la suite de ses nombreux voyages d'exploration de 1904 à 1935.

Plus près de nous, les travaux du Sénégalais Cheik Anta Diop prouvent que la civilisation égyptienne était profondément africaine. Et le prof. Thomas d'affirmer que pendant près de deux siècles, la plupart des égyptologues ont tenté de diminuer et, dans certains cas, d'éliminer la contribution noire à cette civilisation. Il s'est attardé également à démontrer que les Africains fréquentaient l'Amérique longtemps avant les Européens.

COMMÉMORATION DE L'HOLOCAUSTE DES JUIFS

■ Dimanche 22 avril, à 15 h, à la synagogue Shaar Hashomayim, 450, avenue Kensington, à Westmount, M. Aryeh Subar célébrera un office commémorant le «Yom Hashoah», ou Jour du souvenir des six millions de Juifs exterminés lors de l'Holocauste. Le public est invité à assister à la cérémonie au cours de laquelle des survivants accompagnés de leurs enfants et petits-enfants allumeront des cierges.

Le rabbin Wilfred Shuchat et Mme Myra Giberovitch, présidente du Comité du souvenir de l'Holocauste du Congrès juif canadien (région du Québec), prononceront les allocutions d'ouverture. Ils seront suivis de M. Aba Beer qui a vécu cette tragédie en Pologne où furent victimes ses parents et sa soeur. Il est le fondateur du Comité du souvenir à l'échelle nationale.

Pour sa part, M. Ayelet Kuper, étudiant au collège Vanier, parlera de la perception qu'a de l'Holocauste un adolescent d'aujourd'hui. Le choeur de l'école Akiva interprètera des chants des ghettos, et M. Jacques Ajzenberg, un survivant et ancien membre de la Résistance française, récitera le «kaddish» ou texte sacré. D'autres textes en vers et en prose seront également lus.

75e ANNIVERSAIRE DU GÉNOCIDE DES ARMÉNIENS

■ Le même jour, dimanche 22 avril, à 14 h, la Communauté arménienne catholique de Montréal commémore à son tour, sous le patronage du cardinal Paul Grégoire, le 75[e] anniversaire du génocide au cours duquel furent exterminés un million et demi d'Arméniens à partir de 1915.

Une messe de requiem sera célébrée par Mgr Nerses Setian, exarque des Arméniens catholiques des Etats-Unis et du Canada, à la basilique cathédrale Marie-Reine-du-Monde. Mgr André-M. Cimichella, curé de la cathédrale, prononcera l'homélie.

La chorale «Alemchah» de l'église Notre-Dame-de-Nareg, dirigée par Petros Shoujounian, apportera son concours à la célébration à laquelle sont invités à participer tous les Québécois désireux de partager le deuil de leurs amis d'origine arménienne. Ils pourront suivre la cérémonie dans un livret spécialement préparé pour eux en français. Ils recevront aussi une lettre pastorale en français qu'avait rédigée le patriarche Batanian, décédé en 1981, à l'occasion du 50[e] anniversaire de cette autre page douloureuse dans l'histoire de l'humanité.

Le public sera accueilli par les scouts et guides «Notre-Dame-de-Nareg» en compagnie des membres du comité organisateur.

Les travailleurs de la construction CSN prêts à faire la grève pour faire avancer les négos

MARIO GILBERT
de la Presse Canadienne

■ Les 18000 travailleurs de la construction affiliés à la CSN ont voté dans une proportion de 85 p. cent en faveur de moyens de pression pouvant aller jusqu'à la grève générale illimitée, pour protester contre la lenteur des négociations dans leur secteur. Le décret regissant les conditions de travail dans la construction, qui tient lieu de convention collective, vient à échéance le 30 avril.

Selon le secrétaire-général de la CSN et responsable du secteur de la construction, Michel Gauthier, la grève — votée dans les 70 assemblées générales locales depuis deux semaines — pourrait être déclenchée à tout moment jugé opportun par l'exécutif du syndicat, selon l'évolution de la situation. Il pourrait s'agir de grèves perlées, de grève générale limitée ou illimitée.

De plus, les quelque 90000 travailleurs affiliés à la FTQ et au Conseil provincial du Québec des métiers de la construction —qui forment avec leurs confrères de la CSN une rare coalition dans les présentes négociations — procèdent eux aussi à des votes de grève dans leur section respective. Selon M. Gauthier, il s'agirait donc d'un mouvement de grève concerté à l'échelle de tout le secteur de la construction au Québec — près de 110 000 travailleurs.

Déjà mardi dernier, quelque 1000 charpentiers-menuisiers syndiqués à la FTQ-construction manifestaient dans six villes du Québec pour dénoncer la lenteur des négociations. Vendredi, c'était au tour des 110000 travailleurs de la construction du Québec de quitter leur lieu de travail pour manifester leur lassitude.

Et depuis des semaines déjà, les travailleurs de la construction appliquent à la lettre la convention-décret. Ils font rigoureusement respecter, par exemple, les règlements en matière de santé et de sécurité au travail, et arrivent à l'heure pile, et non 15 minutes avant, ce qui leur permettait de commencer véritablement le travail au début du quart.

Séances stériles

La coalition syndicale avait déposé ses demandes le 14 juillet dernier. Depuis, une quinzaine de séances de négociations ont eu lieu entre ses représentants et ceux de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ — plus de 18000 entrepreneurs). On n'y aura réussi qu'à régler des questions techniques, sans parvenir à s'entendre sur un seul article de la convention. Devant l'impasse des négociations, l'AECQ demandait au gouvernement, le 30 mars dernier, de nommer un conciliateur dans le dossier.

«Mais s'il n'y a rien de réglé, c'est bien elle (l'AECQ) qui est responsable», a expliqué M. Gauthier, hier. «Elle refuse carrément de régler les problèmes de l'industrie de la construction.»

Mercredi dernier, le ministre du Travail, Yves Séguin, annonçait la nomination de Pierre N. Dufresne comme conciliateur dans les négociations, en espérant, disait le ministre, que l'on «puisse arriver, cette année, à la négociation d'une véritable convention collective, pas d'une prolongation de décret, comme ça se fait maintenant depuis 10 ans». Mais la première rencontre de tous les parties, prévue pour demain, a déjà été reportée.

Selon Michel Gauthier, cependant, l'AECQ se traînerait les pieds dans les négociations, en espérant que le gouvernement intervienne et prolonge le décret.

«Notre objectif, c'est de signer une convention collective d'ici le 30 avril et il n'est pas question d'accepter que le gouvernement intervienne et nous décrète encore une fois nos conditions de travail», a-t-il expliqué hier. «On espère que l'AECQ va s'attabler et fasse en sorte de négocier une convention collective.»

La coalition syndicale demande que soit inclus dans une convention collective d'une durée de deux ans des augmentations de salaire de trois p. cent supérieures à l'indice des prix à la consommation. Ils réclament aussi la réduction de la semaine de travail de 40 à 39,5 heures, la première année, puis à 39 heures la deuxième, sans diminution de la paie hebdomadaire. Les syndicats demandent aussi un abaissement de l'âge de la retraite, de 58 à 55 ans.

Quant à la question de la sécurité du revenu et de l'emploi — la plupart des ouvriers de la construction ne travaillent que six ou sept mois par année —, le dossier a été confié il y a un an à une commission présidée par Laurent Picard et Jean Sexton. On attend les recommandations des commissaires à ce sujet au mois de juin prochain. Mais sur ce point, le Conseil provincial se dissocie de la coalition CSN-FTQ.

En 1988, les ouvriers de la construction auront travaillé en moyenne six mois, pour un salaire annuel de 19558 $.

On voit au travers des chemises des postiers

Presse Canadienne

EDMONTON

■ La Société des Postes a estampillé «Retour à l'expéditeur» sur des dizaines de milliers de chemises du nouvel uniforme de ses postiers après avoir constaté qu'elles ne sont pas imperméables, selon un porte-parole du syndicat des employés de la compagnie.

M. Greg McMaster, président du local d'Edmonton du Syndicat des postiers du Canada, a indiqué samedi que le rappel avait été fait mercredi après que des plaintes selon lesquelles les chemises étaient transparentes.

«Nous nous en sommes rendus compte alors que les employés essayaient les chemises», a-t-il expliqué. Nous avons pris un pistolet à eau et nous avons tiré sur un gars qui portait la chemise et nous avons réalisé que nous pouvions voir à travers le tissu».

La question a été discutée également mercredi lors des négociations. Il a été décidé que les employés n'avaient pas à porter le nouvel uniforme du moins jusqu'à ce que les corrections nécessaires soient apportées.

Le syndicat s'est plaint que les vêtements fabriqués de polyester et d'acrylique pouvaient causer des dermatites et ne protègent pas contre une chaleur torride ou un froid sibérien. On s'est plaint également de la laideur des uniformes bouffants qui pourraient de plus s'accrocher aux appareils mécaniques et aux véhicules.

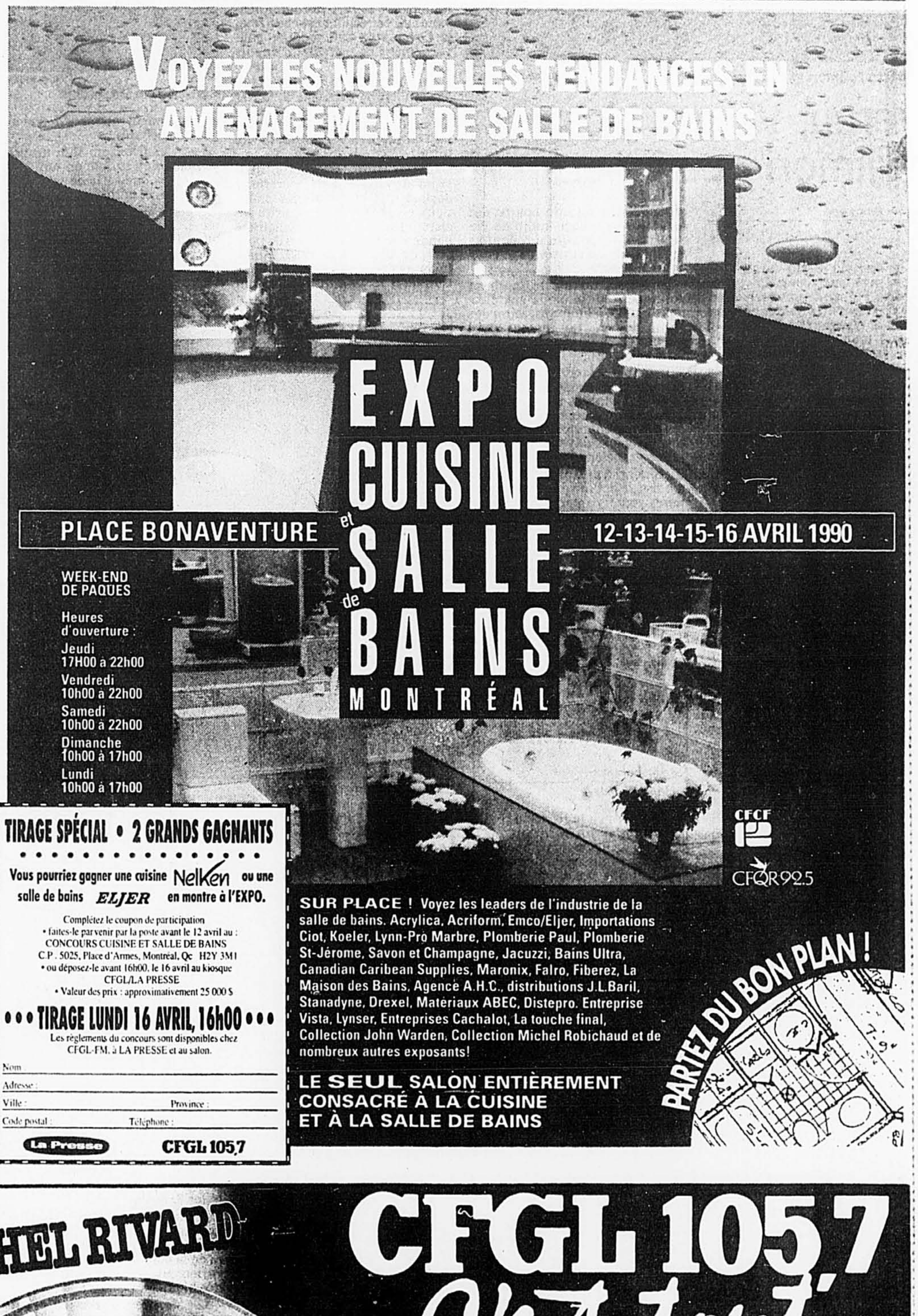
Des shorts, des chemises et des noeuds papillons composent le nouvel uniforme des hommes tandis que celui des femmes est fait de pantalons flottants, de chemises et de foulards. L'uniforme de l'extérieur compte une casquette de baseball et des vestes très amples sans col.

Les travailleurs protestent de plus qu'avec de tels uniformes, ils ont l'air de laitiers ou de préposés des compagnies aériennes.

Quelque 23000 postiers à travers le pays qui se sont vus remettre deux chemises en moyenne ont reçu l'avis de retourner la marchandise.

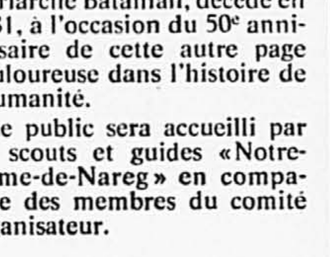
On recherche les parents d'une morte

■ Le service de police de la CUM tente de rejoindre les membres de la famille de Mme Irma Ducharme-Beaudry, décédée de mort naturelle le mercredi 28 mars 1990 à l'âge de 74 ans. Toute information pouvant renseigner les policiers peut être communiquée au 280-2533, au district 33.



THERMOPOMPE/CLIMATISEUR

- La thermopompe la plus SILENCIEUSE qui soit.
- Aucun versement avant juin 1990.
- Aucun sous-traitant.
- Service 24 heures.
- Admissible au programme de rabais de l'Hydro.
- Aucun acompte.



Carrier
LE PLUS IMPORTANT FABRICANT AU MONDE
Experts en chauffage et en climatisation
6009, chemin Saint-François
Ville Saint-Laurent
S & S CONVERSIONS inc. 337-7210



Le Monde

La Presse

A 12 LA PRESSE, MONTRÉAL, LUNDI 9 AVRIL 1990

Le Forum démocratique triomphe au second tour

d'après AFP et Reuter

BUDAPEST

Le Forum Démocratique hongrois (MDF — centre droit) a remporté une nette victoire hier au second tour des élections générales, selon la commission nationale électorale après dépouillement de la totalité des suffrages.

Sur un total de 386 sièges, le MDF a 165 députés, son principal rival de centre gauche, l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) 92, les petits propriétaires 43, le Parti socialiste 33, les chrétiens-démocrates 21, les jeunes libéraux 21. Dix sièges vont à des candidats indépendants et un à l'Union agraire, un petit parti proche des communistes.

Cette victoire permet au Forum Démocratique de former une coalition gouvernementale avec deux autres partis de droite — les petits propriétaires et les chrétiens-démocrates — qui disposera de 229 sièges sur 386 au nouveau Parlement, issu des premières élections libres depuis 1947, soit 35 sièges de plus que la majorité absolue de 194 sièges.

Le président du MDF, Jozsef Antall, qui a fêté hier ses 58 ans, a annoncé sa victoire au siège de son parti. «Ce n'est pas nous les vrais gagnants de ces élections», a-t-il estimé, «mais toute la nation hongroise. Nous devons réussir à faire sortir le pays de la crise et nous identifier à toute la nation de 15 millions de Hongrois à l'intérieur et à l'extérieur du pays».

Dans sa conférence de presse, M. Antall s'est déjà comporté comme un premier ministre en puissance, en annonçant qu'il était prêt à rencontrer le président soviétique Mikhail Gorbatchev et en confirmant qu'il chercherait à former une coalition avec les petits propriétaires et les chrétiens démocrates.

Les petits propriétaires ont confirmé hier soir qu'ils «étaient prêts à former une coalition gouvernementale avec le Forum avec qui ils avaient de grandes affinités politiques et économiques».

Un des chefs de file de l'Alliance des démocrates libres, Janos Kis, a reconnu «le relatif échec de son parti» et annoncé que le SZDSZ «pratiquerait une opposition responsable». «Nous reconnaissons la position dirigeante du MDF», a-t-il ajouté.

Les libéraux seront dans l'opposition avec le Parti socialiste hongrois, issu d'une scission avec le PC qui ne conserve que 33 députés dans la nouvelle Assemblée, dont ses leaders historiques Imre Pozsgay, Reszoe Nyers, le premier ministre actuel Miklos Nemeth et le ministre des Affaires étrangères Gyula Horn.

Ce dernier a été battu dans le département de Somogy, sur le lac Balaton, par le candidat du Forum démocratique. Il devrait cependant entrer au parlement grâce à sa troisième place sur la liste nationale de son parti).

La participation à ce second tour de scrutin a été largement inférieure à 50 p. cent contre 63,15 p. cent au premier tour. Outre le froid et la pluie qui ont assombri la journée, un grand nombre d'électeurs ont considéré que le régime communiste avait été balayé au premier tour et que de toute façon la droite allait prendre le pouvoir, estiment les analystes.

Un léger incident s'est produit hier en marge du second tour des élections. Alors qu'un accord avait été conclu pour suspendre tous les mouvements des troupes soviétiques sur l'ensemble du territoire hongrois pendant la période électorale, de tels mouvements ont eu lieu dans la région de Débrecen (est) dans le cadre du retrait des soldats soviétiques de Hongrie.

Après l'intervention des autorités hongroises auprès du Consul général de l'URSS dans la région, l'activité militaire soviétique a été suspendue jusqu'à la fermeture des bureaux de vote.



Alberto Fujimori et Mario Vargas Llosa PHOTO ASSOCIATED PRESS

Pérou: Vargas Llosa et Fujimori nez à nez

d'après Reuter et AFP

LIMA

L'écrivain Mario Vargas Llosa et le recteur d'université Alberto Fujimori sont arrivés en tête de l'élection présidentielle au Pérou et resteront en lice pour le second tour du scrutin dans un mois environ.

Selon la septième chaîne de la télévision nationale, la lutte est très serrée entre les deux candidats. La chaîne a crédité Fujimori, candidat du Cambio 90 (Changement 90) de 30,18 p. cent des voix et Vargas Llosa, candidat de la coalition de droite Front démocratique (FREDEMO), de 31,63 p. cent.

Les projections établies par la radio nationale accordent 35,5 p. cent à l'écrivain et 28 p. cent à son principal rival. Des sondages effectués à la sortie des bureaux de vote par l'institut indépendant Apoyo créditaient Vargas Llosa de 37,6 p. cent des voix contre 25,5 p. cent à Fujimori, un nouveau venu en politique qui a effectué en un mois une spectaculaire percée.

Fujimori, qui a voté en milieu de matinée à Lima, s'est déclaré «confiant et serein» dans le résultat des élections. Mario Vargas Llosa, en déposant son bulletin dans l'urne, a lancé un ultime appel aux Péruviens «à démontrer massivement au monde que le Pérou en entier veut vivre en paix, dans la légalité et la liberté et rejette le terrorisme et la violence politique».

Parmi les premiers à remplir son devoir d'électeur a figuré le président social-démocrate Alan Garcia, dont le mandat prendra fin le 28 juillet prochain. Le chef de l'État péruvien, qui laissera un pays en proie à la plus grave crise économique de son histoire, s'est félicité du déroulement des élections, et demandé également aux électeurs «de vaincre le terrorisme par leur vote».

Le candidat de l'APRA (Alliance populaire révolutionnaire américaine), l'ancien premier ministre Luis Alva Castro, payant le prix de deux années d'inflation galopante et de crise économique, a été relégué au troisième rang avec moins de 13 p. cent des suffrages. Aucun des deux candidats d'une gauche péruvienne divisée n'a, d'autre part, réussi à dépasser la barre des 10 p. cent.

C'est sous la protection de 300 000 soldats et policiers répartis sur l'ensemble du territoire, que les électeurs sont allés en masse voter aux élections présidentielle, législatives et régionales.

Les mesures de sécurité exceptionnelles étaient justifiées par les menaces d'attentats brandies par les rebelles maoïstes du Sentier lumineux, qui considèrent ce scrutin comme une «farce bourgeoise». Ainsi, la guérilla a tué 17 paysans et en blessé 11 autres dans une embuscade contre des habitants du village andin de Patacorral-Chupacc qui devaient se rendre dans un autre village pour pouvoir voter.

Le dégoût qu'inspire la classe politique traditionnelle aux électeurs profite à Fujimori, selon des politicologues, qui notent qu'il n'a pas encore présenté de plate-forme électorale.

Il semble défendre un programme économique de centre-droit, selon des experts, mais il a critiqué à maintes reprises les mesures draconiennes préconisées par son principal adversaire, Vargas Llosa, gagné aux thèses libérales.

Fujimori a affirmé que la réforme fiscale et l'ouverture des frontières promises par l'écrivain aggraveraient la crise économique et fournirait de nouveaux contingents de révoltés au Sentier lumineux. «Comment pouvons-nous arrêter la rébellion des masses dans ces conditions?», a-t-il demandé.

L'armée ratisse le Cachemire

Agence France-Presse

JAMMU, Inde

L'armée indienne a tué hier un militant et blessé un autre lors d'opérations de ratissage d'une ampleur sans précédent poursuivie depuis vendredi dans la vallée du Cachemire pour retrouver trois otages détenus par des séparatistes musulmans.

Les forces de sécurité, qui passent au peigne fin toute la vallée soumise à un couvre-feu d'une durée indéterminée, ont arrêté neuf personnes, ce qui porte à au moins 201 le total des arrestations depuis vendredi soir, a-t-on indiqué de source officielle à Jammu, capitale d'été de l'État du Cachemire.

Parmi les personnes arrêtées, une centaine seraient des militants ou leurs proches. Les otages, Mashir Ul-Haq, vice-recteur de l'université du Cachemire, son adjoint Abdul Gani, et H.L. Khera, directeur général de la firme Hindustan Machine Tools, ont été enlevés vendredi à Srinagar.

Les ravisseurs somment le gouvernement d'arrêter immédiatement ses opérations de recherche, avertissant que dans le cas contraire, ils exécuteront les otages sans attendre le délai fixé par un précédent ultimatum.

Les conservateurs très proches de la majorité absolue en Grèce

d'après Reuter et AFP

ATHÈNES

Le parti Nouvelle démocratie (conservateur) pourrait obtenir la majorité absolue au Parlement grec à la suite des élections anticipées d'hier, a annoncé la nuit dernière le ministre de l'Intérieur, Theodore Katrivanos.

Nouvelle démocratie (ND) est certaine d'obtenir 150 des 300 sièges au Parlement et semble pouvoir en remporter un de plus, ce qui lui donnerait la majorité absolue, a déclaré le ministre, alors que plus de 60 p. cent des bulletins étaient dépouillés.

«Nouvelle démocratie s'est assurée 150 sièges et elle a plus de chance d'en obtenir 151 que de retomber à 149», a déclaré Katrivanos. Si ce résultat est confirmé, la Grèce aura son premier gouvernement conservateur depuis 1981.

Sans attendre le résultat final, des milliers de partisans de la ND se sont rassemblés devant le siège du parti au centre d'Athènes la nuit dernière pour célébrer la victoire.

Constantine Mitsotakis, dirigeant de Nouvelle démocratie, a déclaré qu'il réduirait les ambitieux programmes de sécurité sociale introduits par les socialistes pendant leurs huit années de pouvoir, de 1981 à juin 1989. Mitsotakis avait indiqué avant l'élection qu'il tenterait de former un gouvernement même s'il n'avait que 150 députés.



PHOTO REUTER

Constantine Mitsotakis

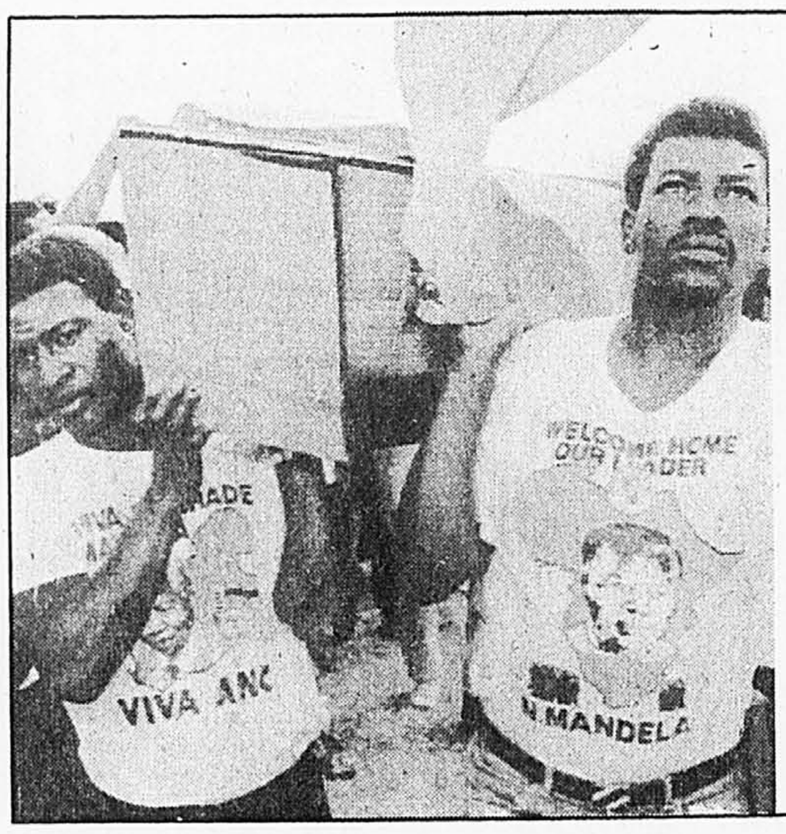
Les socialistes ont subi un grave défaite électorale en juin dernier après une série de scandales financiers et politiques.

Mais aucun parti n'avait alors réussi à gagner une majorité absolue au Parlement. De nouvelles élections, en novembre, n'avaient pas été plus concluantes, et la Grèce a été gouvernée ces dix derniers mois par de faibles gouvernements de coalition. Selon Katrivanos, le Pasok (Mouvement socialiste panhellenique) disposerait de 124 sièges, la Coalition de la gauche et du progrès (dominée par les communistes) de 19 ou 20 sièges. Quatre députés, soutenus à la fois par le Pasok et la Coalition, sont élus dans des circonscriptions à siège unique. La minorité musulmane de Thrace occidentale (nord-est du pays) dispose d'un député et les écologistes d'un député.

Les Grecs votaient hier pour la troisième fois en dix mois et quelque 7 000 000 d'électeurs, sur les 8 000 000 d'inscrits, se sont rendus aux urnes dans le calme. En l'absence d'un vainqueur clair et net, de nouvelles élections seront inévitables.

Dans l'un des rares incidents rapportés hier, un père de famille a été brièvement appréhendé pour avoir voulu empêcher sa femme et son fils de voter aux législatives. Selon la police, Gerasimos Apostolakis a caché les cartes d'identité de son épouse et de son fils parce qu'il n'était pas d'accord avec leur choix politique.

«Ma mère et moi, on s'est disputé avec mon père parce qu'il ne voulait pas que l'on vote. J'ai appelé la police qui l'a forcé à nous rendre nos cartes d'identité et qui l'a arrêté le temps que nous allions voter», a expliqué Manolis Apostolakis.



Sebokeng enterre ses morts

Quelque 50 000 personnes participaient au cortège funèbre de quatre des Noirs tués par les balles de la police lors d'une manifestation anti-apartheid, le 26 mars dernier, dans le ghetto de Sebokeng, à l'ouest de Johannesburg. «Nous aurons un rapport officiel de Mandela sur la violence au Natal et sur ses entretiens avec le président (sud-africain) Frederik de Klerk», a déclaré Steve Tshwete, membre du Comité national exécutif de l'ANC.

PHOTO REUTER

Les Slovènes votent massivement aux premières élections libres en 50 ans

d'après Reuter et AFP

LJUBLJANA, Yougoslavie

Les Slovènes se sont rendus massivement aux urnes hier pour des élections qui devraient consacrer la fin de 50 années de pouvoir communiste dans la république de Slovénie, située dans le nord-ouest de la Yougoslavie.

Malgré la pluie, les électeurs se sont précipités aux urnes dès l'ouverture des bureaux de vote pour élire 240 députés et un président. Les bureaux ont fermé hier soir mais les résultats complets ne devraient pas être connus avant ce soir.

Les premiers résultats partiels pour la présidence donnaient la nuit dernière le candidat communiste réformateur Milan Kucan en tête devant celui de la coalition de l'opposition Demos, a-t-on appris de source officielle à Ljubljana.

Les résultats dans cinq communes portant sur 17 113 suffrages exprimés (sur 1,5 million d'électeurs inscrits) donnaient 37,6 p. cent des voix à Kucan devant le candidat de Demos, Joze Pucnik, crédité de 29,1 p. cent des voix.

Le candidat indépendant Ivan Kramberger obtenait 21,1 p. cent des voix et le candidat libéral Marko Demsar 12,1 p. cent.

Ces résultats, bien que peu significatifs en raison du faible nombre de votants qu'ils représentent, confirmaient les sondages pré-électoraux donnant l'avantage au candidat communiste, qui devra cependant attendre le verdict du second tour le 22 avril.

Le premier scrutin libre organisé en Yougoslavie depuis 1938 a mobilisé la population. Deux heures après l'ouverture des bureaux, près d'un quart des électeurs de la petite république blottie entre l'Italie, l'Autriche et la Hongrie avaient déposé leurs bulletins dans l'urne.

«Nous ne pouvons pas dire qu'il n'y a pas eu de réaction», a déclaré Marko Golobic, secrétaire de la commission électorale du Parlement. «Au contraire, c'est très bien».

Les derniers sondages prédisaient aussi une large victoire de l'opposition démocratique unie Demos aux législatives.

Coalition anticommuniste de sept partis, le Demos prône une très large autonomie des six républiques et deux provinces yougoslaves. Si cette proposition est rejetée, il envisage de faire sécession.

À la sortie des urnes, la plupart des électeurs ont refusé de dire pour qui ils avaient voté. Mais ils n'ont pas caché leur enthousisasme. «C'est formidable», s'est exclamé un ingénieur de 28 ans. «Je suis emballé parce que cela signifie que la Slovénie va être libre».

Les communistes de Slovénie ont rompu en février avec la Ligue des communistes de Yougoslavie (LCY) et mené les réformes qui ont conduit aux élections pluralistes d'hier. Ils ont rebaptisé leur mouvement Parti de la réforme démocratique (PRD) et adopté une plate-forme social-démocrate. Leur seule consolation après le scrutin pourrait être l'éventuelle élection de Kucan à la présidence.

Le DEMOS, comme nombre de Slovènes, estime que la Yougoslavie, en pleine crise, freine le développement de la Slovénie, qui fournit 30 p. cent des exportations du pays. Il craint également que la plus grande des républiques, la Serbie, ne prenne le contrôle de l'ensemble de la fédération. Après les Slovènes, les Croates voteront lors d'élections libres, le 22 avril.

Népal: le roi cède

d'après Reuter, AFP et UPI

KATMANDOU

Cédant à la pression de la rue, le roi Birendra du Népal a annoncé hier la levée de l'interdiction qui pesait depuis trente ans sur tous les partis politiques. Les dirigeants de l'opposition ont en réponse promis de cesser leur campagne pour la démocratie, qui avait été réprimée dans le sang vendredi.

La diffusion par la télévision nationale du communiqué du palais royal a été aussitôt saluée par des pétards et des feux d'artifices et les sifflets et cris de milliers de résidents de Katmandou montés sur les toits. «C'est la victoire du peuple», scandaient certains, alors que des postes radio jouaient à pleine puissance de la musique rock.

Les chefs de file de l'opposition, dont le secrétaire général du Parti du congrès népalais Girija Prasad Koirala, ont annoncé à la télévision nationale qu'ils renonçaient à leurs manifestations après avoir été reçus par le roi.

Le gouvernement de ce royaume de l'Himalaya était confronté depuis la mi-février à une violente campagne, lancée par le Parti du congrès népalais allié aux communistes, pour la réintroduction d'une démocratie parlementaire dans le cadre d'une monarchie constitutionnelle.

La télévision a précisé que la mention «sans parti» serait retirée de la constitution du Népal et que le roi voulait satisfaire la volonté du pays.

Une cinquantaine de personnes, selon le bilan officiel, ont été tuées vendredi à Katmandou lorsque l'armée a refoulé des milliers de manifestants pour la démocratie qui marchaient sur le palais royal. Selon l'opposition, le bilan pourrait dépasser les 200 morts.

La télévision a précisé que le roi Birendra, 44 ans, avait rencontré quatre dirigeants de l'opposition — deux issus de mouvements de gauche et deux du Parti du congrès népalais, dont Girija Prasad Koirala, frère de B.P. Koirala qui fut premier ministre en 1960 durant une brève expérience de démocratie parlementaire au Népal.

Le gouvernement de Koirala avait été dissous par le roi Mahendra, le père de l'actuel souverain, qui avait alors introduit le système sans parti des Panchayats (conseils) élus.

Les dirigeants de l'opposition reçus par le roi Birendra ont se sont immédiatement félicités de la levée de l'interdiction des partis politiques. Ils ont souligné qu'ils cessaient leurs manifestations. Ils avaient notamment prévu de brûler publiquement aujourd'hui des exemplaires de la constitution népalaise.

«Ce n'est plus la peine de faire de l'agitation», a déclaré Koirala à la télévision, en ajoutant qu'il espérait que le roi remplirait ses engagements.

Les touristes ont commencé à évacuer le Népal hier par des vols spéciaux organisés par les autorités. Un premier groupe a atterri à New Delhi, où il a fait état d'une grande colère populaire contre le gouvernement après la répression de vendredi.

Peres entend «promouvoir» la paix avec les Palestiniens

d'après AFP, UPI et Reuter

JERUSALEM

■ Shimon Peres, le chef du Parti travailliste, s'est déclaré hier soir à peu près «certain» de pouvoir doter Israël dès cette semaine d'un gouvernement «solide» voué à la «promotion du processus de paix» (avec les Palestiniens) et à «l'intégration des nouveaux immigrants (juifs) d'URSS».

«C'est une affaire conclue», a déclaré Pérès à la télévision israélienne après qu'un député du Likoud, Abraham Sharir, membre du «Mouvement pour le renouveau du sionisme», eut confirmé qu'il avait décidé de se joindre au camp travailliste et qu'il soutiendrait Peres lors du vote décisif mercredi à la Knesset.

Ariel Sharon, chef de file de l'aile ultra du Likoud, a réagi en déclarant aux médias israéliens: «Les jeux ne sont pas encore faits. Mais si Pérès réussit mercredi à obtenir une majorité, le peuple d'Israël aura un gouvernement qui aura été soutenu par Yasser Arafat et les criminels de l'OLP».

Quelques heures auparavant, les travaillistes et trois partis de la gauche sioniste s'étaient entendus pour inclure dans leurs accords de coalition une clause sur le «respect des droits de l'homme dans les territoires occupés». Un futur gouvernement sous la direction de Pérès «examinera périodiquement les règlements militaires en vigueur dans les territoires occupés pour veiller à ce qu'ils soient conformes au respect des droits de l'homme, à la loi israélienne et aux engagements internationaux d'Israël», a-t-on indiqué de source informée.

Yitzhak Rabin, no 2 travailliste, a mis au point l'accord avec les trois formations de la gauche sioniste, Ratz (Liste des Droits civiques, cinq députés), Mapam (socialiste, trois députés) et Shinoui (centre-gauche, deux députés), lors d'une réunion à Tel-Aviv. Les partis vont aussi «accorder une attention particulière aux principes humanitaires de la IVe Convention de Genève» sur les droits des populations en territoires occupés.

L'accord, qui doit être approuvé demain par le Comité central travailliste, stipule par ailleurs que les partis de gauche seront libres de proposer un amendement à la loi qui interdit tout contact avec l'OLP. Ces partis, favorables à la négociation avec la centrale palestinienne, dénoncent cette loi comme un obstacle au processus de paix.

Cinq Palestiniens au moins étaient blessés hier par des tirs de soldats israéliens lors de la dispersion de manifestations dans les territoires occupés. Trois d'entre eux ont été blessés en Cisjordanie: deux dans le camp de réfugiés de Tulkarm et un troisième dans celui de Jellazone. Les deux autres ont été atteints dans la bande de Gaza.

On apprenait entre-temps qu'un soldat de réserve, Dov Hayoun, a été condamné la semaine dernière à 28 jours de prison militaire pour refus de servir dans les territoires occupés. Rédacteur en chef de la revue *Sdemot*, du mouvement des Kibboutzim (villages collectifs), Haoyun est le 105e Israélien condamné pour ce motif depuis le déclenchement de l'*intifada* en décembre 1987.

D'autre part, un millier d'immigrés juifs d'URSS arrivaient hier en Israël sur des vols de lignes aériennes israélienne, roumaine et hongroise, à l'occasion de la Pâque juive. Israël attend cette année 100 000 juifs soviétiques et plus de 18 000 sont déjà arrivés cette année. Face aux craintes arabes et aux injonctions occidentales, l'État juif a assuré qu'il n'installerait pas les nouveaux venus dans les territoires occupés mais l'incertitude persiste et Shimon Peres n'a pas encore clarifié sa position sur la question.

Aussi, les États islamiques réunis au sein du comité Al-Qods (Jérusalem) ont exhorté hier l'URSS, les États-Unis, la CEE et le Vatican à contribuer à enrayer l'afflux massif de juifs soviétiques en Israel. «Notre patience a des limites», a déclaré le roi Hassan II, du Maroc, qui est attendu en visite dans les cinq pays membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU ainsi qu'au Vatican pour demander des mesures à cette fin.

Moscou est invité à laisser leur nationalité soviétique aux immigrants, Washington à lever les restrictions pour leur entrée sur son territoire et la CEE à rouvrir les centres de transit et à les laisser émigrer dans les pays membres. «L'aide de tous est requise contre de nouvelles colonies dans les Territoires occupés», affirme le communiqué émis au terme de deux jours de travaux à Rabat.

Moubarak tente de calmer les esprits

d'après Reuter et AFP

LE CAIRE

■ Rentré au Caire après une visite éclair à Bagdad et une escale en Jordanie, le président égyptien Hosni Moubarak s'est prononcé hier soir en faveur de l'élimination des armes de destruction massive du Moyen-Orient et a préconisé la soumission de tous les États de la région à un système international de contrôle.

«L'Égypte souhaite désamorcer la crise arabo-israélienne attisée par une course à la supériorité militaire et elle tente son possible pour faire du Moyen-Orient un zone libre de toute arme de destruction massive», a-t-il déclaré à l'agence *Mena*.

Le président irakien Saddam Hussein a menacé lundi dernier de «brûler la moitié d'Israël» si l'État hébreu attaquait les installations militaires de l'Irak. Le lendemain, Israël, qui possède des armes atomiques et chimiques selon les spécialistes, utilisait pour le lancement d'un satellite une fusée porteuse pouvant lancer des missiles sur l'Iran et peut-être la Libye.

Samedi à Nicosia, le consensus prévalant dans les assemblées de l'Union interparlementaire (UIP) depuis plusieurs années était brisé par la volonté des pays arabes, islamiques et africains de faire adopter leur point de vue sur le conflit israélo-arabe et la sécurité en Méditerranée.

À la séance de clôture de sa 83e assemblée générale, deux résolutions sur la lutte anti-drogue, et l'emploi et les technologies modernes ont été votées à l'unanimité, ainsi que plusieurs décisions d'ordre pratique.

Mais une troisième résolution, sur «la paix et la sécurité en Méditerranée» et appelant notamment au retrait des flottes étrangères de Méditerranée et à des pressions sur Israël concernant de nouvelles colonies de peuplement dans les territoires occupés, n'a été adoptée à l'issue d'un débat houleux que par 595 voix pour, 237 contre et 99 abstentions.

Les amendements proposés par des pays occidentaux pour empêcher la condamnation d'Israël ont été rejetés malgré le soutien de la plupart des pays de l'Europe de l'est. Un amendement proposé par l'Égypte sur «les menaces contre la Libye» était retenu grâce à l'abstention de plusieurs pays d'Amérique latine et d'Océanie et grâce au vote massif des pays africains.

On estime, dans l'entourage de Moubarak, que le chef de l'État égyptien souhaite enrayer une guerre verbale susceptible de réduire les chances de voir les travaillistes constituer un nouveau gouvernement en Israël. Seul État arabe à avoir conclu un accord de paix avec Israël, l'Égypte a offert d'accueillir au Caire des pourparlers palestino-israéliens, projet soutenu par les travaillistes.

Manifs en URSS contre les interventions de l'armée

d'après AFP et Reuter

TBILISSI

■ Environ 100 000 personnes ont manifesté pacifiquement hier soir à Tbilissi, la capitale de la Géorgie, pour saluer la mémoire des 20 manifestants tués par l'armée soviétique le 9 avril 1989.

En outre, à Léningrad, plus de 10 000 personnes rassemblées à Léningrad pour commémorer ce même anniversaire, ont adopté une résolution condamnant l'utilisation des forces armées dans les conflits intérieurs, «afin que Tbilissi ne se répète pas en Lituanie».

Les manifestants brandissaient des banderoles disant notamment «Oui à l'indépendance de la Lituanie, non aux diktats du président-empereur», ou «Voleurs au Kremlin, tanks en Lituanie».

Pendant ce temps, des soldats soviétiques ont néanmoins tenté d'investir le principal centre d'édition de journaux de Vilnius mais la foule les a arrêtés. Les soldats sont finalement repartis après l'intervention du vice-premier ministre lituanien Algirdas Brazauskas, qui dirige le Parti communiste de la république séparatiste.

À Tbilissi, les manifestants se sont rasemblés à minuit devant la maison du gouvernement sur les marches desquelles les manifestants avaient été tués. Beaucoup, dans cette immense foule recueillie où l'on comptait énormément de jeunes, portaient des bougies. À minuit, un choeur d'hommes a entonné des chants nationaux tandis que tous dans la foule levaient le poing.

Irrésistible

HONDA CIVIC CX

À PARTIR DE

9,995 $*



Que dire de plus?

INTÉRIEUR
- Compteur journalier
- Télécommande de la trappe d'essence
- Banquette arrière à dossiers rabattables
- Télécommande du hayon
- Essuie-glace à 2 vitesses balayage intermittent
- Compartiment à monnaie
- Éclairage d'accueil
- Moquette intégrale
- Dégivreur de lunette
- Chauffage à grand rendement et ventilateur à 4 vitesses
- Désembueurs de glaces latérales
- Fixations de sûreté pour siège d'enfant
- Rétroviseur jour-nuit
- Blocage de sûreté de l'allumage (boîte manuelle)

EXTÉRIEUR
- Minces phares à halogène encastrés
- Phares de jour
- Moulures de protection latérales
- Rétroviseur gauche télécommandé
- Pare-boue avant
- Couvre-pare-chocs et bouclier avant et arrière en matériau amortisseur anticorrosion
- Pneus radiaux 4 saisons, ceinturés d'acier
- Passage des roues avant en matériau anticorrosion
- Peinture protectrice spéciale sur les panneaux latéraux inférieurs
- Glaces teintées

5 ANS GARANTIE 100 000 KM

Venez en faire l'essai!

LES HONORABLES HONDA

Offre d'un temps limité

* Modèle ED634L plus transport, et préparation.

AMOS Auto Carella (819) 732-3375
BLAINVILLE Honda de Blainville (514) 435-1122
BROME OUEST Brome Honda (514) 263-1289
BROSSARD Brossard Honda (514) 445-7161
CHAMBLY Honda la Seigneurie (514) 658-6699
CHÂTEAUGUAY Encore Honda (514) 698-1060
DOLLARD-DES-ORMEAUX Garage Civic (514) 683-5533
DRUMMONDVILLE Centre Honda Drummond (819) 477-8841
GATINEAU Chrétien Honda (819) 568-4646
GRANBY Les Autos F. Lambert (514) 378-9963
GRENVILLE Gagné Honda (819) 242-0111
HULL Lallier Auto (Hull) Inc. (819) 778-1444
ÎLE PERROT Rainville Honda (514) 453-8416
JOLIETTE Villeneuve Honda (514) 759-8155
LAFONTAINE Automobiles Nord Sud (514) 438-1273
LASALLE Honda de LaSalle (514) 364-1121
LAVAL Honda de Laval (514) 384-9444; Sainte-Rose Honda (514) 625-1953
LONGUEUIL Longueuil Honda (514) 679-4710
MONT-LAURIER Les Autos Bellem (819) 623-7341
MONTRÉAL Cartierville Lallier Auto (Mtl) Inc. (514) 337-2330; Centreville Honda de Sigi (514) 879-1550; Mtl. Nord Honda Gabriel (514) 327-7777; Pointe-aux-Trembles Honda Pte. aux Trembles (514) 645-2791
MONT-ROYAL Excel Honda (514) 342-6360
OMERVILLE Boulevard Honda (819) 843-2090
REPENTIGNY Lallier Auto (Rept) Inc. (514) 581-7575
ROUYN L'ami Honda (819) 762-6565
SAINTE-AGATHE SUD Les Autos P.A. Leblanc (819) 326-1717
SAINT-EUSTACHE Hamel Honda (514)491-0440
SAINT-HYACINTHE Autos Économiques Casavant (514) 774-1724
SAINT-JEAN Daigneault & Frère (514) 347-7567
SAINT-LÉONARD Lombardi Autos (514) 255-2222
SAINT-PIERRE-DE-SOREL Les Autos du Chenal (514) 742-5622
SHERBROOKE Éconauto Honda (819) 566-5322
TERREBONNE Honda de Terrebonne (514) 477-0555
VAL-D'OR Autoroule (819) 825-7838
VALLEYFIELD Yves Boutin Moteur (514) 373-2924

de SERGE LAMA à CLAUDE DUBOIS



CFGL 105.7 C'est tout.

Une station COGECO

La vente de propriétés à revenus : le fisc interprète la loi en sa faveur



MICHEL GIRARD

3 ■ Tous les moyens semblent bons pour forcer le contribuable à payer le plus d'impôt possible. Pour y arriver, les fonctionnaires du fisc ne se gênent pas pour interpréter la loi de l'impôt en «leur» faveur.

Les propriétaires d'immeubles à revenu doivent faire bien attention à la revente de leurs immeubles. Les vérificateurs de l'impôt essaient de faire déclarer les profits réalisés sur la vente d'un immeuble non pas comme un gain en capital mais plutôt comme un revenu d'entreprise.

L'impact fiscal de ce tour de passe-passe: un gain en capital permet au contribuable de bénéficier de l'exonération d'impôt sur les premiers 100 000 $ de gain en capital alors qu'un revenu d'entreprise, ou si l'on préfère un profit d'entreprise, est directement imposable même si vous avez encore droit à votre exemption à vie.

L'architecte Ken Hampson, lui, s'est fait jouer le tour par Revenu Québec et Revenu Canada. Et depuis deux ans, il doit se battre avec l'énergie du désespoir pour essayer de comprendre la logique des agissements du fisc. Ce qu'il n'a d'ailleurs pas encore réussi à démêler, même s'il a été forcé d'avoir recours aux services d'un comptable et d'un avocat.

Voici sa rocambolesque histoire fiscale. De 1981 à 1989, Ken Hampson et son associé, Norman Spatz, avaient un petit bureau d'architecte, à Montréal.

«Nous agissions sur différents projets de rénovation domiciliaire, principalement comme architectes et aussi comme gérants de projets. Nous n'étions pas des spéculateurs», explique M. Hampson.

Avec un associé financier, ils ont acquis quelques propriétés, des triplex en très mauvaise condition pour la plupart.

DANS LES MAINS du FISC

«Durant ces années, notre but était de nous créer un emploi et de protéger le patrimoine architectural de Montréal. Le plus gros revenu annuel que nous avons reçu durant cette période fut d'un peu moins de 20 000 $, mon associé et moi.»

«Nous, on avait l'intention de garder nos propriétés longtemps, de dire M. Hampson. Mais à cause d'un différend avec notre associé financier, on a été obligé de vendre à regret six unités de logement au centre-ville est, ce qui nous ajouta, en 1985 et 1986, des revenus de vente de propriétés.»

Revenu Canada se pointe ...et Québec empoche

Croyant avoir droit à l'exonération sur le gain en capital, les deux associés déclarent les profits réalisés sur la vente des logements comme du gain en capital.

En 1988, une vérificatrice de Revenu Canada se pointe à leur bureau. «Pendant environ un mois, explique M. Hampson, nous lui avons ouvert tous nos livres et dossiers afin de bien lui expliquer les activités de notre bureau.»

Ô surprise! Ils reçoivent un rapport de Revenu Canada qui fait état d'une demande «exorbitante» d'impôt supplémentaire à payer pour les années 1984, 1985 et 1986. Sans même avoir vérifié à son tour les faits, Revenu Québec (bien branché sur Revenu Canada) renchérit, lui aussi, avec sa demande de paiement.

Demande totale: le fisc exige un paiement d'impôt additionnel de... 25 000 $, à chacun des deux associés.

Complètement atterrés devant ce qu'ils croient être une injustice flagrante, MM. Hampson et Spatz, malgré leurs maigres revenus, décident de s'engager un comptable et un avocat pour se défendre contre l'emprise du fisc.

«À Revenu Canada, mentionne M. Hampson, on nous a expliqué que c'est en raison d'une zone grise dans la loi de l'impôt à propos de l'exonération sur le gain en capital et d'une directive interne d'interprétation de cette zone grise qu'on nous a refusé le droit à notre exemption sur le gain en capital, au profit d'une déclaration de revenus d'entreprise d'achat et de vente de maison.»

«Évidemment, l'interprétation penche nettement en la faveur du fisc. Mais encore... si ce n'était que cela. Parmi les logements vendus, il y en a qu'on avait même habité. Le fisc nous charge même de l'impôt sur la vente de ces logements qui ont servi de résidence principale. Ce qui est totalement injuste.»

Compte tenu qu'on nous refuse l'exonération sur le gain en capital sous prétexte qu'il s'agit de revenus d'entreprise, MM. Hampson et Spatz se demandent à ce moment-là pourquoi on leur refuserait le droit de refaire toutes leurs déclarations d'impôt antérieures... comme des déclarations d'entreprise.

«Nos salaires deviendraient des dépenses d'entreprise, souligne M. Hampson. A ce moment-là, il faudrait peut-être qu'on nous rembourse une partie de l'impôt qu'on a payé.»

Revenu Canada baisse sa note... mais pas Québec

Jusqu'à présent, des avis d'opposition ont été envoyés à Québec et Ottawa.
Revenu Canada, après négociation avec MM. Hampson et Spatz, a réduit considérablement sa demande d'impôt à payer.

Mais du côté de Revenu Québec, on ne veut rien savoir... même si, rappelons-le, aucune vérification n'a été effectuée par le ministère.

La fonctionnaire responsable de leur dossier à Revenu Québec ne veut pas discuter. Elle a envoyé «sa» demande de paiement immédiat, accompagnée, de dire M. Hampson, de menaces voilées.

«Notre comptable et notre avocat l'ont trouvée particulièrement agressive et négative, sans aucune considération humaine. Elle se dépêchait avant de prendre un congé de... plusieurs mois.»

Début février, un fonctionnaire du département de perception des comptes de Revenu Québec a signifié à M. Hampson qu'il voulait un paiement immédiat de 12 000 $ et un de 8000 $ de son ex-associé. Comme M. Hampson n'a pas ce montant de 12 000 $, le percepteur lui fait une suggestion d'ami! Pourquoi ne pas demander à son épouse d'endosser un emprunt de banque ou d'augmenter son hypothèque. Rien de moins pour payer le fisc!

M. Hampson trouve «obscène» cette demande de paiement immédiat étant donné les circonstances suivantes: des négociations sont en cours avec Revenu Canada à cause notamment de plusieurs erreurs de vérification; Revenu Canada a considérablement baissé sa demande; Revenu Québec n'a jamais rien vérifié de son propre chef; il a obtenu en outre par téléphone des informations jugées confidentielles; les demandes de paiement sont basées sur une zone grise de la loi.

Revenu Québec a décidé de se faire payer «tout de go» les montants réclamés aux deux associés. Se sentant menacé d'une saisie de salaire, M. Hampson a finalement signé l'entente suivante: il versera à Revenu Québec un montant de 500 $ par mois jusqu'en juillet prochain. De plus, il a été obligé de consentir à Revenu Québec son prochain remboursement d'impôt de l'ordre de 7000 $. C'est ce qu'on appelle se faire mettre le couteau sous la gorge.

Non seulement cette histoire de fisc engendre-t-elle un stress considérable chez les deux associés «inculpés» mais en plus elle entraine de lourdes dépenses en frais d'avocat et de comptable.

«Je suis horrifié de voir de quelle façon les deux ministères traitent les gens. Ils jouent avec la loi comme bon leur semble. Ils abusent de leurs pouvoirs», de conclure M. Hampson.



PHOTO ROBERT MAILLOUX, *La Presse*

Norman Spatz et Ken Hampson, devant une de leurs anciennes propriétés. Une histoire fiscale qui engendre un stress considérable chez les deux associés «inculpés» en plus d'entrainer de lourdes dépenses en frais d'avocat et de comptable.

Une cause type et le fisc perd!

Le fisc n'a pas le monopole de la vérité, loin de là. Les contribuables qui ont l'énergie et les moyens de se payer les services d'un comptable et/ou d'un avocat... ont, bien souvent, de véritables chances d'avoir le meilleur contre le fisc.

Trois ans après avoir contesté le nouvel avis de cotisation que Revenu Québec leur avait envoyé, les frères Clément et Michel Blais peuvent aujourd'hui se frotter les mains. Ils ont gagné leur litige contre Revenu Québec.

L'histoire remonte à juillet 1983 alors que les deux frères vendent un immeuble à logements qu'ils avaient acquis deux ans plus tôt. Profits nets: près de 70 000 $, à partager en deux. Un des deux frères est psychologue de profession et l'autre ingénieur en mécanique.

Dans leurs déclarations de revenus, les frères Blais entrent ces profits nets à la ligne gains en capital. À l'époque, les gains en capital sont imposables sur la moitié de la somme totale.



PHOTO JEAN-YVES LÉTOURNEAU, *La Presse*

M. Michel Blais

Le 26 septembre 1986, les frères Blais reçoivent un nouvel avis de cotisation de la part de Revenu Québec. Le service de vérification décide de considérer ces profits non pas comme un gain en capital mais plutôt comme un revenu d'entreprise. Donc un profit taxable à 100 p. cent.

L'argumentation du fisc: les frères Blais ont toujours eu l'intention de revendre l'immeuble à profit au moment de l'achat; l'un d'eux avait déjà fait, lors de la même année, des transactions immobilières.

Le juge tranche

Dans son jugement du 13 novembre 1989, le juge Charles Cimon, de la Cour du Québec, rejette l'argumentation de Revenu Québec et lui ordonne d'émettre un nouvel avis de cotisation. La revente de l'immeuble en litige ne pouvait être considérée comme un revenu d'entreprise mais plutôt comme un gain en capital, tel que demandé par les frères Blais.

«Rien dans la preuve, écrit le juge, ne laisse voir que le requérant et son frère entendaient créer une entreprise pour faire, à l'état professionnel, le commerce d'achat et de vente d'immeubles, lors de cette première acquisition.»

«Le simple fait de l'intention de revendre un placement ou un investissement à profit au moment opportum, comme l'allègue l'intimé (Revenu Québec) dans sa défense écrite, ne peut en soi transformer la possibilité éventuelle d'un gain en capital en un revenu d'entreprise. Si c'était le cas, il n'y aurait plus, à toutes fins utiles, de gain en capital possible», explique le juge.

Québec et Ottawa sur la même longueur d'onde

L'exonération sur un gain de capital devient imposable!

Mario St-Onge, qui a deux enfants et une épouse à sa charge, a eu la surprise de sa vie lorsqu'il a reçu, l'été dernier, ses avis de cotisation pour l'année fiscale 1988. Revenu Québec et Revenu Ottawa avaient coupé presque de moitié les remboursements auxquels il s'attendait.

Raison de cette coupure de remboursement d'impôt payé en trop: le fisc lui a refusé l'exonération sur un gain de capital de 2984 $. Par conséquent, ce dernier montant est devenu totalement imposable, augmentant ainsi sa note d'impôt de façon appréciable.

C'était la première fois que M. St-Onge réclamait un petit montant à titre d'exonération à vie sur les premiers 100 000 $ de gain en capital auxquels chaque contribuable a droit (théoriquement parlant du moins!).

Ce gain en capital provenait de la vente d'un triplex, qui avait été acheté avec son père et son beau-frère.

Rien à comprendre

Il ne comprend absolument pourquoi Revenu Québec et Revenu Canada lui refuse de traiter le profit réalisé sur ce triplex comme un gain en capital.

Il faut dire que la note accompagnant l'avis de cotisation émis par Revenu Québec est d'une ambiguité remarquable:

«Compte tenu du maximum permis par la loi, nous avons établi à 0 $ l'exemption sur les gains en capital imposables que vous pouvez réclamer à la ligne 292 de votre déclaration de revenus.»

À la lecture de cette explication, on croirait que la raison du refus porte sur le fait que M. St-Onge aurait dépasser son exemption à vie! Or, ce n'est absolument pas le cas puisqu'il n'avait jamais utilisé son exemption à vie.

Il faut donc se creuser les méninges pour chercher ce que voulait dire le fisc provincial.

Il ne peut y avoir qu'une seule hypothèse valable: le fisc a refusé l'exemption sur ce gain en capital sous prétexte qu'il s'agissait, de l'avis des fonctionnaires, d'un profit tiré à partir d'un revenu d'entreprise. Donc un revenu pleinement imposable.



Le ministre québécois du Revenu, Yves Séguin, et son vis-à-vis fédéral, Otto Jelinek. Dans certains cas, il ne reste qu'un seul recours: porter plainte à leur attention.

«Je ne fais pas le commerce d'achat et de vente d'immeubles. Je suis électricien. Pourquoi Revenu Québec et Revenu Canada agissent-ils de la sorte envers moi?», se demande M. St-Onge.

Pourquoi? Parce que les fonctionnaires appliquent vraisemblablement une directive d'interprétation de la loi qui joue contre les vendeurs d'immeubles. Et comme peu de gens contestent, alors les gouvernements empochent...

M. St-Onge se demande maintenant comment faire pour récupérer l'argent que le fisc lui aurait enlevé injustement?

Il aurait fallu qu'il dépose un avis d'opposition. Mais dans son cas, il y a un hic important: le délai de 90 jours à partir de la date des avis de cotisation est dépassé depuis plusieurs mois.

Dans des cas semblables, il ne reste qu'un seul recours: porter plainte devant les ministres de Revenu Québec et Revenu Canada. Le pire qu'il peut arriver c'est de se faire répondre qu'on sympathise avec vous mais, pour être équitable envers les autres contribuables, il est malheureusement trop tard!

DEMAIN: Une erreur de... 63 000 $

De guerre lasse, elle cède

Afin d'avoir la paix et de mettre fin au harcèlement dont elle était victime, Madame Aline a décidé de payer à Revenu Québec un montant de 321 $ qui avait... déjà été payé.

Il s'agissait d'une affaire de succession. Le montant en litige avait été payé par la succession. Le notaire qui a réglé le dossier de la succession a tout fait pour démontrer au fonctionnaire de Revenu Québec responsable de la cause, avec preuves à l'appui, que le montant avait été bel et bien payé.

Les démarches répétées de Madame Aline, de son notaire, de son comptable sont demeurées lettres mortes. Revenu Québec a continué de réclamer le montant supposément dû, y allant même de menaces de poursuites. Rien de moins.

La raison évoquée par Revenu Québec pour refuser les arguments avancés par Madame Aline et ses représentants: «le paiement n'est pas inscrit dans l'ordinateur», lui disait-on.

«Je me suis découragée. Il n'y avait rien à faire pour leur faire entendre raison», de conclure Madame Aline.



Les Canadiens estiment que les banques doivent appartenir aux Canadiens

■ Soixante-sept p. cent des gens estiment que les Canadiens doivent avoir un contrôle majoritaire des banques qui ont leurs activités au Canada. Un peu plus d'un cinquième des répondants (22 p. cent) pensent en revanche qu'il n'est pas nécessaire que les Canadiens aient un contrôle majoritaire des établissements bancaires.

Onze p. cent des personnes interrogées n'ont pas d'opinion précise sur la question.

L'appui donné au contrôle majoritaire des banques établies au Canada est élevé dans cinq des principales régions géographiques du pays. L'idée reçoit un appui qui varie de 65 p. cent dans les provinces des Prairies à 73 p. cent en Colombie-Britannique.

Ailleurs, 66 p. cent des Québécois, 67 p. cent des Ontariens et 69 p. cent des résidents des Maritimes appuient le contrôle majoritaire des banques par les Canadiens.

Gallup a également demandé aux Canadiens leur avis sur l'importance du volume des investissements américains au Canada. Trois Canadiens sur cinq (60 p. cent) croient qu'il y a actuellement assez ou trop d'investissements américains au Canada.

Légèrement moins de la moitié de ce nombre (28 p. cent) affirment qu'ils aimeraient voir plus d'investissments américains au Canada, tandis que 12 p. cent n'ont pas d'opinion sur la question.

Peu de changement

Ces chiffres ont peu changé depuis le milieu des années 80, quand il y avait environ 10 p. cent moins de gens qui considéraient qu'il y avait assez ou trop d'investissements américains dans le pays. Ces pourcentages n'ont pratiquement pas bougé tout au long du débat sur l'accord de libre-échange et des relations économiques plus étroites entre le Canada et les États-Unis.

Une analyse des résultats par région indique que les attitudes dans la province de Québec tranchent avec celle recueillies dans les autres principales régions du Canada. Quarante-trois p. cent des Québécois seulement jugent qu'il y a actuellement assez ou trop d'investissements américains au Canada, mais cette proportion demeure au-dessus de 60 p. cent ailleurs.

Plus précisément, 60 p. cent des Canadiens des provinces de l'Atlantique, 64 p. cent des résidents des Prairies, 66 p. cent des Ontariens et 72 p. cent des résidents de Colombie-Britannique considèrent qu'il y a assez ou trop d'investissements américains dans le pays.

Il est intéressant de noter également que sur cette question les attitudes des partisans des conservateurs diffèrent nettement de celles des partisans des libéraux ou des néo-démocrates. Seulement 47 p. cent des partisans conservateurs croient qu'il y a assez ou trop d'investissements américains au Canada, mais ce chiffre s'élève à 63 p. cent pour les partisans libéraux et à 66 p. cent chez les néo-démocrates déclarés.

Titres de remplacement RÉA

FIRME	Secteur d'activité	Prix à l'émission	Déduction permise	Date max. d'admissibilité	Cours 06-04-90	Variation sem. dem.	C/B*	C/VC* au 12 d/m der. exercice
Artopex	Prod. consommation	$5.00	100%	90-12-31	$3.85	0.0%	—	0.9
A.L. Van Houtte	Prod. consommation	$5.00	75%	90-12-31	$4.70	0.0%	10.4	2.0
Bomem	Prod. industriels	$3.25	100%	90-12-31	$0.45	12.5%	45.0	0.6
Bout. San Francisco	Comm. de détail	$5.75	100%	92-12-31	$4.75	0.0%	10.1	1.4
Cabano Expeditex	Transport	$4.00	75%	92-12-31	$1.40	9.4%	—	1.9
Canstar Sports	Prod. consommation	$2.25	100%	91-12-31	$3.65	0.0%	15.2	4.8
Chaussures Taurus	Prod.consommation	$7.00	100%	90-12-31	$0.17	0.0%	—	0.3
Corp. Dramex	Prod. industriels	$4.50	75%	90-12-31	$0.80	−7.0%	6.2	1.5
Diabrasive Intern.	Prod. industriels	$3.75	100%	91-12-31	$0.08	0.0%	—	0.1
Domicil	Commerce de détail	$2.50	100%	91-12-31	$0.14	16.7%	—	0.3
Explor. Augmitto	Ressources	$1.25	100%	91-12-31	$0.18	0.0%	—	0.2
Foratek Intern.	Prod. industriels	$2.50	100%	90-12-31	$0.64	−1.5%	—	0.3
Foresbec	Prod. forestiers	$3.25	100%	90-12-31	$0.65	8.3%	—	0.5
Goldex Mines	Ressources	$6.63	100%	90-12-31	$4.00	2.6%	—	3.6
Gr. Bocenor	Prod. consommation	$4.00	100%	90-12-31	$1.20	0.0%	9.2	0.6
Gr. CGI	Informatique	$6.50	75%	91-12-31	$1.80	16.1%	8.6	0.9
Gr. Champlain	Services	$3.00	100%	91-12-31	$1.85	0.0%	18.5	1.0
Gr. Equip. Denis	Prod. industriels	$4.50	75%	90-12-31	$1.45	−4.0%	3.5	0.6
Gr. DMR	Informatique	$8.00	75%	91-12-31	$2.70	0.0%	14.2	1.1
Gr. Goyette	Transport	$2.91	100%	90-12-31	$0.85	0.0%	5.7	0.6
Gr. Harricana	Prod. industriels	$4.00	75%	90-12-31	$1.60	−8.6%	10.7	0.6
Gr. Macyro	Immobilier const.	$5.00	100%	90-12-31	$0.60	−1.6%	20.0	0.4
Gr. Sani Mobile	Services	$2.00	100%	91-12-31	$2.40	−2.0%	10.0	2.1
Gr. Tolgeco	Immobilier const.	$4.00	100%	90-12-31	$1.05	−4.5%	7.5	0.4
Gr. Transat A.T.	Services	$3.00	100%	92-12-31	$1.40	0.0%	—	0.8
Heroux	Prod. industriels	$9.00	100%	91-12-31	$3.20	0.0%	11.0	1.1
Honco	Prod. industriels	$3.00	100%	90-12-31	$0.22	−4.3%	—	0.3
Igloo Vikski	Commerce de détail	$2.00	100%	90-12-31	$0.75	0.0%	8.3	0.5
Indust. Cover	Prod. industriels	$3.00	100%	90-12-31	$2.35	−2.1%	14.7	1.8
Indust. Dorel	Prod. consommation	$5.00	100%	90-12-31	$4.75	0.0%	9.5	2.1
Indust. Lassonde	Prod. consommation	$6.75	75%	90-12-31	$4.05	1.2%	9.2	0.9
Indust. Shasper	Prod. consommation	$5.50	100%	91-12-31	$0.65	0.0%	—	0.4
Indust. Triton	Prod. consommation	$7.75	100%	90-12-31	$0.15	0.0%	—	1.7
Informatrix 2000	Services	$4.00	100%	91-12-31	$1.80	0.0%	8.2	1.0
Lessard Beaucage	Immobilier const.	$2.75	100%	90-12-31	$1.63	−8.4%	7.7	1.0
Logibec	Informatique	$2.00	100%	90-12-31	$0.25	−13.3%	—	3.7
Maax	Immobilier const.	$2.50	100%	90-12-31	$0.70	7.7%	5.8	0.3
Mabaie	Immobilier const.	$6.00	100%	90-12-31	$2.95	−1.7%	4.2	1.0
Manufacture Leader	Prod. consommation	$3.00	100%	91-12-31	$0.23	0.0%	—	7.7
Ordin. Hypocrat	Informatique	$3.20	100%	91-12-31	$0.39	0.0%	—	0.5
Paul Martin	Immobilier const.	$2.25	100%	91-12-31	$0.18	0.0%	—	0.1
Radiomutuel	Communica. médias	$8.50	75%	90-12-31	$4.75	−5.0%	22.6	1.0
Ressources Audrey	Ressources	$4.00	100%	92-12-31	$2.70	−1.8%	22.5	1.1
Ressources Aunore	Ressources	$1.75	100%	90-12-31	$0.10	−28.6%	—	0.1
Ressources Rouyn	Ressources	$2.00	100%	92-12-31	$1.32	−2.2%	14.7	0.8
Rest. Sportscene	Services	$1.25	100%	90-12-31	$4.05	1.2%	4.9	3.9
Roctest	Prod. industriels	$2.50	100%	90-12-31	$0.90	0.0%	6.9	0.7
Sani Gestion	Services	$2.25	100%	90-12-31	$0.62	0.0%	13.7	0.6
Simard Beaudry	Immobilier const.	$4.50	100%	90-12-31	$3.30	−1.5%	5.7	1.1
Sumner Sports	Prod. consommation	$5.00	100%	90-12-31	$1.60	3.2%	6.4	0.6
Systerm	Informatique	$2.00	100%	90-12-31	$0.09	0.0%	—	0.3
S.T.I.	Informatique	$3.00	100%	91-12-31	$0.25	0.0%	—	0.4
Tecrad	Prod. industriels	$3.00	100%	90-12-31	$0.65	0.0%	21.7	0.5
Venmar	Prod. consommation	$3.00	100%	91-12-31	$0.76	1.3%	3.3	0.5

*CB = Cours/bénéfices *C/VC = Cours/Valeur comptable

Tassé le Bouvier

Les renseignements contenus dans ce tableau proviennent de sources que nous croyons dignes de foi, mais nous ne pouvons en garantir l'exactitude.

Tassé & Associés Limitée
Alain Rivard
Analyste financier

À noter

LUNDI

● Déjeuner-causerie du Cercle Canadien de Montréal. Invité: Bruno Riverin, président et chef de la direction, Bourse de Montréal. Titre: «La Bourse de Montréal à la croisée des chemins». Au Centre Sheraton de Montréal. Renseignements: 499-0333.

● Séminaire organisé par l'Association des restaurateurs du Québec et préparé par le Groupe Mallette. Sujet: Les effets réels de la TPS sur les entreprises de restauration et d'hôtellerie. Au restaurant Bill Wong. Renseignements: 527-9801.

MARDI

● Déjeuner-causerie de la Chambre de commerce de Montréal. Invité: Jean-Claude Delorme, président-directeur général, Téléglobe Canada. Titre: «La société distincte et sa culture à l'heure de la mondialisation». Au Reine Elizabeth. Renseignements: 288-9090.

● Colloque du Conseil du patronat du Québec portant sur la réforme fiscale des pensions. À l'hôtel Bonaventure-Hilton. Renseignements: 288-5161.

● Petit déjeuner-causerie de la Chambre de commerce de Laval (section 18-30). Thème: La PME: un optimisme modéré pour 1990. Au restaurant Palmo. Renseignements: 682-5255.

MERCREDI

● Journée appelée «Rendez-vous international» organisée par le Bureau de commerce de Montréal; et déjeuner-causerie avec, comme conférencier Preston Townley, président et chef de la direction du Conference Board Inc. (New York). Sujet: Le commerce international dans la prochaine décennie. Dès 9h00. Au Centre Sheraton. Renseignements: 878-4651.

● Déjeuner-causerie de l'Association des MBA du Québec. Invité: Pierre Laurin, premier vice-président et directeur général, Merrill Lynch. Titre: «Réflexions sur le Québec». Au Quatre-Saisons. Renseignements: 874-3710.

● Déjeuner-causerie «Europe 1990» organisé par la Brasserie Molson. Conférenciers: des étudiants en marketing qui ont participé à un stage de dix jours en Europe organisé par l'Université de Sherbrooke. À la salle John Molson. Renseignements: 843-7171.

Assemblées d'actionnaires

Lundi 9 avril

● Société d'épargne métropolitaine de Montréal. 11h00. Au restaurants Les Buffets de la Montérégie, 7905 rue San Francisco, Brossard.

Mardi 10 avril

● Sumner Sports. 17h30. Au Parc industriel Frontenac, 405 avenue Galilée, Québec.

Mercredi 11 avril

● Les industries Amisco. 16h30. Au Centre Sheraton, 1201 boul. René-Lévesque ouest, Montréal.

● Donohue. 11h30. Au Château Frontenac, 1 rue des Carrières, Québec.

● Québec-Téléphone. 11h00. Au Centre des congrès, 255 boulevard René-Lepage est, Rimouski.

● La Corporation du Groupe La Laurentienne. 10h30. Au Grand Hôtel, 777 rue University, Montréal.

Jeudi le 12 avril

● ACSI-Biorex. 10h00. Au 969, route de l'Église, suite 020, Sainte-Foy.

● Noveder. 14h00. À l'hôtel Alpin, Rouyn-Noranda.

KPMG Poissant Thibault-Peat Marwick Thorne

Séminaire sur la micro-informatique

les 11 et 12 avril

A l'intention de nos clients et autres parties intéressées

Distributeurs Participants

Accpac, WordPerfect, Lotus, Great Plains, Next, Newbridge, Novell, et plus...

Première journée — Informatisation de PME

Deuxième journée — Décentralisation des systèmes d'information, Systèmes d'information pour cadres éxécutifs, Réseaux à longue distance

Lieu: Hôtel Méridien

$75 par jour, par personne déjeuner compris

Pour plus de renseignements veuillez communiquer avec Carole Villemaire au 843-2100

Les mercredis de

F.R.A.P.P.E.

Un cocktail - rencontre commandité par

LE MOUVEMENT DESJARDINS

le mercredi 18 avril 1990

LIEU: HÔTEL LE MÉRIDIEN
Salon Alfred-Rouleau, C
Basilaire 1
4, Complexe Desjardins
Montréal

HEURES: de 17 h 30 à 19 h 30



Madame Marie Lavigne

Présidente du Conseil du Statut de la femme, auteure de nombreux ouvrages touchant à la condition des femmes.

Thème de sa conférence:
«de l'isoloir au pouvoir»

Coût: 15$ pour les membres
20$ pour les non-membres

Pour réservations: **(514) 521-0152**

Femmes regroupées pour l'accessibilité au pouvoir économique et politique



LES NOUVELLES VONT VITE !

Pas étonnant! Parce que l'arrivée d'une BMW à 26 950$*, c'est tout un événement! Mais les quantités de 318iS sont limitées. Si vous voulez votre BMW pour l'été, n'attendez pas un jour de plus! Passez vite chez BSM pour la commander!

- Service impeccable
- Plans de location et de financement sur place

BOULEVARD ST-MARTIN AUTO

Un monde à votre service

1430, boul. St-Martin ouest, Laval
667-4343

* Prix de base suggéré par le manufacturier

ÉTAT DES REVENUS ET DÉPENSES

REVENUS

REVENUS	140,815.50
Services	60,290.68
Marchandises	1,215.90
Escomptes Sur Achats	1.00
TOTAL REVENUS	202,321.58
TOTAL REVENUS	202,321.58

DÉPENSES

COUT MARCHANDISES VENDUES		
Achats		55,482.66
Dep. de transport		950.14
TOTAL MARCHANDISES VENDUES		56,432.80
DÉPENSES D'OPÉRATIONS		
Honoraires Professionnels		3,056.00
Publicité et Promotion		1,875.00
Intérets et Frais Banque		2,241.31
Amortissement		4,038.20
Assurances		1,359.09
Loyer		17,000.00
Fournitures de Bureau		5,873.48
Telephone		3,599.12
Déplacements		1,410.00
Autres Dépenses		3,944.32
Salaires	87,149.04	
DAS Provinciales	3,397.74	
DAS Fédérale	1,279.56	
Main d'oeuvre Total		91,826.34
TOTAL DÉPENSES OPÉRATIONS		134,961.68
TOTAL DÉPENSES		191,394.48
BÉNÉFICE NET		10,927.10

AIMERIEZ-VOUS EN AVOIR CHAQUE SEMAINE, MOIS...?

Confiez-nous votre comptabilité, pour un **service de tenue de livres** et de **rapports** qui vous aiderons à prendre les bonnes décisions.

COMPTABILITÉ **NATIONALE** MONTREAL **449-5036**

QUAND LA RENTABAILITÉ ÇA COMPTE!



Que pense notre analyste, Raymond Normand, du marché boursier présentement?

«Existe-t-il des occasions d'achat dans le contexte actuel du marché boursier? Sans aucune hésitation, la réponse est OUI! Notre opinion du début de l'année sur la performance du marché en 1990 (voir «La Presse», 22 janvier) est toujours d'actualité.»

Pour recevoir un exemplaire de «Trans-Action», notre récent bulletin sur le marché boursier, veuillez s.v.p. remplir le coupon ci-dessous et le retourner à:

MCNEIL MANTHA INC. FONDÉE EN 1930

McNeil Mantha Inc.
1080, Beaver Hall
Bureau 200
Montréal (Québec)
H2Z 1S8

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE.....CODE POSTAL.....

PROPOSITIONS D'AFFAIRES...

705 HYPOTHEQUES

A 1ERE et 2e, balance de vente, notaire Laberge 729-4334

ARGENT, 1e & 2e hyp., jusqu'à 85%. Résidentiel, commercial, industriel. S.N.C.H. enr. 987-1993

FINANCEMENT, 1re et 2e hypothèques, balance de vente. Notaires. D. Frenette 282-1287.

HYPOTHEQUES (1re, 2e, balance de vente). Notaire Rivet 389-8484

PRETS hypothecaires, 1ere, 2e, 3e, a 85%: residentiel, commercial, etc. SFRA INC. 276-7232

1ERE ET 2E hypotheque, résidentielle, commerciale, industrielle. Dencol Mortgage 342-1356.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

ATTENTION!!!
Produits de l'heure (environnement), "timing" extraordinaire. Agent immobilier, representant Avon, vendeur de voiture, vendeur d'encyclopédies, vendeur de balayeuse, autonome. Vente douce, produits de renouvellement. Compagnie 20 ans d'existence. Serge Dubois 273-0266, 479-6394 soir.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

A.A.A. (Ambition-Affaires-Argent)

Accédez au SUCCES
Devenez PROPRIETAIRE

ROUTE DE DISTRIBRUTRICES

Routes établies et protegées
Haut taux de rentabilite sur investissement minimal
Facilite de financement sur place

844-7211 Mme Louise Trudel

ABRIS FISCAUX :motorises 1990, situe a Montreal et a Fort Lauderdale, retour d'impot de 5000$ et plus, avec revenu de location garanti. Via Tour Caravane Inc Guy Turgeon (514) 433-1112.

BUREAU denturologiste tout equipe a vendre. Face centre d'achats Dorval,631-3615 entre 9 et 18h.

ENVIRONNEMENT

Possibilites = revenu 200 000$. M. Robert 514-278-2774

FRANCHISE de Place Tevere (pizza et pates), disponible au centre-ville, 441-0400

OPERATEURS de dépanneurs, restaurants, nettoyeurs etc., nous avons les locations et plusieurs opportunites. Faites affaires directement avec les constructeurs. Metro Developpement 737-3200.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

PARTENAIRE financier, investissement 2 000 $ et +. Garantie hyp. Rendement min. annuel 20 %, domaine alimentation. 9 h a 17 h 686-0011, soir/week-end 923-1066

PARTENAIRE recherché 2 000 $ d'investissement et +. Rendement et partage des profits, garantie par hyp. 20 % et + domaine alimentation. 4 a 5 h par mois detravail et de supervision. Excellent commerce a temps partiel. Vendeur(se) s'abstenir. 9 h a 17 h 686-0011, soir/week-end 923-1066

Les gens d'affaires avisés font confiance à la rubrique des **PROPOSITIONS D'AFFAIRES** de **LA PRESSE** pour obtenir les MEILLEURS RÉSULTATS.

285-7111

INTERURBAIN SANS FRAIS
1-800-361-5013

ANNONCES ENCADRÉES
285-7000

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

PRETS réponse dans 72 heures: aux PME, pour partir en affaires, de projets etc. SFRA INC. 276-7232

PROJETS A VENDRE
Investissement requis, financement disponible sur place, pour des personnes serieuses qui veulent partir en affaires.
844-7211 Mme Louise Trudel

SPECIALISTES DU MLM
Distributeurs a paliers multiples de la seule et unique camera a 3 dimensions, au monde. Telephonez M. Denis, entre 1h et 5 h
485-3351

714 FRANCHISES

AGENCE DE VOYAGES
Concept rentable, clef en main, aucune administration, investissement 25 000 $, territoire protege.
655-6415

718 ARGENT DEMANDE

ACHETONS ou prêtons sur articles de valeur, Regent 278-3700

718 AGENT DEMANDE

BESOIN argent 1ère 2e hyp. sur propriétés notaire 729-4334.

20% d'interêt
si 20 000$ et + pour 3 ans et +. Groupe Financier J.C.C.
demandez J.C. Coté 274-0988

725 TENUE DE LIVRES, DECLARATIONS D'IMPOT

A 1 COMPTABILITE, tenue de livres de qualite, 669-9556

COMPTABILITE + tenue de livres, etats financiers, impots: commerces ou particuliers. Informatise. 689-6324

R. GALIPEAU & ASSOCIÉS, 3370 Belanger, 722-1759, 722-5904

SYSTEME comptable Bedford. Solreg Enr. 342-7610.

728 ASSURANCES

COURTIERS L. LEMAY ET ASS. INC. Assurance auto, résidentiel, commercial, vie, 655-4122, 527-8118

Cahier SPÉCIAL

MERCREDI DANS La Presse

JARDIN MAISON

Après des mois d'«enfermement», voici venir le temps d'ouvrir portes et fenêtres, autant pour aérer la maison (ménage et rénovations du printemps) que pour reluquer le patio, le jardin et même la piscine. C'est de tout cela que traite le cahier, avec un tas d'idées et de suggestions pour préparer un bel été à l'extérieur.

D'AIRE.

CHANGEZ D'AIRE.

LES AFFAIRES CHANGENT D'ÈRE
CHANGEZ D'AIRE D'AFFAIRES

★ ★ ★

Le Centre de commerce mondial de Montréal: une nouvelle dimension pour votre entreprise.

- Situé au coeur de la nouvelle Cité internationale, entre le Palais des Congrès, la Place Bonaventure et la Tour de la Bourse
- Quatre adresses-signature distinctes pour entreprises de grande taille
- Environnement d'affaires exceptionnel: architecture raffinée, vastes atriums, lumière naturelle
- Services de première classe: salles de conférence, guichet d'information commerciale, accès à des banques de données, etc.
- Promenade commerciale sur deux niveaux: restaurants, bars, boutiques
- En tout: 600 000 pieds carrés de bureaux et commerces
- Relié à l'Hôtel Inter-Continental Montréal
- Stationnement intérieur pour 600 voitures
- Accès direct par le métro ou par les autoroutes Ville-Marie et Bonaventure

La décision des gens d'affaires avertis. Agissez maintenant!

SOCIÉTÉ DE PROMOTION DU
CENTRE DE COMMERCE MONDIAL
DE MONTRÉAL INC.

RENSEIGNEMENTS

Bureaux:
(514) 849-4962
Commerces:
(514) 935-3141